

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



L'ÉTÉ DU FIGARO



**LE SUD, GRANDE
FRACTURE
DE L'AMÉRIQUE**
UN PAYS IMPRÉGNÉ
DE LA MÉMOIRE
DE L'ESCLAVAGE **PAGE 18**

JACQUES AUDIARD
« LES FILMS SONT DEVENUS
DES ŒUVRES DIGNES DE TEXTES
LITTÉRAIRES » **PAGES 12 ET 13**

**LES MIRACULÉS
DES CRASHS**
LA FOLLE
CABRIOLE
ARGENTINE
D'ARI VATANEN
PAGE 14

**LA VIE SANS
ÉCRANS**
WILLIAM
MARX : « LA
LITTÉRATURE
EST LE MOYEN
DE PENSER UN
AILLEURS FACE
À UNE RÉALITÉ
QUI S'ÉCROULE »
PAGE 19

**J.K. ROWLING,
LA LUTTE
D'UNE IDOLE**
« HARRY
POTTER »,
LE LIVRE
QUI A CHANGÉ
LA LITTÉRATURE
PAGE 20

**LES FANTÔMES
DE L'ÉCONOMIE
FRANÇAISE**
LES
AUTOROUTES
OU LES PRIVA-
TISATIONS
DISQUALIFIÉES
PAGE 26

JEUX D'ÉTÉ
PAGE 15

ÉTATS-UNIS
À Chicago,
les adieux forcés
de Joe Biden
PAGE 4

LOISIRS
Ces aviateurs
qui construisent
des villages
pour assouvir
leur passion
PAGE 8

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de mardi :**
Êtes-vous favorable
à l'organisation
d'un hommage national
à Alain Delon ?

OUI 43% NON 57%

VOTANTS : 146 411

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**
Approuvez-vous
la taxation de véhicules
électriques chinois
par Bruxelles ?

SCOTT A GARFITT/INVISION/AP;
AMANDA AHN/ALAMY
VIA REUTERS CONNECT

Face au blocage politique, le grand désarroi des députés

Près d'un mois et demi après leur élection, les parlementaires restent suspendus à la nomination d'un gouvernement et redoutent une paralysie inédite de l'Hémicycle.

Une seule date est cochée sur leur calendrier : le premier mardi d'octobre au plus tard, le projet de budget pour l'année 2025 doit être déposé à l'Assemblée nationale. Pour le

reste, les députés sont dans le flou le plus absolu à la veille d'une rentrée politique inédite. En attendant qu'un nouveau gouvernement soit nommé, ils ne peuvent se projeter

sur l'examen des textes clés ou le retour de propositions de loi stoppées net lors de la dissolution. Surtout, les députés redoutent une paralysie des débats liée à l'absence de

majorité claire. D'autant que le nombre record de groupes parlementaires - onze - risque de complexifier encore un peu plus les discussions. « Nous traversons un moment étrange,

source de très grande inquiétude pour les Français, dans une configuration parlementaire bloquée », témoigne auprès du Figaro Annie Genevard, vice-présidente LR de l'Assemblée.

→ LA DIFFICILE RECONVERSION DES MACRONISTES DÉFAITS → LES PROPOSITIONS DE LOI EN ATTENTE D'EXAMEN → ANNIE GENEVARD (LR) : « LA CONFIGURATION PARLEMENTAIRE EST BLOQUÉE » **PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL**

L'Europe va surtaxer les voitures produites en Chine



Pour riposter aux subventions de Pékin et à la déferlante de modèles chinois, la Commission recommande aux États d'alourdir les droits de douane sur les voitures électriques fabriquées en Chine, jusqu'à 36,3 % du prix. **PAGE 22**

Sécurité : l'État déploie les grands moyens pour les Jeux paralympiques

Après le dispositif hors norme mis en place pour les Jeux olympiques, le ministère de l'Intérieur procédera à une nouvelle mobilisation d'ampleur des forces de l'ordre pour les Jeux paralympiques (28 août - 8 septembre). Jusqu'à 25 000 policiers et gendarmes seront présents en Ile-de-France et à Châteauroux, où auront lieu les épreuves de tir, auxquels il faut ajouter 10 000 agents de sécurité privée. S'il n'y a pas de « menace caractérisée » sur l'événement, Gérald Darmanin et Beauvau restent « extrêmement attentifs ». **PAGE 7**

ÉDITORIAL par Jim Jarrassé

Jeu de dupes

C'est un petit théâtre d'ombres chinoises que l'on pourrait trouver distrayant s'il ne déterminait pas l'avenir de la France.

Depuis le second tour des législatives anticipées, le 7 juillet, le jeu de dupes bat son plein au sein d'une classe politique en pleine crise identitaire. On rédige des lettres que personne ne lit et auxquelles personne ne répond, on élabore des « pactes » sans lendemain, on organise des consultations jouées d'avance... Tous les partis mettent un point d'honneur à participer à ce concours de faux-semblants. Mais la palme revient, encore une fois, aux Insoumis de Jean-Luc Mélenchon, qui, le matin, prétendent vouloir jouer le jeu de la cohabitation et, l'après-midi, cèdent à leurs pulsions néorévolutionnaires en brandissant la menace de la destitution. Savonnant sciemment la planche de leur candidate à Matignon, Lucie Castets. La vérité est que toutes les oppositions n'ont que la prochaine présidentielle en tête et refusent de monter sur le Titanic gouvernemental, sur lequel les violonistes ont déjà cessé de jouer. On peut les comprendre de ne pas

vouloir rejoindre un président à l'origine de ce marasme et qui ne semble plus avoir d'autre projet que la conservation anxieuse du pouvoir. Ce vendredi, Emmanuel Macron organisera un énième débat avec les oppositions, à la recherche d'un introuvable compromis. A-t-il en tête que, ce jour-là, son équipe de ministres battra le triste record du plus long gouvernement démissionnaire - 38 jours -, détenu jusqu'alors par un obscur attelage de la IV^e République ? En attendant, les députés profitent de leurs vacances et l'indifférence gagne les Français, encore grisés par des Jeux olympiques réussis sans gouvernement. Pourquoi ne pas continuer comme ça ? Dangereuse illusion. Car, dans la vie réelle, les défis de la France sont immenses : redressement budgétaire, crise du logement, lutte contre l'immigration illégale, réindustrialisation, soutien de l'école et des hôpitaux, transition écologique... Notre pays a besoin d'un gouvernement. Et vite. ■

Dans la
vie réelle,
les défis
sont
immenses

1^{ER} SALON NAUTIQUE À FLOT D'EUROPE

**CANNES
YACHTING
FESTIVAL**

10-15 SEPT. 2024

cannesyachtingfestival.com

Partners: RX, MARMOTA, GUY, PIRELLA, etc.

L'Assemblée dans le flou en attendant la nomina

Thomas Beker

Près d'un mois et demi après leur élection, les députés attendent toujours les choix de l'exécutif et une date de rentrée pour

Les députés sont en congé à durée indéterminée. Depuis la clôture officielle, le 2 août dernier, de la première séance publique, l'Assemblée nationale n'a toujours pas d'ordre du jour. La date de la reprise reste inconnue, suspendue à la nomination d'un premier ministre et d'un gouvernement. « *Tout le monde est dans le flou, concède un conseiller parlementaire du camp présidentiel. Le calendrier risque de s'accélérer la semaine prochaine, mais j'ai l'impression qu'on a tous envie de couper les chaînes d'info et de se mettre sur les Paralympiques!* », pour-

suit-il, regrettant déjà la trêve politique à l'œuvre pendant les Jeux.

Sept semaines après les résultats des élections législatives, le chef de l'État a fini par convier les chefs de groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, ainsi que des partis politiques représentés au Parlement pour une « *série d'échanges* » à l'Élysée, ce vendredi 23 août. Une éternité pour la gauche, qui revendique la nomination de Lucie Castets, la candidate commune du Nouveau Front populaire (NFP) au poste de premier ministre, depuis le 23 juillet dernier. D'autres s'inquiètent sur le manque de visibilité, qui risque de sérieusement compliquer la tâche

des députés dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2025. « *Tout est au ralenti, on a très peu de contact avec les députés... On navigue à vue* », peste Laurent Somon, sénateur Les Républicains, qui s'inquiète de l'instabilité de la Chambre basse.

Car, d'un point de vue calendaire, le temps presse. Le projet de loi de finances pour l'année 2025 doit atterrir sur le bureau de l'Assemblée nationale le 1^{er} octobre, au plus tard. En ayant reçu en amont un avis du Haut Conseil des finances publiques (HCFP) et du Conseil d'État autour des de la mi-septembre. « *Nous aurions dû avoir des plafonds communi-*

qués par Bercy pour chaque mission budgétaire depuis la mi-juillet... Aujourd'hui, on n'a toujours rien. On ne sait pas si des arbitrages ont été faits », déplore Véronique Louwagie, vice-présidente (Droite républicaine) de la commission des finances. La députée de l'Orne précise toutefois que le travail concernant le projet de loi de finances est déjà « *enclenché* ». « *On n'est plus à cinq ou dix jours près pour la nomination d'un premier ministre, mais la paralysie sera une catastrophe pour un pays qui a accumulé 154 milliards de déficit en 2023* », cingle-t-elle. Du côté de l'Élysée, on assume cette temporisation estivale. D'abord

parce qu'Emmanuel Macron refuse de nommer un gouvernement qui serait censuré dans la foulée. Et ensuite pour se laisser le temps de trouver la meilleure configuration pour obtenir une majorité la plus favorable à son camp.

L'équation n'a pas changé

« *Le moment est crucial, c'est normal de prendre son temps pour construire une majorité stable et modérée* », tempère François Cormier-Boulligon (Ensemble pour la République, EPR), qui plaide plutôt pour une « *coalition* » allant des « *so-ciaux-démocrates aux Républicains modérés* ». Il pronostique une clarification

Avec un nombre de groupes record, l'Hémicycle menacé de paralysie

Record battu : jamais l'Assemblée nationale n'avait compté autant de groupes parlementaires sous la V^e République. Avec désormais 11 groupes en son sein, l'Hémicycle n'a jamais été aussi pluriel. En moins d'une décennie, le nombre de formations politiques au Palais Bourbon a quasiment doublé, passant de 6 en 2012 à 11 aujourd'hui.

Cette multiplication des groupes parlementaires puise notamment son origine dans l'éclatement de deux des trois blocs qui structurent l'Hémicycle. Le Nouveau Front populaire (NFP), union des partis de gauche qui a vu le jour à la suite de la dissolution prononcée le 9 juin dernier, a accouché de quatre groupes distincts à l'Assemblée nationale. La France insoumise (72 députés) et le Parti socialiste (66) sont les plus nombreux, et constituent ainsi le moteur parlementaire de la locomotive du NFP. Les Verts et les communistes, qui avaient un temps évoqué l'idée de s'unir au sein d'un seul et même groupe, ont finalement conservé leur chapelle avec 38 députés pour le groupe écologiste et 17 pour les communistes. Du côté du camp présidentiel, trois formations ont leur identité propre : Ensemble pour la République (ex-Renaissance, 99 députés), le MoDem (35) et Horizons (26).

« Maximiser le nombre de groupes, c'est mettre l'accent sur ce qui nous divise plutôt que sur ce qui nous rassemble »

François Cormier-Boulligon
Député (Ensemble pour la République) du Cher

C'est finalement le groupe du Rassemblement national (RN) qui est le plus homogène. Il devient ainsi le groupe le plus fourni avec 126 députés. C'est d'ailleurs pour cela qu'il bénéficiera de la première niche parlementaire de la nouvelle législature, prévue le jeudi 31 octobre prochain. Le RN pourra compter sur ses alliés ciotistes du nouveau groupe À droite, composé de 16 membres, présidé par Éric Ciotti. Les Républicains, eux, se retrouvent à 47 députés sous la bannière de la Droite républicaine. Enfin, le groupe hétéroclite Liot est parvenu à se reformer et compte 22 élus.

Dans un Hémicycle sans majorité, cette fracture fait craindre à certains une grande instabilité. Un mois après la constitution officielle des groupes parlementaires, François Cormier-Boulligon, député du Cher (Ensemble pour la République) fulmine : « *Ca dit quelque chose de nos divisions. Maximiser le nombre de groupes, c'est mettre l'accent sur ce qui nous divise plutôt que sur ce qui nous rassemble* ». De fait, une telle profusion de groupes dénote dans un système historiquement majoritaire, où l'Hémicycle fut longtemps partagé en 4 ou 5 groupes, dont deux prédominants (PS et UMP).

Mais avec la révision constitutionnelle de 2008, l'intérêt de bâtir un groupe parlementaire est devenu plus évident. Elle a octroyé des droits spécifiques aux groupes dits d'opposition et minoritaires. De nouvelles prérogatives couplées à la réduction progressive du nombre requis de parlementaires pour constituer un groupe

- 30, puis 20 en 1988 et enfin 15 en 2009 - ont favorisé l'émergence de groupes de plus en plus restreints. Avec un impact sur la durée des travaux législatifs : chaque groupe a un temps de parole dédié dans les commissions. Puis en séance publique, ils disposent d'au moins cinq minutes en introduction de chaque examen de texte... et à nouveau cinq minutes d'explication de vote. Avec onze groupes, les débats risquent de s'éterniser.

Constituer un groupe permet aussi aux élus de défendre leurs propres propositions de loi lors des journées « d'initiative parlementaire ». L'occasion pour les petits groupes de faire des coups politiques, d'autant plus dans un contexte de majorité relative. « *J'aimerais qu'on augmente le nombre de députés minimum pour constituer un groupe : 6 ou 8 groupes ça serait bien, 11 c'est beaucoup trop* », peste Béatrice Piron, députée des Yvelines (Horizons). « *Il faudrait changer les règles de la discussion générale. On était déjà à 1h15 de discussion générale... alors qu'il n'y avait parfois que trois personnes présentes dans l'Hémicycle... Donc si on doit passer à 1h30...* ». L'explosion du nombre de groupes parlementaires peut aussi s'expliquer par la possibilité d'obtenir l'un des postes clés du Palais Bourbon. Par exemple au bureau de l'Assemblée, dans les commissions, voire les postes de questeurs ou de vice-présidents. ■

T. B. ET M. L.



La difficile reconversion des macronistes défaits

Elodie Cimbaldi

Ils n'ont eu droit à aucun préavis. Le soir du 9 juin, à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, les 577 députés de la 16^e législature ont été immédiatement démis de leurs fonctions. Et, s'ils ont pour la plupart retrouvé leur siège, 155 d'entre eux ont dû définitivement renoncer à leur écharpe tricolore au lendemain des élections législatives des 30 juin et 7 juillet. Le couperet a été encore plus impitoyable pour le groupe macroniste, fort de seulement 99 députés après avoir été amputé de 72 membres, lesquels se trouvent à présent sans activité.

« *Ça fait longtemps que je n'ai pas fait un CV* », soupire l'ex-députée Renaissance Caroline Abadie, qualifiée au second tour dans l'Isère avant de se désister pour faire barrage au Rassemblement national (RN). Après deux mandats à l'Assemblée nationale, la macroniste doit désormais penser à « *l'après* ». « *En tant que députée, j'avais beaucoup travaillé sur les sujets carcéraux, pénitentiaires et de réinsertion professionnelle. Donc j'aimerais bien pouvoir être utile dans ces domaines-là* », se plaint-elle à imaginer. Tout en faisant part de ses doubts : « *Mon seul souci, c'est de savoir si ces sept années de boulot à l'Assemblée vont m'être utiles* ». Des inquiétudes entretenues par une période estivale peu

propice à la recherche d'emploi. « *Trouver un travail au mois d'août n'est jamais une chose aisée* », constate Cécile Rilhac, qui s'est elle aussi retirée de la course électorale après être arrivée troisième au premier tour dans le Val-d'Oise. L'ancienne chef d'établissement, qui doit signer son retour à l'Éducation nationale à la rentrée, pâtit elle aussi de ce calendrier resserré. « *Ce n'est pas une mince affaire d'obtenir une affectation, donc j'attends toujours de savoir quel poste me sera confié d'ici le 1^{er} septembre* », explique-t-elle.

« En tant que députée, j'avais beaucoup travaillé sur les sujets carcéraux, pénitentiaires et de réinsertion professionnelle. (...) Mon seul souci, c'est de savoir si ces sept années de boulot à l'Assemblée vont m'être utiles »

Caroline Abadie

Ancienne députée Renaissance

« *Le moral n'est pas au beau fixe* », résume l'ancien député MoDem des Yvelines, Bruno Millienne. Aussi, une boucle WhatsApp, nommée « Plus députés mais toujours engagés », a été créée pour mettre en lien les macron-

nistes défaits lors des législatives de 2022 et de 2024. « *C'est un espace de solidarité entre anciens députés de la majorité qui nous permet d'échanger sur l'actualité et de répondre aux questionnements des uns et des autres. Ceux qui ont vécu ça en 2022 sont un vrai soutien* », relate Cécile Rilhac. « *Si vous pouviez voir la boucle...* », lâche de son côté un ex-député du camp présidentiel qui témoigne du désespoir de ses anciens collègues. Certains sont au RSA, d'autres ont abandonné leur entreprise, certains ont divorcé parce que ça rend fou.

Une réinsertion professionnelle d'autant plus épineuse que l'hypothèse d'une nouvelle dissolution hante déjà l'esprit des ex-députés. Les recruteurs redoutent leur départ prématuré. « *Cette question est revenue plusieurs fois lorsque j'ai établi mes premiers contacts professionnels. Il va falloir que je tranche* », fait savoir Caroline Abadie. « *Les patrons craignent que la personne se réengage en politique mais aussi qu'elle ne parvienne pas à s'intégrer au sein d'une équipe et d'une hiérarchie* », décrypte à son tour Cécile Rilhac. De son côté, Patrick Vignal, député de l'Hérault pendant douze ans avant de retirer sa candidature pour le second tour des législatives, tient « *le manque d'ancrage* » du parti présidentiel pour responsable de la difficile reconversion des parlementaires dans la fonction publique. « *À l'époque, les dépu-*

tés PS ou UMP retrouvaient facilement un job dans les mairies, les conseils départementaux et régionaux. Mais, lorsque vous êtes un député macroniste sortant, toutes les portes vous sont fermées parce que le parti n'a pas d'ancrage local », analyse-t-il.

Sans emploi, les anciens députés peuvent toutefois prétendre à l'assurance-chômage versée par le Fonds d'assurance mutuelle différentielle d'aide au retour à l'emploi des députés (FAMDRE). « *Nous avons les mêmes conditions que n'importe quel salarié* », assure l'ex-députée MoDem de l'Isère Élodie Jacquier-Laforge. Une prestation qu'elle ne percevra pas puisqu'elle a déjà retrouvé un emploi. « *J'ai été contactée quasiment le lendemain du second tour et j'ai tout de suite eu des propositions professionnelles* », annonce-t-elle. Même réinsertion expresse pour l'ancien élu de Saône-et-Loire Louis Marguerite : « *Je suis initialement fonctionnaire de Bercy, alors je réintègre dès septembre le ministère au conseil général de l'économie. Mais c'est provisoire, je regarde déjà vers le secteur privé* ». Pour sa part, Bruno Millienne, qui a atteint l'âge de la retraite, n'a « *droit à rien du FAMDRE* ». « *Je n'ai que ma retraite de député, qui s'élève à moins de 900 euros net par mois. Je suis aussi retraité du privé mais ça ne suffit pas* », déplore celui qui doit lancer sa boîte de conseil à partir de septembre. ■

tion d'un gouvernement

attaquer l'examen du budget.

au sein de l'Hémicycle à la rentrée : « Pour gouverner, il faut savoir prendre un risque. On va voir qui est capable de le prendre », assène-t-il.

Reste que l'équation n'a pas changé pour décrocher 289 voix, synonyme d'une majorité absolue : le Nouveau Front populaire compte 184 députés et le camp présidentiel 166. Et à l'approche du mois de septembre, aucune majorité claire ne se dessine. Le député Horizons Christophe Plassard, qui siège au sein de la commission des finances, espère que certains textes déjà examinés lors de la précédente législature pourraient être remis sur la table, pour ne pas partir

d'une page blanche. « Sur la loi d'orientation agricole, la loi Airbnb, la loi sur la fin de vie... Je suis convaincu qu'on peut réussir à converger », explique-t-il. L'élu est convaincu qu'une « culture du compromis » est possible, bien inspiré par le discours d'investiture de John F. Kennedy, en 1961, qu'il a relu pendant ses vacances : « C'est le moment de se demander ce qu'on peut faire pour notre pays ! », lance-t-il, en reprenant une phrase célèbre de l'ancien président américain.

Car après une année politique marathon entre la campagne des européennes, la dissolution puis les élections lé-

gislatives, les élus profitent d'un mois d'août plus calme pour prendre des congés. L'occasion aussi pour certains de passer du temps sur le terrain et de peaufiner leurs plans. « Je prépare la rentrée avec mes collaborateurs, je ratisse ma circonscription », détaille Alexandre Sabatou (Rassemblement national), élu dans l'Oise depuis 2022. Réélu il y a deux mois, il reste toutefois sur ses gardes : « On est prudents car le risque d'une nouvelle dissolution dans un an n'est pas écarté... donc on se prépare », prévient-il. Seule certitude : le groupe RN bénéficiera de la première niche parlementaire, prévue fin octobre. ■

Plus de 150 propositions de loi en attente d'examen

Martin Lagrave

Le coup d'arrêt fut brutal. La dissolution surprise de l'Assemblée nationale a stoppé net l'ensemble des travaux parlementaires des deux chambres. Au soir du 9 juin, la majorité des textes sont purement et simplement devenus caducs, n'ayant pas été adoptés par au moins l'une des deux chambres. S'il le souhaite, le prochain gouvernement pourra - en parallèle du projet de loi de finances 2025 - redéposer certains de ces textes. Mais les compteurs seront remis à zéro, puisque les parlementaires seront contraints de recommencer l'ensemble du processus législatif.

Déjà embarquées dans la « navette parlementaire », plus de 150 propositions de loi (PPL) ont toutefois échappé au couperet de la dissolution. Dès le 18 juillet, soit le premier jour de la nouvelle législature, le Sénat a ainsi renvoyé vers l'Assemblée nationale les PPL qu'il avait préalablement adoptées et qui étaient en attente d'examen par les députés. Parmi ces propositions de loi d'ores et déjà remises sur le bureau de Yael Braun-Pivet, récemment réélue au perchoir, certaines pourraient faire partie des premiers textes à l'ordre du jour quand d'autres semblent condamnées à ne jamais être étudiées par la Chambre basse.

Adoptée à une large majorité par les députés, puis à la quasi-unanimité au Sénat en mai, la PPL visant à « renforcer les outils de régulation des meubles de tourisme », dite loi Airbnb, devrait faire partie des textes rapidement soumis aux parlementaires. L'ébauche de loi prévoit notamment de redonner du pouvoir aux maires pour réguler la prolifération des meubles touristiques et s'attaquer à la niche fiscale dont bénéficient les loueurs. Une nouvelle lecture ou une commission mixte paritaire est toutefois nécessaire, les deux assemblées ayant adopté des versions différentes.

Les sénateurs ont également renvoyé au Palais Bourbon plusieurs propositions de loi relatives à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle. Les pensionnaires de la Chambre haute souhaitent la création d'un holding chapeautant toutes les sociétés de l'audiovisuel public français. Une vision proche de celle du gouvernement démissionnaire, qui espérait aboutir à la fusion de ces entreprises.

Si l'incertitude autour de l'agenda de ces propositions de loi continue de planer tant qu'un nouveau gouvernement n'est pas nommé, leur arrivée très récente dans le circuit législatif devrait conduire l'Assemblée nationale à les étudier à un moment ou à un autre. Un luxe dont toutes les propositions de loi ne bénéficient pas. Ainsi, plusieurs textes errent entre l'Assemblée et le Sénat depuis plusieurs dizaines d'années sans avoir été jamais soumis aux députés. C'est par exemple le cas de la proposition de loi adoptée par le Sénat le 25 mai 1987. À l'origine de la PPL, André Méric, résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, qui souhaitait étendre l'attribution des pensions militaires des victimes de la guerre aux Français déportés dans le camp de concentration de Raw-Ruska, en Ukraine. Une initiative restée, depuis, dans les limbes de la navette parlementaire.

« C'est du travail parlementaire gâché, et il n'y a rien de pire pour un parlementaire que de voir sa proposition de loi abandonnée »

Patrick Kanner Président du groupe socialiste au Sénat

Le même sort a été réservé à une proposition adoptée le 12 février 2002 par le Sénat. Lequel s'était prononcé en faveur de la création d'une Journée nationale pour l'abolition universelle de la peine de mort. Depuis, l'Assemblée ne s'est jamais exprimée sur cette mesure, pourtant consensuelle. Une bizarrerie législative que dénonce Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Palais du Luxembourg : « C'est une anomalie démocratique », dénonce-t-il. « C'est du travail parlementaire gâché et il n'y a rien de pire pour un parlementaire que de voir sa proposition de loi abandonnée », poursuit l'ex-ministre de François Hollande. Pour remédier à cette situation ubuesque qui concerne plus de dix textes, Patrick Kanner souhaite voir introduire un « délai de caducité ». Une façon d'enrayer la procrastination des élus, un « poison antiparlementariste », selon les mots du socialiste. Le destin de ces propositions de lois fossilisées semble aujourd'hui scellé, leur chance d'être examinées s'amenuisant davantage à chaque législature. ■



Le projet de loi de finances pour l'année 2025 doit atterrir sur le bureau de l'Assemblée nationale le 1^{er} octobre, au plus tard.

BERTRAND GUAY/AFP

Annie Genevard (LR) : « La configuration parlementaire est bloquée »

Propos recueillis par Claire Conruyt

Annie Genevard est députée LR du Doubs et vice-présidente de l'Assemblée nationale.

LE FIGARO. - Comment abordez-vous la rentrée parlementaire alors que le calendrier législatif n'est toujours pas fixé ?

ANNIE GENEVARD. - Je l'aborde avec un sentiment de gravité. Nous traversons un moment étrange, source de très grande inquiétude pour les Français, dans une configuration parlementaire bloquée puisque, aujourd'hui, personne n'a atteint la majorité, même relative. Il est donc difficile d'avoir une vision claire de la rentrée. Cette élection législative a montré que les Français attendent des solutions à des problèmes qui n'obtiennent aucune réponse depuis dix ans. Il y a l'injustice inacceptable de l'insuffisante reconnaissance du travail, creusant le clivage entre ceux qui ne s'en sortent pas et ceux dont ils ont le sentiment qu'ils profitent de la solidarité nationale. Il y a la défaillance profonde de nos services publics - la santé, l'éducation. Puis l'effacement de la cohésion nationale sous les coups de boutoir des communautarismes, au premier rang desquels ceux qui résultent de l'immigration massive. Enfin, il y a une véritable perte de la capacité de l'État à assurer ses missions régaliennes. Pendant les JO, cela a fonctionné, mais à quel prix ?

Les moyens humains considérables investis ne seront pas reconduits.

La rentrée doit s'ouvrir sur le vote d'un budget. À quoi faut-il s'attendre ? D'abord, l'état de nos finances publiques est alarmant. La première épreuve de vérité sera l'arrivée du texte budgétaire à l'Assemblée. Je note que, lorsque Bruno Le Maire appelle à faire des économies - que ne l'a-t-il fait avant ?, nous n'en serions pas là aujourd'hui -, Gabriel Attal, quant à lui, propose la reconduction des dépenses à l'identique. Le bloc présidentiel ne parle pas d'une seule et même voix. L'exercice sera donc horriblement compliqué, tandis que la France est sous le regard de l'Europe. Pour revisiter la logique budgétaire, Les Républicains seront au rendez-vous de la responsabilité et des propositions. La situation, en l'état, est intenable. Nous sommes à l'os. On ne peut pas se permettre d'errance législative.

L'absence de majorité absolue rend-elle cela possible ? Nous avons une certaine expérience en la matière. Depuis deux ans, nous avons eu affaire à des textes éruptifs : la loi immigration, la réforme des retraites et, plus tôt encore, les lois d'urgence sanitaire... Des textes qui ont conduit à des débats profondément clivants. C'est ici la vice-présidente de l'Assemblée qui parle : il va falloir, cette fois, avoir un sang froid particulier et être ferme. Je m'emploierai à ce que les discussions puissent se tenir

dans le respect du débat parlementaire. Concentrons-nous sur les priorités du pays sans tomber dans l'instrumentalisation des urgences à des fins politiques. Nous verrons très vite qui accepte de servir l'intérêt général et qui cherche à se nourrir des problèmes des Français. Je pense à La France insoumise, qui est dans une posture complètement radicale, et je m'inquiète de sa domination au sein du Nouveau Front populaire. Je pense au Rassemblement national. Je note, par exemple, qu'il a voté contre la loi agricole, que nous avions profondément améliorée. Le groupe de Marine Le Pen s'en est détourné au mépris du monde agricole. Nous, LR, nous prendrons nos responsabilités sans être les supplétifs de

quiconque. Face à une situation qui pâtit de la confusion entretenue par le bloc présidentiel, nous affirmons notre indépendance. La clarté des convictions est une bonne boussole.

À l'occasion de sa niche, le groupe du RN veut proposer l'abrogation de la réforme des retraites. C'est une impasse. Aggraver le déficit public, est-ce faire preuve de responsabilité ? Qu'il y ait des choses à améliorer, je pense à la retraite des agricultrices, qui est scandaleusement faible, je le conçois. Mais revenir sur ce débat si douloureux et sur un texte si indispensable... Voilà l'exemple d'une forme d'aveuglement et de déni de la part du RN.

Des responsables du camp présidentiel ont écrit aux élus afin de leur proposer une base de coalition. Est-ce suffisant ? Dans les jours qui ont suivi l'installation du Bureau de l'Assemblée nationale, Les Républicains, à l'initiative de Laurent Watquiez, ont posé sur la table un pacte législatif portant des mesures essentielles, comme base de discussions. On ne va pas reprocher au camp présidentiel de faire de même. Mais il faut passer de la lettre aux actes. Or nous avons actuellement les plus grandes interrogations. Plus de 70 % des Français s'inquiètent de la situation migratoire du pays. Peut-on continuer de les ignorer ? Sur le texte immigration, la majorité de l'époque a fait mine d'accepter nos propositions



ALAIN JOCARD/AF

La clarté des convictions est une bonne boussole

Annie Genevard

Vice-présidente de l'Assemblée

À Chicago, les adieux forcés de Joe Biden

Adrien Jaulmes Envoiyé spécial à Chicago

Lors de la convention démocrate, le président américain a vanté ses réussites avant de passer le flambeau à Kamala Harris.

Au lieu de son discours de candidature, Joe Biden a prononcé celui de ses adieux. À la place de la soirée de clôture traditionnellement réservée au candidat, le président sortant est apparu sur scène au commencement de la convention démocrate, à Chicago. Le grand rassemblement du parti a débuté par sa sortie, et son allocution, autour de minuit, trop tard pour les journaux télévisés de la côte Est, ressemblait à une tombée de rideau sur sa longue carrière politique.

Sur scène, Biden a fait bonne figure. Alors qu'on le dit encore furieux d'avoir été poussé dehors par la direction de son propre parti, il ne s'est pas étendu sur les circonstances qui l'ont fait renoncer à sa candidature. « *J'aime ma fonction, mais j'aime encore plus mon pays* », a dit Biden, reprenant en partie l'allocation télévisée de sa renonciation. « *Tout ce qui a été dit sur le fait que je suis en colère contre ceux qui ont dit que je devais démissionner, rien n'est vrai. J'aime davantage mon pays, et nous devons préserver notre démocratie.* »

La foule des délégués, qui avaient été choisis au printemps lors des primaires démocrates pour l'investir, l'a acclamé à plusieurs reprises, interrompant parfois pendant de longues séquences son discours. « *On aime Joe!* », a crié la foule en brandissant des panneaux portant le même slogan. Mais ces acclamations saluaient surtout son départ et le soulagement de ne pas le voir briguer un deuxième mandat.

Biden a gracieusement mentionné Kamala Harris, qui lui a succédé à la tête de la campagne. Mais il ne s'est pas tellement étendu sur ses qualités, préférant énumérer longuement les réussites de son propre mandat. Ayant vraisemblablement conservé des passages d'un discours de candidature, il a évoqué ses sujets favoris, la limite fixée au prix de l'insuline, les investissements massifs dans les infrastructures, les microprocesseurs, le retour des emplois ouvriers. Il s'est vanté d'être le premier président à avoir participé à un piquet de grève, d'avoir été du côté des syndicats, et d'avoir fait passer les lois pour protéger le climat les plus ambitieuses de « *tous les temps* ».

Mais Biden a quand même reconnu que l'objectif principal de la campagne de 2024 était le même que celui de 2020 : vaincre Donald Trump. « *Ce sera la première élection depuis le 6 janvier 2021, a-*

til mis en garde. Ce jour-là, nous avons failli tout perdre, et la menace est toujours là. Trump a dit qu'il n'allait pas respecter le résultat s'il perd. Et cet abruti est sérieux. Nous avons sauvé la démocratie en 2020. C'est simple, et c'est sérieux : le pouvoir est dans vos mains, l'avenir de l'Amérique est entre vos mains. »

« Je suis plus optimiste »

Comme s'il réalisait progressivement que sa carrière était dorénavant derrière lui, Biden a mêlé de l'émotion à ses évocations politiques. « *Américains, je vous ai donné le meilleur de moi-même, a-t-il dit. J'ai fait de nombreuses erreurs au cours de ma carrière, mais j'ai donné mon cœur et mon âme à notre nation. J'ai été élu trop jeune pour être sénateur, et trop vieux pour être président* », a lancé le président de 81 ans, dont la carrière a commencé en 1974 et traverse un demi-siècle d'histoire américaine. « *Mais je suis plus opti-*

miste à propos de l'avenir que je ne l'étais lorsque j'ai été élu sénateur. »

Les conventions politiques américaines sont avant tout des spectacles soigneusement chorégraphiés. Rien, ou presque, ne manquait dans la mise en scène des adieux du vieux président. Biden lui-même a versé une larme en montant sur le podium, accueilli par sa fille Ashley. Son épouse, Jill Biden, qu'il a fait à son tour acclamer, a aussi un peu pleuré pendant que la foule brandissait des panneaux avec son prénom. Jill Biden avait auparavant rendu hommage sur scène à son mari, se rappelant le moment où elle l'a vu, « *il y a quelques semaines, chercher dans le fond de son âme la décision de ne pas briguer de deuxième nomination et de désigner Kamala Harris* ».

Pour adoucir sa sortie un peu forcée, les orateurs de la soirée n'ont pas lésiné sur les hommages. Kamala Harris a fait une apparition surprise pour saluer Biden comme son mentor : « *Merci d'avoir*

été un dirigeant historique, pour les services que vous avez rendus à notre nation tout au long de votre vie et pour tout ce que vous continuerez à faire. Nous vous sommes à jamais reconnaissants. Merci, Joe! »

Pluie d'éloges

Les intervenants étaient surtout ceux qui avaient soutenu sa candidature jusqu'à la fin. Alexandria Ocasio-Cortez, la jeune égérie new-yorkaise de la gauche, Chris Coons, son ancien collaborateur, qui lui a succédé comme sénateur du Delaware, et Jim Clyburn, l'élu noir de Caroline du Sud qui avait sauvé sa candidature lors des primaires de 2020, ont rivalisé dans les éloges. Mais même ces hommages étaient parfois à double sens. « *Nous lui devons une grande dette de gratitude*, a dit Clyburn à propos du président, *pour la meilleure décision qu'il ait prise, en nommant Kamala Harris et en lui apportant son soutien.* »

Ces émouvants hommages au président sortant étaient aussi destinés aux électeurs, pour enrober l'épisode politique hautement inhabituel que constitue le remplacement en pleine campagne électorale du candidat par un autre. La convention de Chicago, prévue depuis des mois pour investir une nouvelle fois Joe Biden, a dû être réorganisée en catastrophe pour devenir celle de sa vice-présidente. La scène finale de la soirée, où Biden et sa famille ont été rejoints sur le podium par Kamala Harris et son mari pour des embrassades, avait surtout pour but de tourner au plus vite la page. Car si le flambeau a bien été passé à la nouvelle génération, comme le répètent en boucle les médias américains, il a plutôt été arraché des mains de Biden. Le président et sa famille ne participent pas à la suite de la convention démocrate, et sont partis en vacances en Californie. Biden a quitté la scène. La suite sera consacrée à Kamala Harris. ■



Kamala Harris et Joe Biden saluent leurs partisans lors de la première journée de la convention nationale démocrate, lundi, à Chicago, dans l'Illinois.

BRENDAN MCERIMID / REUTERS

La bataille américaine divise aussi la classe politique française

John Timsit

L'image avait fait le tour du monde. Le visage ensanglanté, Donald Trump lève le poing ce 13 juillet après avoir échappé de peu à un attentat lors d'un meeting en Pennsylvanie. Les États-Unis sont sous le choc. Fait rare pour le candidat républicain à la présidentielle, ses plus fervents détracteurs sont obligés de lui apporter leur soutien. Y compris en France, où la plupart des responsables politiques, dont Emmanuel Macron, y sont allés d'un commentaire bienveillant. Une unanimité de quelques heures qui n'aura pas suffi à tempérer une classe politique polarisée sur la bataille outre-Atlantique. Si la victoire de la vice-présidente Kamala Harris serait unanimement perçue comme une continuité de l'actuelle Administration démocrate, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche donne déjà à quelques-uns des sueurs froides.

Notamment à gauche. Le Nouveau Front populaire a beau afficher sa préférence pour l'ancienne procureur générale de Californie, ses composantes ne sont pas pour autant au diapason. Chez certains, l'enthousiasme est de mise, comme chez Sandrine Rousseau. Après le retrait de Joe Biden de la course, la députée écologiste avait exhorté sur BFMTV ses homologues à « *assumer les valeurs progressistes* ». Et l'élu de Paris de promouvoir la « *candidature incroyable* » de Kamala Harris, nécessaire « *pour aller contre le conservatisme* ». La nouvelle église des démocrates étant d'origine indienne et jamaïcaine, l'écologiste avait chanté les louanges des personnalités « *racisées* », « *de combat* », « *qui font relever à tête* » à la gauche américaine.

L'engouement est réfréné par La France insoumise, méfiante de l'action sur le plan international du prochain président. Quel qu'il soit. « *On refuse d'être enfermé dans cette dichotomie* », rétorque le député LFI Arnaud Le Gall.

Affirmant que le débat est « *très mal posé en France* », le membre de la commission des affaires étrangères martèle qu'« *il y a plus de continuité que de rupture entre Obama, Trump, et Biden* » dans le rapport protectionniste des États-Unis au monde. Un lieutenant LFI prétend même que « *Harris n'est pas du tout à la gauche du Parti démocrate. Ma référence, c'est plutôt Bernie Sanders* ». Autre point de discord qui accroît la méfiance envers l'ancienne sénatrice : la guerre entre Israël et le Hamas. « *Quelle que soit la personne que la direction du Parti démocrate choisira, elle ne sera pas de gauche* », avait raillé la députée Danièle Obono après le renoncement de celui qu'elle surnommait « *Genocide Joe Biden* ». Manière de souligner la soi-disant mansuétude du président américain vis-à-vis de la riposte de l'État hébreu à Gaza.

De quoi ébranler le bloc central, proche idéologiquement d'une partie des démocrates ? Dans le camp présidentiel, pro-européen, on appréhende surtout un retour de Donald Trump aux affaires. Une attention toute particulière est portée au volet militaire-financier. Quel avenir pour la sécurité du Vieux Continent si les États-Unis se désengagent ? Quid de la guerre en Ukraine si l'aide américaine diminue ? Après de l'Opinion, le député Benjamin Haddad (Ensemble pour la République) considérerait en début d'année que le milliaire « *reviendrait radicalisé dans ses pires intuitions* ». « *Nous ne pouvons pas laisser les électeurs du Michigan décider de la sécurité européenne* », avait précé-

du le spécialiste en relations internationales. Sans être naïf des velléités américaines, « *que Trump l'emporte ou pas* ».

Moins offensifs, la droite et le RN ont plus jugé l'ancien président sur son bilan que sur sa personnalité sulfureuse. Jusqu'à afficher parfois une certaine bienveillance. Comme l'a montré l'investiture de Nicolas Conquer aux législatives : candidat finalement malheureux dans la Manche, ce Franco-Américain, soutenu par Éric Ciotti dans le cadre de son alliance contestée avec le Rassemblement national, est le porte-parole du Parti républicain en France.

« Wokisme, économie, université, "deep state"... Tous les sujets qui occupent la droite américaine sont les mêmes qui nous occupent en France »

Sarah Knafo
Eurodéputée Reconquête

Le symbole est fort, mais Jordan Bardella est sur ses gardes. Alors que le patron du RN a en tête l'échec de Marine Le Pen à construire une relation avec le magnat de l'immobilier - qu'elle avait pourtant espéré rencontrer début 2017 en l'attendant dans le hall de la Trump Tower -, Jordan Bardella a assumé en juillet sur LCI de moins s'engager qu'en 2016, lorsqu'il avait choisi l'homme d'affaires. Devenu entre-temps

l'une des principales figures de l'opposition, l'eurodéputé de 28 ans ne se sent pas le besoin de choisir à la place des Américains ». Une neutralité qui ne l'avait pas empêché de saluer la supériorité physique et mentale de Donald Trump par rapport à Joe Biden, alors prétendant à sa réélection. *On doit avoir un champion pour les intérêts de la France* », plastronne un cadre nationaliste, insistant sur les valeurs que le RN partage davantage avec l'un (Trump, NDLR) qu'avec l'autre (Harris).

Au point de soutenir officiellement le candidat républicain, à l'image du premier ministre hongrois, Viktor Orban ? Hors de question pour le RN, qui laisse Reconquête monter au créneau. Deux ans après l'échange téléphonique entre Éric Zemmour et Donald Trump lors de la campagne présidentielle de 2022, l'eurodéputée Sarah Knafo a intégré cet été le Claremont Institute, un centre de réflexion proche des milieux conservateurs et trumpistes. « *Wokisme, économie, université, "deep state"... Tous les sujets qui occupent la droite américaine sont les mêmes qui nous occupent en France* », pointe celle qui a été élue en juin. Selon elle, l'élection de Donald Trump « *enverrait un signal fort et montrerait que la droite peut gagner contre un système médiatique qui lui est opposé* ». Et ce, grâce à l'alliance des « *classes populaires américaines et d'une certaine bourgeoisie qui a peur pour l'avenir de ses enfants* ». A Reconquête, les esprits cogitent toujours autant sur l'« *union des droites* ». Même si elles sont américaines. ■

Europe 1

6H-9H
EUROPE 1 MATIN
Lionel Gougélot

Retrouvez l'Édito politique à 7h50 avec Judith Waintraub du Figaro Magazine

Marc Henry

Les affrontements entre Israël et le Hezbollah, en Cisjordanie et à Gaza, se multiplient, alors que le secrétaire d'État américain cherche à favoriser un accord.

Alors que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, lors de sa neuvième tournée dans la région, tente de convaincre le Hamas et Israël de conclure un accord sur un cessez-le-feu dans la bande de Gaza et la libération des otages détenus par le mouvement islamiste palestinien, l'heure est plutôt à l'escalade des tensions.

Les branches armées du Hamas et du Djihaad islamique, dans un communiqué commun, ont revendiqué lundi un projet d'attentat suicide la veille à Tel-Aviv. Un Palestinien originaire de la région de Naplouse a été tué par l'explosion prématurée de la bombe qu'il transportait dans son sac à dos. Un passant a été blessé. Les deux organisations ont prévenu qu'elles commettraient d'autres attaques du même genre « tant que continueront les massacres de l'occupant, les déplacements de population et la politique d'assassinats ». Cette explosion dimanche a ravivé les traumatismes provoqués par ce type d'actions, qui ont semé la mort dans les rues de Tel-Aviv et de Jérusalem durant la deuxième Intifada, le soulèvement palestinien, au début des années 2000.

Lundi soir, ensuite, l'armée israélienne a mené trois raids dans la région libanaise de Baalbek, un bastion de la milice chiite soutenue par l'Iran. Cette attaque en profondeur, qui a eu lieu à plus de 70 km de la frontière israélienne, a visé des sites abritant des stocks de matériel militaire, selon Tsalah. Une série d'explosions filmées et diffusées sur des réseaux sociaux libanais se sont produites, ainsi que des incendies. « Ces explosions secondaires indiquent la présence d'importantes quantités d'armes sur place », a justifié le porte-parole de l'armée israélienne. Galatz, la radio de cette dernière, a laissé entendre à demi-mot que ces déflagrations à répétition pourraient être dues à la destruction non seulement de roquettes ou de drones, mais aussi de missiles susceptibles d'atteindre n'importe quel point du territoire israélien.

Le Hezbollah est resté très discret sur le coup qui lui a été asséné. Seule certitude : les opérations israéliennes au cœur du Liban sont plutôt rares depuis que la milice chiite a multiplié les attaques contre Israël pour exprimer sa solidarité avec la population palesti-



Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, quitte Tel-Aviv, mardi, pour se rendre en Égypte, avant de poursuivre vers le Qatar. KEVIN MOHATT/AFP

En pleine visite de Blinken, flambée des violences au Proche-Orient

nienne de la bande de Gaza. En général, la grande majorité des attaques israéliennes restent concentrées dans le sud du Liban. Il semble que les raids de lundi ont constitué une réplique à la mort d'un officier israélien tué le même jour par un drone que le Hezbollah a tiré vers une base militaire dans le nord d'Israël. Parallèlement, un cadre militaire du Hezbollah a été tué par un drone israélien lundi, près de la frontière.

La milice chiite a réagi mardi en faisant pleuvoir plus de 75 roquettes vers la Galilée et le plateau du Golan, une région conquise par l'État hébreu sur la Syrie durant la guerre des Six-Jours en juin 1967. Cette brusque montée de tension est d'autant plus inquiétante que le Hezbollah et Israël sont sur le pied de guerre. La milice chiite a promis de se livrer à des représailles massives pour venger la liquidation par Israël fin juillet à Beyrouth de Fouad Chokr, considéré comme le chef de la branche militaire

de l'organisation. L'Iran a également agité ce genre de menaces à la suite de l'assassinat à Téhéran d'Ismaël Haniyeh, le dirigeant politique du Hamas, une opération attribuée à Israël.

La milice chiite a promis de se livrer à des représailles massives pour venger la liquidation par Israël fin juillet à Beyrouth de Fouad Chokr, considéré comme le chef de la branche militaire de l'organisation

Pour le moment, toutefois, aussi bien le Hezbollah que l'Iran n'ont pas sauté le pas. Ni l'un ni l'autre n'ont intérêt à être accusés de saboter les négociations menées par les États-Unis, l'Égypte et le Qatar sur un projet d'accord arabe-iranien sur un cessez-le-feu dans la ban-

de de Gaza, qui doit être discuté mercredi lors d'un sommet au Caire. Mais cette retenue toute relative, qui se traduit par des affrontements limités, semble de plus en plus difficile à respecter. Le bilan est déjà très lourd : 26 civils et 19 soldats israéliens ont été tués depuis le 7 octobre, tandis que le Hezbollah a perdu 416 combattants et que 72 autres, appartenant à différentes organisations, ont été tués. Des dizaines de milliers de civils israéliens et libanais ont dû abandonner leur domicile pour fuir les combats.

Dans la bande de Gaza, la tension ne connaît pas non plus de répit, bien au contraire. Le Hamas a rejeté une proposition de compromis présentée par Antony Blinken. Plus inquiétant : l'armée israélienne est parvenue lors d'une opération dans un tunnel à Khan Younes, dans le sud de l'enclave, à récupérer les débris de six otages. Or ces victimes, dont quatre avaient plus de

75 ans, ont été exécutées par le Hamas lors de leur détention, selon le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. L'armée estime désormais que le Hamas détient encore 109 otages depuis le début de la guerre, entamée le 7 octobre dernier, dont 34 seraient décédés.

Parallèlement, Tsalah poursuit de plus belle ses opérations terrestres et aériennes, notamment dans le secteur de Khan Younes, tout en réduisant la superficie des « zones humanitaires », où les réfugiés palestiniens sont censés être à l'abri des attaques israéliennes.

La situation est telle que le porte-parole de la police a appelé les quelque 300 000 Israéliens détenteurs d'un permis à sortir armés dans les rues. L'armée israélienne a, pour sa part, annoncé qu'elle allait appeler sous les drapeaux 15 000 réservistes âgés de moins de 35 ans, qui n'étaient plus mobilisés depuis des années, pour faire face à une « pénurie d'effectifs ». ■

L'Inde traumatisée par une nouvelle affaire de viol

Emmanuel Derville New Delhi

L'agression sexuelle et l'assassinat d'une médecin dans un hôpital public de Calcutta rappellent l'inefficacité de la lutte contre ce fléau.

Le président de la Cour suprême a eu du mal à dissimuler son agacement. Mardi, la plus haute instance judiciaire indienne a tenu une audience pour se pencher sur le meurtre et le viol en réunion d'une médecin de 31 ans, à Calcutta, onze jours plus tôt. Ignorant les dénégations de l'avocat du gouvernement du Bengale-Occidental, dont Calcutta est la capitale, Dhnananjaya Chandrachud a égrené, une par une, les négligences de l'enquête. « Le crime a été signalé à l'aube, et le directeur de l'hôpital a tenté de le camoufler en suicide », s'est agacé le haut magistrat, avant d'ordonner la création d'un groupe de travail chargé d'examiner les conditions de sécurité dans les hôpitaux.

Tout commence dans la nuit du 8 au 9 août, lorsqu'une médecin de l'hôpital Radha Gobinda Kar termine son service de 36 heures. Il n'y a pas de chambre de repos dans l'établissement, alors elle s'installe dans une salle de réunion. Son corps est retrouvé quelques heures plus tard. L'autopsie, réalisée le jour même,

conclut à un viol suivi d'une mort par strangulation et étouffement.

Le rapport relève 25 blessures sur le visage, les bras, le cou, le crâne, les parties génitales, toutes antérieures au décès. Cette sauvagerie provoque une onde de choc dans les médias. Mais la police du Bengale-Occidental semble traîner les pieds. Le maintien de l'ordre est une prérogative des États de la fédération en Inde et le gouvernement local, dirigé par la ministre en chef Mamata Banerjee, est sous le feu des critiques. La famille de la victime dénonce un viol collectif, en pointant la quantité importante de sperme retrouvée par les légistes. Pourtant, les enquêteurs n'arrê-

« Le crime a été signalé à l'aube, et le directeur de l'hôpital a tenté de le camoufler en suicide »

Dhnananjaya Chandrachud

Président de la Cour suprême de l'Inde

tent qu'un seul suspect, un bénévole de l'établissement. Scandalisés, les parents saisissent la Haute Cour de Calcutta, qui ne mène pas ses mots : « L'enquête n'a réalisé aucune avancée significative », s'indignent les magistrats une semaine après les faits.

Les juges s'émouvent aussi de l'attaque contre l'hôpital le 14 août. Des casseurs ont pénétré dans le bâtiment, avant d'agresser à coups de bâton et de marteau le personnel soignant qui organisait un sit-in pour protester contre leurs conditions de travail. L'opposition a accusé le parti de Mamata Banerjee, le TMC, d'avoir commandité l'incident pour intimider les protestataires. Deux militants du TMC ont été arrêtés quelques jours plus tard.

Pire, la police locale a réprimé une manifestation de supporters de deux clubs de football après un match à Calcutta le 18 août. Ils protestaient contre le crime et voulaient faire pression sur les autorités pour que l'enquête avance. Des internautes ayant critiqué le gou-

vernement de Mamata Banerjee ont aussi été poursuivis. L'autoritarisme du pouvoir au Bengale-Occidental et la lenteur de l'enquête ont poussé la Haute Cour à transférer le dossier au CBI, le bureau fédéral indien chargé de la sécurité intérieure.

L'incurie des autorités a de quoi surprendre. En 2012, un féminicide similaire perpétré dans un bus à New Delhi avait déjà provoqué une mobilisation inédite de la société civile, qui exigeait alors plus de sécurité pour les femmes dans l'espace public. Depuis, le viol reste un crime persistant qui fait parfois la une de la presse, surtout lorsqu'il est commis dans une grande ville. En outre, un sondage réalisé en 2015 par l'Indian Medical Association, le premier syndicat de médecins, révélait que 75 % des médecins en Inde avaient subi des violences durant leur service et que les femmes étaient particulièrement exposées.

Un médecin de New Delhi témoignait la semaine dernière que ses collè-

gues femmes étaient parfois suivies jusque chez elles par des proches de patients hospitalisés. Révélateur du malaise ambiant, un millier de médecins devait entamer mardi leur neuvième jour de grève à New Delhi. Ils demandent au gouvernement du premier ministre, Modi, le vote d'une loi fédérale pour protéger le personnel soignant. Les peines encourues avaient déjà été punies en 2013 et le viol est désormais puni de la peine de mort. Pour quel résultat ? Le pays en a recensé 90 par jour en 2022.

Passé l'indignation générale, l'indifférence persiste autour d'un problème de société qui ne figure jamais dans le débat public lors des élections. Les manifestations après ce genre de crime restent circonscrites aux grandes agglomérations, sans toucher les campagnes ni les petites villes. Enfin, l'apathie de la police de Calcutta démontre que, plus que la loi, c'est l'institution policière dans certains États qui a besoin d'une réforme. ■

Emmanuel Derville
Envoyé spécial à Dacca

Une poignée de jeunes a transformé une simple revendication contre la discrimination positive en un soulèvement national, avec l'appui tacite de l'armée.

C'est une histoire qui a commencé sur un campus universitaire à Dacca. En cinq semaines, une grogne lancée par une poignée d'étudiants est montée en puissance pour devenir une révolution qui a évincé Sheikh Hasina, une autocrate de 76 ans accrochée au pouvoir depuis 2009. La chute soudaine de la première ministre du Bangladesh, qui contrôlait un État policier et une machine répressive terrifiant ses opposants par la torture et le meurtre, a stupéfié les observateurs du monde entier. Au départ, les contestataires n'étaient au nombre que de trente à quarante.

« C'était le 5 juin. La Haute Cour venait de réinstaurer les quotas dans les concours de la fonction publique. Des étudiants ont lancé un appel à se rassembler ce jour-là sur le campus de l'université de Dacca pour contester le verdict et c'est comme ça que j'ai rejoint le mouvement », raconte Abdullah Shaleheen Oyon, un étudiant en mathématiques de 21 ans. Les organisateurs ont une vingtaine d'années. Ils viennent des classes moyennes et populaires. Parmi eux, il y a Nusrat Tabassum, 23 ans, étudiante en sciences politiques et fille d'enseignants. « J'ai commencé à militer en 2018. C'était déjà contre les quotas. Après mon entrée à l'université, je me suis liée d'amitié avec des garçons très actifs dans la politique étudiante et qui sont devenus des figures de la contestation », explique la jeune femme.

Voilà plus de six ans que la discrimination positive empoisonne Sheikh Hasina. Ce système réserve 30 % des postes de la fonction publique aux héritiers des combattants de la guerre d'indépendance de 1971. Une manière de reconnaître les sacrifices de ceux qui ont combattu l'armée pakistanaise pendant un conflit marqué par les exécutions sommaires, les viols et la torture. Mais dans un pays où le taux de chômage des jeunes s'élève à 16 %, trois fois plus que la moyenne nationale, la discrimination positive est perçue comme un privilège indu. Elle est confisquée par les familles proches du pouvoir et de la Ligue Awami, le parti de Sheikh Hasina.

Cette mainmise est la marque d'une oligarchie corrompue qui détourne les fonds publics, siphonne les banques avec des prêts de complaisance et réprime ceux qui la critiquent. En plus, l'économie trop dépendante des exportations textiles n'est pas assez diversifiée pour créer des emplois quand deux millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Pire, depuis le début de la guerre en Ukraine, l'inflation des loyers et des aliments de base frappe de plein fouet les classes populaires. La Banque mondiale estimait en avril qu'un demi-million de personnes retomberait sous le seuil de pauvreté en 2023 et en 2024.

« Le mouvement de juin est la continuation de celui de 2018, lorsque les étudiants avaient déjà protesté contre les quotas. Des figures de la contestation de cet été avaient participé aux manifestations à l'époque », indique Samina Luthfa, professeur de sociologie à l'université de Dacca. Les initiateurs utilisent leur expérience du militantisme pour éviter de refaire leurs erreurs passées. « Nous nous sommes réunis tous les jours sur le campus à partir du 6 juin. On discutait pendant plus d'une heure sur ce qu'on devait faire pour que les juges, qui sont aux ordres du pouvoir, reviennent sur leur décision, poursuit Abdullah Shaleheen Oyon. Il fallait tirer les leçons de 2018, quand nous avions exigé l'abrogation des quotas. Une telle demande pénalisait les femmes, les minorités ethniques et les handicapés qui en bénéficiaient. Nous avons décidé de viser uniquement



Des manifestants vandalisent une fresque murale à l'effigie de la première ministre, Sheikh Hasina, le 3 août, à Dacca, au Bangladesh. MOHAMMAD PONIR HOSSAIN/REUTERS

Au Bangladesh, comment la révolution étudiante a renversé Sheikh Hasina

les héritiers de 1971 pour que nos revendications résonnent le plus possible. »

D'anciens étudiants de l'université de Dacca les rejoignent. Parmi eux, Sayed Abdullah, 27 ans, un journaliste et lanceur d'alerte qui a des centaines de milliers d'abonnés sur Facebook : « Le mouvement d'il y a six ans était

« Durant les réunions de juin, on avait décidé que le mouvement serait non-violent et qu'on ne devait pas insulter le parti au pouvoir. On voulait être apolitique, toucher le plus de monde possible »

Nusrat Tabassum
Étudiant

troupe centralisée. Les leaders avaient été vite identifiés et arrêtés. Cette fois, on s'est dit qu'il fallait créer quelque chose de participatif. Quand la police a arrêté fin juillet une dizaine de membres du comité de coordination, qui pilotait la contestation, elle les a forcés à décréter la fin du mouvement. Ça n'a pas marché parce que des dizaines d'autres ami-

maient la mobilisation. » D'abord comédosé d'une vingtaine de membres, le comité de coordination en comptera 158 début août.

Les étudiants du 5 juin utilisent les réseaux sociaux pour soulever d'autres universités publiques. « Nous avons contacté des amis ainsi que des syndicalistes étudiants via Facebook et X dans les campus en dehors de Dacca », détaille Nusrat Tabassum. Des comités, indépendants de celui monté à l'université de Dacca, se forment et agissent de façon autonome. Cette décentralisation est la grande force de la coalition Anti-Discrimination Student Movement qui veut le jour le 1^{er} juillet. « Même les appels aux dons étaient décentralisés. Sur chaque campus, les manifestants demandaient de l'argent à leurs proches et à des gens en qui ils avaient confiance », se souvient le professeur Tanzimuddin Khan, de l'université de Dacca. Les étudiants, qui travaillent pour financer leurs études, investissent leurs propres deniers.

Les premiers rassemblements s'étaient jusqu'à la mi-juillet. « Durant les réunions de juin, on avait décidé que le mouvement serait non-violent et qu'on ne devait pas insulter le parti au pouvoir. On voulait être apolitique, toucher

le plus de monde possible », confie Nusrat Tabassum. Le 7 juillet, les étudiants organisent le blocage des grands axes et des voies de chemins de fer dans les principales villes comme Dacca et Chittagong. Sheikh Hasina perd patience.

« La revendication autour des quotas était facile à satisfaire. Cela n'aurait pas déstabilisé la Ligue Awami. Mais le gouvernement avait gagné chaque élection législative depuis dix ans en réprimant l'opposition. Il était sûr de sa force. Il a cru qu'il pourrait écraser les manifestants en claquant des doigts, sinon cela aurait été un aveu de faiblesse », décrypte Omar Sadat, influent avocat à la Cour suprême. Il continue : « Les gros bras de la Ligue Chhatra, la branche étudiante du parti de Sheikh Hasina, ont commencé à tabasser les protestataires. Le secrétaire général du parti a pensé que ça suffirait à les renvoyer chez eux. Ça n'a pas marché. Alors la première ministre a envoyé la police et les paramilitaires qui ont commencé à tirer, parfois à balles réelles. » Les forces de l'ordre font feu depuis des hélicoptères. Le 16 juillet, la vidéo d'un étudiant de 25 ans, Abu Sayeed, abattu par la police à Rangpur, dans le nord du pays, alors qu'il se tient de-

bout devant eux, désarmé, les bras en croix, choque le pays. C'est la goutte de sang en trop.

« Au début, les universités privées sont restées à l'écart parce que leurs étudiants viennent plutôt de familles aisées. Ils veulent travailler dans le secteur privé. Ils ne sont pas trop inquiets pour leur avenir et n'ont pas envie d'une carrière dans la fonction publique même si elle offre la sécurité de l'emploi. Lorsqu'ils ont vu leurs amis se faire tuer, ça a tout changé. Ils sont descendus dans la rue et le gouvernement a été pris par surprise », explique Tanzimuddin Khan. Les mosquées font bloc derrière les jeunes. « Durant la prière du vendredi, on entendait des imams appeler les fidèles à aller aux funérailles des victimes. Assister à un enterrement est une obligation religieuse. Dans le contexte de la répression, c'était surtout un message politique pour inciter les gens à se mobiliser », raconte Samina Luthfa.

Les étudiants font la quête auprès des passants et mesurent leur popularité grandissante. « On installait une boîte là où on manifestait et tout le monde glissait quelque chose : les commerçants, les chauffeurs de touk-touk... On recevait de la nourriture, de l'eau, des petites sommes d'argent. La plus grosse que j'ai vue s'élevait à 25 000 takas (190 euros) », se remémore Abdullah Shaleheen Oyon.

« Un ami officier s'est vu entendre dire par son fils de 19 ans : "Si tu tires sur les étudiants, tu n'es plus mon père." La violence avait atteint un tel degré qu'elle était devenue injustifiable »

Omar Sadat
Avocat à la Cour suprême

Le 18 juillet, les autorités bloquent internet. Alors les étudiants envoient leurs communications aux médias par SMS, utilisent des VPN et la messagerie Telegram. Le lanceur d'alerte Sayied Abdullah, qui a rejoint les étudiants dès le mois de juin, se fait surveiller : « J'utilisais la carte SIM d'un ami qui n'était pas sur les radars des services de renseignements pour contacter mes camarades. » Les étudiants de la Bangladesh University of Engineering and Technology de Dacca mettent au point une application smartphone pour communiquer discrètement via le réseau mobile, même si elle fonctionne mal. La répression choque jusque dans la diaspora. Des influenceurs bangladais installés en Occident relaient les images de la police et des paramilitaires tirant sur la foule.

Le bilan des violences avoisine les 300 morts fin juillet si bien que la colère couve jusque dans les milieux privilégiés. « Début août, il y a eu une marche dans le quartier de Gulshan, à Dacca, où vivent les plus riches et les diplomates », pointe l'avocat Omar Sadat. L'armée doute. Doit-elle intervenir pour sauver le régime ? « Un ami officier s'est vu entendre dire par son fils de 19 ans : "Si tu tires sur les étudiants, tu n'es plus mon père." La violence avait atteint un tel degré qu'elle était devenue injustifiable », témoigne Omar Sadat.

Sayed Abdullah a quelques amis soldats qui lui donnent des informations début août. Elles vont contribuer à faire basculer la révolution : « On planifiait alors une grande marche sur Dacca. Des officiers subalternes m'ont révélé que le 3 août, le chef d'état-major avait réuni les hauts gradés pour savoir s'ils étaient prêts à ouvrir le feu. À l'issue, il a ordonné à ses troupes de ne pas intervenir et nous avons été mis au courant de sa décision le 5 août vers 4 heures du matin. Mes contacts dans l'armée m'ont mis en garde : le commandant la 46^e brigade d'infanterie basée à Dacca avait donné l'ordre de tirer malgré tout. Ils m'ont indiqué où la 46^e était déployée et j'ai dit aux manifestants sur les réseaux sociaux d'éviter ces zones. Quand ils ont défilé sur l'agglomération le 5, il n'y avait personne pour les arrêter. »

Les chefs de la police et de l'armée vont voir Sheikh Hasina pour lui annoncer qu'ils ne la soutiennent plus et qu'elle a 45 minutes pour partir. Passé ce délai, la foule envahira sa résidence officielle. Un hélicoptère de l'armée l'attend pour l'emmener sur une base d'un avion est prêt à décoller pour New Delhi. La « Dame de fer du Bangladesh » veut enregistrer un message pour annoncer sa démission. Elle n'en aura même pas le temps. ■

« Entrer dans la deuxième mi-temps après des JO qui nous ont fait rêver. » Le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Gérard Darmanin, a détaillé mardi le dispositif de sécurité mis en place pour les Jeux paralympiques de Paris. Étaient également présents Tony Estanguet, président du Comité d'organisation des Jeux de Paris, et la ministre des Sports démissionnaire, Amélie Oudéa-Castéra, qui a rappelé que, du 28 août au 8 septembre, la France accueille « les tout premiers Jeux paralympiques d'été » de son histoire.

Après avoir annoncé que jusqu'à 25 000 policiers et gendarmes seraient mobilisés avec 10 000 agents de sécurité privée, Gérard Darmanin a tenu à saluer le travail des forces de l'ordre, des services de renseignements et de la Sécurité civile, qui ont largement contribué au remarquable succès de la « première mi-temps » des Jeux. Un hommage rendu en présence de plusieurs hauts responsables de la Place Beauvau, comme Céline Berthon, la patronne de la DGSi, chef de file en matière de lutte antiterroriste, Laurent Nuñez, préfet de police de Paris, ou Frédéric Vaux, directeur général de la police nationale.

« La sécurisation des délégations sensibles, dont Israël, sera assurée de la même manière que pendant les Jeux olympiques »

Gérard Darmanin
Ministre de l'Intérieur

Le ministre a insisté sur « la nécessité d'une sécurisation absolue » des Paralympiques. Au pic de 25 000 forces de l'ordre en Île-de-France et à Châteaurox, où auront lieu les épreuves de tir, s'ajoutera, a-t-il précisé, « l'appui des trois forces d'intervention » qui coopéreront étroitement. Quelque 300 membres de la BRI, du Raid et du GIGN ouvriront ainsi au sein du dispositif. L'idée étant d'avoir, comme cela a été le cas pendant les JO, une « sécurité présente mais bienveillante pour ne pas écraser l'événement ». Un événement d'ampleur puisque 4 millions de spectateurs (10 % d'étrangers) sont attendus, soit le tiers des 12 millions de spectateurs ayant assisté aux JO en juillet-août.

Évoquant la menace, qu'elle soit terroriste ou émanant de groupes contestataires, Gérard Darmanin a indiqué « qu'il n'y a pas de menace caractérisée » ajoutant aussitôt : « Nous sommes extrêmement attentifs ». « Les terroristes

Jeux paralympiques : jusqu'à 25 000 policiers et gendarmes mobilisés

Jean Chichizola

Plus de 10 000 agents de sécurité privée seront également sur le pont pour sécuriser l'événement, a annoncé le ministre de l'Intérieur.



Des policiers patrouillent, le 28 juillet, devant l'hôtel de ville de Paris pour assurer la sécurité des visiteurs.

CLAIRE SERIE/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

tes sont souvent opportunistes », a noté le locataire de la Place Beauvau, qui a souligné que le travail de détection et de mise à l'écart d'individus pouvant représenter un risque se poursuit.

Dans un contexte international toujours aussi tendu, notamment au Proche-Orient et en Ukraine, le ministre

a indiqué que « la sécurisation des délégations sensibles, dont Israël, sera assurée de la même manière que pendant les Jeux olympiques ». Ainsi, concernant l'État hébreu, 27 athlètes, 2 arbitres et le président du Comité paralympique seront « protégés 24 heures sur 24 ».

Pour les forces de l'ordre, le relais de la flamme sera aussi un nouveau challenge. Comme pour chaque édition des Jeux paralympiques, elle sera allumée le 24 août à Stoke Mandeville (Royaume-Uni), ville historique de l'histoire paralympique où ont été organisés en 1952 les premiers Jeux internationaux

de Stoke Mandeville, l'ancêtre des Jeux actuels. Ensuite 12 cortèges, comme les 12 jours des premiers Jeux paralympiques d'été français, parcourront la France, traversant 33 départements et une cinquantaine de villes, et convergeront vers la vasque paralympique des Tuileries. Ce projet ambitieux vise à mettre en avant des territoires promouvant le handisport et la sensibilisation au handicap.

15 000 policiers et gendarmes veilleront sur la cérémonie d'ouverture, 15 000 spectateurs étant attendus sur le bas des Champs-Élysées et 35 000 en tribunes place de la Concorde. Sans oublier près de 5 000 athlètes (dont 273 Français) de quelque 170 délégations. Dans les zones concernées sera mis en place un périmètre antiterroriste élargi (SILT), dont le détail sera annoncé ultérieurement par Laurent Nuñez.

Pour le spectacle, Thomas Jolly sera de nouveau aux commandes avec le Suédois Alexander Ekman pour chorégrapier le tout, entouré notamment de 150 danseurs, dont une vingtaine en situation de handicap.

15 000 policiers et gendarmes veilleront sur la cérémonie d'ouverture, 15 000 spectateurs étant attendus sur le bas des Champs-Élysées et 35 000 en tribunes place de la Concorde. Sans oublier près de 5 000 athlètes de quelque 170 délégations

Tony Estanguet a salué mardi la décision de maintenir « le niveau de mobilisation pour assurer la sécurité dès le relais de la flamme des Jeux paralympiques ». Le président du Comité d'organisation a indiqué que plus de 1,7 million de billets avaient d'ores et déjà été vendus, dont 700 000 depuis le début des JO. Par ailleurs, au moins 300 000 billets seront distribués gratuitement, dont 200 000 pour les scolaires.

Reste que, comme l'ont souligné Gérard Darmanin et Amélie Oudéa-Castéra, les Jeux paralympiques se tiendront dans un contexte de rentrée : rentrée des vacanciers, rentrée scolaire, économique, sociale et aussi politique. Autant de potentielles complications, notamment dans les transports, mais côté sécurité policiers et gendarmes sont prêts. Évoquant la première quinzaine olympique, Tony Estanguet, triple médaillé d'or, a tenu à saluer un « dispositif de sécurité parfaitement adapté et salué par tous ». ■

Amoureux de leur quartier, ils guident les touristes pour le plaisir

Camille Sciauvaud

Né aux États-Unis, le concept de « greeter » se développe partout en France. Des visites gratuites qui inquiètent les professionnels du secteur.

« Montmartre était le centre culturel du monde au XIX^e siècle, beaucoup d'artistes vivaient ici. Et saviez-vous que la station de métro Abbesses est l'une des plus vieilles de Paris ? » Éric Lacroix est un « greeter » (« hôte », en français), et fait découvrir bénévolement des lieux de Paris qui lui sont chers. Ce jour-là, le retraité de 64 ans fait visiter Montmartre à deux touristes canadiens, une mère et sa fille. Sac sur le dos, il débambule dans des rues qu'il a foulées pendant des années lorsqu'il travaillait dans le quartier comme banquier. « Ici, c'est un peu mon périmètre », se réjouit-il.

La balade de deux heures est agrémentée de nombreuses anecdotes de la part du bénévole. Il se présente comme un « amoureux de Paris » qui connaît la ville quasiment sur le bout des doigts. Au fur et à mesure, il mène son petit groupe de lieux emblématiques, comme la maison de la chanteuse Dalida, à des coins plus secrets, loin des rues bondées de touristes. Le « Montmartre des Montmartrois », comme aime à l'appeler le retraité. La balade s'achève finalement devant la célèbre basilique du Sacré-Cœur avec « sa forme de meringue » si singulière.

Ces volontaires désireux de faire découvrir leur quartier sont présents dans une centaine de villes en France, ce qui en fait le pays avec le plus d'antennes « greeters » du monde. Rien qu'à Paris,

ils sont plus de 300 bénévoles. Pour Éric Lacroix, ancien triathlète très engagé dans le club de sport de son entreprise, la crainte de se retrouver seul à la retraite a été l'un des moteurs de son engagement dans l'associatif. « Je voyais tout le temps du monde au travail, alors, quand j'ai arrêté, j'ai eu peur de ne plus avoir de relations sociales », raconte-t-il. Une motivation assez fréquente chez les retraités. 73 % de ces bénévoles déclarent le faire pour « rencontrer des personnes partageant les mêmes goûts », selon un rapport du gouvernement. « Maintenant, j'ai un emploi du temps plus chargé qu'à la fin de ma carrière », plaisante le retraité, qui réalise en moyenne une quinzaine de balades par an en plus de ses autres activités.

Devenu « greeter » il y a six ans, le bénévole affirme que « ce n'est que du bonheur » depuis. Les personnes qui le sollicitent sont « toujours avenantes et souriantes ». Jennifer et Calia, les deux Canadiennes qui suivent Éric Lacroix lors de sa balade à Montmartre, font partie des touristes conquis par le but de l'association. Depuis leur arrivée à Paris, elles n'ont visité que les lieux les plus touristiques de la capitale, comme le Louvre ou la tour Eiffel. « J'avais hâte de visiter la ville avec un habitant d'ici, je voulais voir des endroits plus cachés », s'enthousiasme Jennifer, la mère de famille.

Une fois à l'aise avec son « greeter », la Canadienne se prête au jeu des anec-

dotes et se risque même à poser quelques questions à l'apparence naïve. « Est-ce qu'il y a vraiment des gens qui habitent dans ces immeubles ? Et ça veut dire que leurs enfants vont à l'école ici, à Montmartre ? », se hasarde-t-elle. Des interrogations auxquelles le bénévole répond toujours avec bienveillance. Au terme de la balade, Jennifer n'hésite pas à remercier plusieurs fois Éric Lacroix et envisage même de réitérer l'expérience à Rome, où elle termine son périple européen avant de rentrer à Vancouver.

« L'idée de départ est bonne et n'a pas pour but de voler notre travail, mais, dans les faits, on voit que beaucoup de "greeters" font de vraies visites guidées, alors qu'ils n'ont aucune formation pour le faire »

Théo Abramowicz Vice-président de la Fédération nationale des guides interprètes et conférenciers

Parfois, le « greeter » et les touristes s'entendent tellement bien que de réelles relations se créent. « On se fait des amis, aussi bien entre bénévoles qu'avec les visiteurs », explique Jean-Claude Simhon, le président de l'association Paris Greeters. Je suis allé au mariage de

l'enfant d'un couple d'Américains que j'ai rencontré il y a treize ans. »

Depuis quelque temps, les guides professionnels sont cependant inquiets de la pratique de ces associations. « L'idée de départ est bonne et n'a pas pour but de voler notre travail, mais, dans les faits, on voit que beaucoup de "greeters" font de vraies visites guidées, alors qu'ils n'ont aucune formation pour le faire », critique Théo Abramowicz, vice-président de la Fédération nationale des guides interprètes et conférenciers. Il dénonce aussi un manque de clarté chez certains bénévoles, qui acceptent d'être « payés » en se faisant inviter au restaurant, par exemple. Autre problème, « des offices de tourisme mettent les "greeters" en avant plutôt que les guides pour visiter la ville, alors que nous, c'est la manière dont on gère notre vie », blâme le vice-président.

Cecyl Tarlier, président de Guides France et lui-même guide conférencier, voit leur présence davantage comme un défi pour le renouvellement de son métier. « On doit cibler une clientèle différente, se diversifier pour offrir un service plus qualitatif et que les "greeters" ne peuvent pas proposer », explique-t-il. Pour autant, il indique que, sur certains sites très fréquentés et grand public, leur présence peut être une vraie contrainte. « À Montmartre, dans le quartier du Panier, à Marseille, ou encore dans le Vieux Nice, ils investissent des lieux où les guides

des sont déjà très présents, ce qui peut poser problème », reconnaît-il.

La sénatrice des Hautes-Pyrénées Maryse Carrère alertait déjà le ministère de la Culture fin 2020 d'une « concurrence déloyale » de la part de certains « greeters ». Théo Abramowicz demande donc aux associations d'avancer de contrôler sur leurs bénévoles afin que la gratuité soit respectée et surtout s'assurer que ce qui doit être une balade amicale ne devienne pas une visite guidée.

Car, dès la création du concept, ce n'est pas dans cette dynamique que se sont développées les antennes de « greeters ». Lynn Brooks lance pour la première fois le concept à New York, en 1992, pour améliorer l'image de la ville, réputée dangereuse et chère. La visite devait montrer aux touristes des facettes plus agréables de Big Apple. Un objectif que défend encore le président de Paris Greeters aujourd'hui : « Ce que nous faisons est très différent des guides professionnels, c'est une balade personnelle, pas une visite historique de Paris. » Les bénévoles relatent « des petites histoires de leur vie, comme le chemin qu'ils empruntaient pour amener leur fils à l'école ou encore la boulangerie qui fait le meilleur pain du quartier », insiste Jean-Claude Simhon. Autre différence : les groupes n'excèdent pas six touristes par balade, pour conserver cet objectif d'authenticité et d'échange entre un riverain et quelques touristes curieux du quotidien parisien. ■

Alix Vermande

Depuis les années 1990, une douzaine d'«airparks» ont vu le jour dans l'Hexagone. La concrétisation d'un idéal de vie pour ces pilotes amateurs.

Propriétaire d'une maison entourée de champs à perte de vue, Alain Ruelloux profite, au fin fond de l'Indre, de son havre de paix. Un idéal pour bon nombre de retraités, loin du tumulte de la ville. Casquette vissée sur le crâne et lunettes de soleil sur le nez, le septuagénaire se plaît à partir en balade avec sa compagne, Sylvie, au gré de leurs envies. Pour cela, il n'a qu'à ouvrir la porte du hangar accolé à leur demeure. Mais on n'y trouve ni voiture cabriolet vintage ni grosse cylindrée à deux roues. Non, Alain Ruelloux extirpe, avec l'aide de sa femme, son Pipistrel Sinus, un avion léger biplace.

«C'est un bel engin qui m'a coûté 60 000 euros il y a quelques années, et ça ne déçoit pas!», sourit le Berrichon d'adoption. Régulièrement, ils décollent d'une piste située à seulement quelques centaines de mètres de leur habitation. «On fait une soixantaine d'heures de vol par an. Le but est toujours d'aller quelque part. On se retrouve parfois avec d'autres aviateurs. Ce qui nous permet d'être connus.»

L'accomplissement d'un rêve pour cet ancien pilote de l'armée de l'air, la tête dans les nuages depuis sa plus tendre enfance : «Cette passion, je ne sais pas l'expliquer. À 5 ans, déjà, je voulais devenir pilote quand j'entendais les quadrimoteurs transatlantiques qui survolaient la Bretagne. Puis j'ai eu le brevet de pilote complet avant même le permis de conduire. Quand j'ai pu avoir une voiture, j'avais déjà 10 000 heures de vol.»

En quête d'un nouveau défi à la retraite, Alain Ruelloux découvre le concept d'«airpark», ou village aéronautique. Le principe? Vivre avec son avion à côté de chez soi et près d'une piste pour pouvoir voler. Il existe en France une douzaine de ces lotissements construits autour ou à côté d'un aérodrome privé dont l'usage est réservé aux résidents. Propriétaire jusque-là d'une «très belle maison près de Dijon», le couple souhaite sauter le pas et déménager : «Mais, dans un premier temps, les projets d'airparks qui auraient pu nous convenir sont tombés à l'eau.» Sans compter un obstacle financier bien souvent insurmontable : «Je connaissais tous les villages aéronautiques en France car j'ai participé à plusieurs rassemblements. Mais la plupart sont trop chers. À Biscarrosse, par exemple, c'était 600 000 euros le terrain. Là, dans l'Indre c'est 300 000 euros avec la maison.»

Le déclic est venu au gré de rencontres avec des passionnés. «Lors d'une visite au Mondial de l'ULM, nous avons vu une publicité pour cet airpark dans l'Indre. On a foncé. Depuis, j'ai même pris la présidence de l'ensemble des acheteurs de ce village aéronautique. On y trouve un pilote débutant qui était taxi, un autre qui entretient des voitures de luxe ou bien encore un ancien mécanicien de l'armée de l'air.»

À seulement quelques centaines de mètres d'Alain Ruelloux, Helmut Moskowicz veille au grain dans une maison voisine. Avec son look à la Top Gun, le retraité de 86 ans, qui pilote encore son ULM, est un aviateur chevronné et jusqu'au-boutiste. En témoigne la construction de cet airpark après une riche carrière à l'étranger. Il se souvient avoir vu, plus jeune, les B-17 américains dans le ciel, «avec leur traînée blanche», pendant la Seconde Guerre mondiale. Sans oublier les aventures fictives du détective Dick Tracy qui ont bercé son enfance. «Je suis devenu ingénieur civil des constructions belges, raconte le retraité. Mais c'est quand j'étais indépendant, au Congo, pendant plus de vingt ans, que j'ai pratiqué l'aviation. C'était presque obligatoire pour traverser ce grand pays. Je joggais l'utile à l'agréable.»

Après un intermède en Thaïlande pour construire une usine, Helmut Moskowicz a finalement atterri en France en 1994, au cœur de l'Indre. Un choix météoriquement réfléchi car il avait déjà en tête ce projet de village aéronauti-



Alain Ruelloux et son Pipistrel Sinus, un avion léger biplace qui lui a coûté 60 000 euros. PASCAL LACHENAUD POUR LE FIGARO

Ces aviateurs qui construisent des villages pour assouvir leur passion

que. Cette recherche était en revanche loin d'être simple : «Avec ma famille, on a fait au moins neuf mois de prospection pour trouver le terrain idéal. Je voulais déjà habiter à côté de ma piste pour voler à mon gré. Mais c'était très compliqué de trouver des terrains vierges qui n'ont pas d'obstruction de lignes aériennes ou des constructions sensibles. J'ai un ami qui cherche depuis deux ans et ne trouve pas. Il va peut-être être obligé de partir à La Réunion! D'autres ont vu leurs projets arrêtés car on leur a mis des bâtons dans les roues au niveau de l'environnement.»

« Avec ma famille, on a fait au moins neuf mois de prospection pour trouver le terrain idéal. Je voulais déjà habiter à côté de ma piste pour voler à mon gré »

Helmut Moskowicz Aviateur

Le Belge a finalement jeté son dévolu sur une exploitation agricole de 34 hectares, mais avec un premier frein : «Ce n'était pas l'idéal car il y avait une ligne à haute tension à côté. C'était considéré comme dangereux pour l'atterrissage. Donc j'ai tout fait pour faire enterrer cette portion de ligne, même si nous n'avons pas besoin d'autorisation de vol pour le décollage. Ça s'est fait avec le maire de l'époque, qui était favorable à mon projet. On ne pourrait sans doute plus le faire aujourd'hui!»

D'une longueur de 650 mètres, la piste de décollage et d'atterrissage, tout en herbe, a été construite en un an, puis un aéroclub s'est constitué. Mais toujours pas d'airpark à proprement parler, faute de terres constructibles. Helmut Moskowicz investit l'ancienne maison du fermier. Après de longues étapes administratives, son projet aboutit enfin en 2012. «J'avais l'intention de construire sur 30 hectares, mais finalement j'ai obtenu 6 hectares constructibles. Ça a pris du temps. Ensuite, j'ai pu diviser le terrain en neuf lots dans une première phase. L'autre moitié de la propriété n'est pas encore viabilisée, je la développerai après.»

Le pilote amateur a ainsi concrétisé l'un de ses objectifs de vie qu'il partage avec bon nombre d'aviateurs, à l'en croire : «Tous les pilotes connaissent désormais le principe de l'airpark. C'est perçu comme un idéal. Comme les navigateurs connaissent le principe de la marina. Avoir son avion à la maison, c'est le Graal.»

Reste désormais à convaincre des acheteurs, même s'ils sont déjà près d'une dizaine dans cet airpark. Pour ce faire, l'argumentaire du propriétaire des lieux repose sur la localisation et l'aspect financier : «On est au cœur de la France et dans la région des châteaux de la Loire. On peut aller partout. D'ici, je vais à Royan, à Montpellier... Et on est sur un petit budget. Il n'y a pas de contrainte de construction ou de règlement d'urbanisme local. Je vends 28 euros le mètre carré mais j'avais même commencé à 15 euros!»

Ces avantages n'ont pas laissé insensibles des acquéreurs au profil quelque peu similaire : ils sont naturellement détenteurs d'un brevet de pilote, âgés de plus de 55 ans et bien souvent originaires du sud de la France. Être retraité serait même une condition favorable tant l'activité professionnelle est «bien réduite» près de l'airpark indrois, selon Helmut Moskowicz. Ce dernier estime d'ailleurs que la moyenne d'âge des pilotes amateurs ne devrait pas baisser de sitôt : «Je crains que les nouvelles générations soient moins passionnées par l'aviation. Les aéroclubs voisins se plaignent de la fréquentation. Aujourd'hui, avec les nouvelles technologies, comme les simulateurs, les jeunes peuvent s'essayer à l'aviation sans voler...» Une évolution de la pratique potentiellement inquiétante pour ce secteur.

Pourtant, l'initiateur du premier airpark de France avait à peine plus de 20 ans au moment de se lancer dans cette aventure, dans les années 1990. Le fruit d'un pari fou de Pierrick Anonier et de sa famille en Vendée. Le désormais quinquagénaire, incollable sur l'histoire des villages aéronautiques, conte l'origine de l'importation du concept dans l'Hexagone : «Le fait de vivre avec son avion près de sa maison, ça a toujours existé. Il y a une centaine de projets qui n'ont jamais abouti en Europe, dont un

projet fou dans les années 1930 à Paris : un aérodrome en ligne droite le long de la Seine et les pilotes se posaient sur une île sur pilotis en bout de piste! Après-guerre, aux États-Unis, des hommes qui ont eu la vocation - forcée ou naturelle - pour l'aviation voulaient continuer à voler et ont donc créé ces villages aéronautiques. J'ai eu la chance de passer mon brevet de pilote aux États-Unis et je survolais ces villages aéronautiques qui avaient la forme d'une marguerite.»

De cette expérience américaine, l'idée a ainsi progressivement germé, jusqu'à un déclic : un reportage dans l'émission «Faut pas rêver», avec l'animateur Sylvain Augier, sur le village aéronautique de Cameron Park (Californie). «Mon père et moi avons été séduits. Lui était agriculteur, il avait les champs, et a sacrifié un bout de terrain. Mais tout seul au bout de sa piste, on s'ennuie très vite. Donc l'idée de communauté de pilotes est naturellement venue. Et on a eu la chance de tomber sur un terrain à Talmont-Saint-Hilaire, en Vendée, pas loin de la mer, d'un golf et des Sables-d'Olonne.»

« Il y avait déjà à peu près 250 airparks aux États-Unis au début des années 1990... Essentiellement dans les États du Sud, qui sont plus ensoleillés »

Pierrick Anonier

Initiateur du premier Airpark de France

Après, là aussi, d'interminables démarches administratives - notamment convaincre le quatorzième banquier rencontré - la première maison du Vendée Air Park a été inaugurée en 1996. Vingt-huit ans plus tard, le site compte cinquante-quatre résidents : «Aujourd'hui, c'est un vrai îlot de verdure, à tel point que le terrain a été reconnu par la Ligue pour la protection des oiseaux!», indique Pierrick Anonier. On a beaucoup de constructeurs amateurs avec six nationalités différentes. C'est une petite Europe qui attire de plus en plus de personnes intéressées par la Vendée en raison du réchauffement climatique.»

Ce village aéronautique en a initié bien d'autres, comme l'Atlantique Air Park ou bien encore celui de Biscarrosse, fondé par un ancien résident du Vendée Air Park. Mais si leur nombre ne cesse de croître en France, ces structures sont encore à des années-lumière des références du genre aux États-Unis : «Il y avait déjà à peu près 250 airparks aux États-Unis au début des années 1990... Essentiellement dans les États du Sud, qui sont plus ensoleillés. Il y a par exemple Spruce Creek, qui est vraiment la Mecque», confirme Pierrick Anonier.

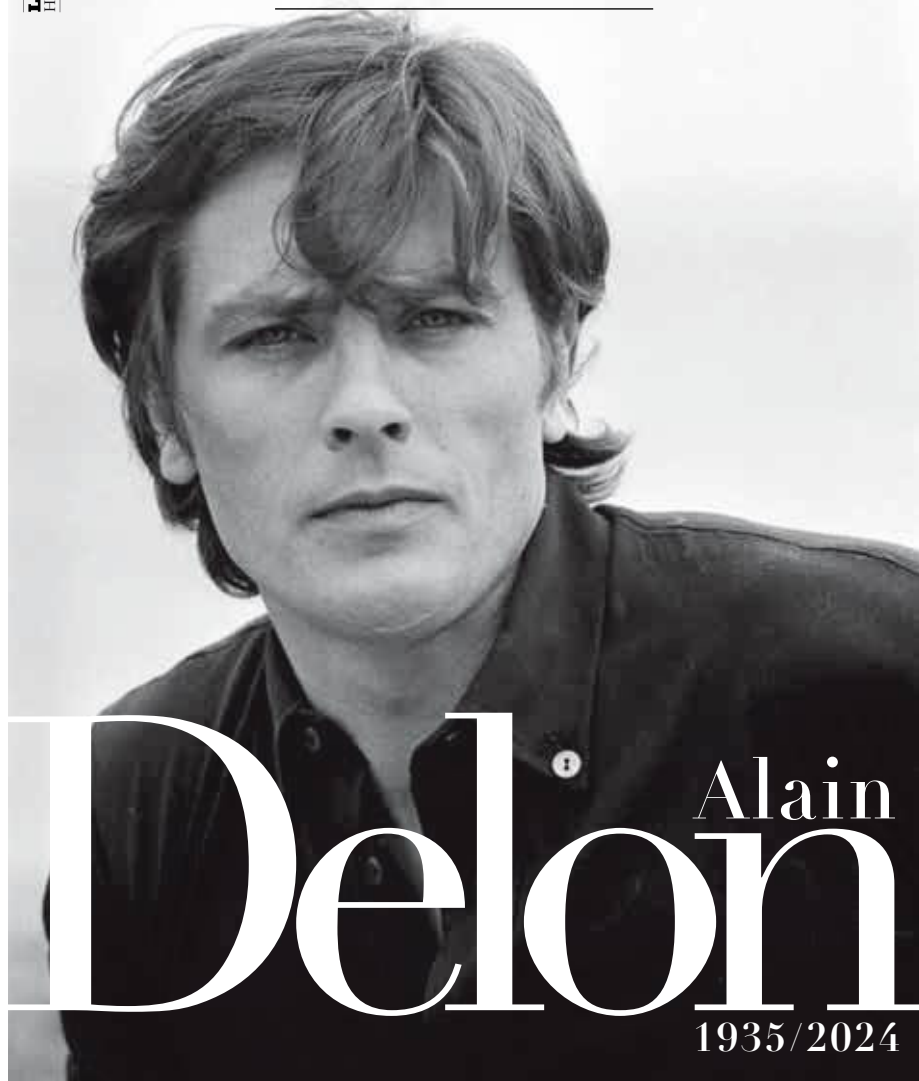
En effet, le village de Spruce Creek, en Floride, est hors norme. Il n'est ni plus ni moins que le plus important airpark du monde, avec 1500 résidences : «La plupart sont des maisons, d'autres abritent des entreprises», détaille Valérie Taylor, membre de l'équipe de Spruce Creek. Environ la moitié des habitants vivent ici toute l'année. D'autres sont des «snowbirds» : des habitants de Floride pour l'hiver avec des résidences d'été dans le nord des États-Unis. Bien que les estimations varient, il y a environ actuellement 700 avions dans les hangars.»

Si la piste était à l'origine, durant la Seconde Guerre mondiale, intégrée à un camp d'entraînement, racheté par des hommes d'affaires à la fin des années 1960, le village n'a été construit que plus tard pour transformer l'aérodrome jugé obsolète. Le complexe fait désormais partie intégrante de tout un territoire. «De nombreux résidents sont des golfeurs et jouent sur le parcours du Spruce Creek Country Club. Il existe aussi d'excellentes écoles publiques qui attirent les jeunes familles, poursuit Valérie Taylor. Le climat du centre de la Floride est idéal pour ceux qui fuient les hivers du Nord. Il y a de nombreuses activités de plein air, sports et divertissements saisonniers et toute l'année. Mais aussi des parcs à thème, des attractions touristiques, des courses automobiles internationales et la célèbre plage de Daytona à proximité.»

Cette synergie pourrait laisser songeurs les résidents de l'airpark dans l'Indre, soucieux de ne pas indiquer son emplacement exact dans cet article afin, selon l'un d'entre eux, d'«éviter d'avoir des représailles de la part de certains défenseurs de l'environnement».

LE FIGARO
HOMMAGE

LE FIGARO
H O M M A G E



NUMÉRO COLLECTOR

**7€
7,50**

EN VENTE ACTUELLEMENT

Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr



Gabrielle Thomas : « Paris occupera toujours une place spéciale dans mon cœur »

Cédric Callier

Triple championne olympique au Stade de France, la sprinteuse américaine raconte sa fabuleuse expérience vécue lors de ces Jeux.

Avant de rentrer chez elle, aux États-Unis, la sprinteuse, triple championne olympique lors des Jeux à Paris - 200 m, relais 4x100 m - , a pris le temps de répondre aux questions du *Figaro*. À 27 ans, l'Américaine convient que son statut ne sera plus jamais le même.

LE FIGARO. - Que ressentez-vous après avoir remporté ces trois titres olympiques ?

GABRIELLE THOMAS. - Il n'y a toujours qu'un mot qui me vient à l'esprit : gratitude. Je suis tellement reconnaissante parce que c'est l'aboutissement de tant d'années de travail. Et l'avoir fait devant mes amis, ma famille, c'est merveilleux. Être en compagnie d'athlètes aussi incroyables et savoir que la dernière femme à avoir fait un tel triplé était Allyson Felix (en 2012, NDLR), quelqu'un que j'ai admiré pendant tant d'années lorsque j'étais une jeune fille, c'est incroyable. Je suis sûre que, un jour, je me réveillerai, chez moi, et je me dirai : « Oh mon Dieu, c'était vrai, je l'ai fait ! » Je pourrai me remémorer tous ces moments extraordinaires vécus à Paris.

Comment êtes-vous parvenue à gérer l'énorme pression ?

Honnêtement, c'était probablement la



« Avec ce statut viennent des attentes et de la pression. Mais il y a aussi le sentiment que j'ai accompli ce que je voulais accomplir », reconnaît Gabrielle Thomas.

plus grande pression que j'aie jamais ressentie de toute ma vie, et je l'ai raconté sur mon compte TikTok avant même de courir. Mais je pense qu'il s'agit simplement de faire confiance au travail accompli et d'avoir confiance en soi. Je savais que je m'étais préparée pour ce moment, que j'avais tout fait correctement, que j'avais donné tout ce que je pouvais à l'entraînement et qu'il était désormais juste temps de tout mettre en

œuvre. Être capable de gérer cette pression est ce qui sépare les très bons athlètes des très grands athlètes.

Quand vous étiez plus jeune, vous disiez prendre l'athlétisme comme un simple loisir. À quel moment êtes-vous devenue plus compétitrice ?

J'ai toujours eu en tête que l'athlétisme n'était pas toute ma vie. Je suis et je serai toujours Gabby Thomas la personne, et

pas Gabby Thomas l'athlète de haut niveau. Je garde cela en tête. Mais les objectifs changent. Quand j'étais au lycée, mes objectifs étaient simplement de gagner, quelle que soit la compétition, et de m'amuser. Quand j'étais à l'université, je voulais gagner les compétitions régionales, puis les nationales. Mes objectifs devenaient de plus en plus élevés, mais, dans ma tête, mon mode de pensée ne changeait pas : je voulais m'amuser, car j'adore courir, et simplement essayer d'être une meilleure athlète.

Qu'avez-vous pensé de l'ambiance lors de ces Jeux ?

La première semaine, comme l'athlétisme n'avait pas encore commencé, j'ai pu aller voir quelques matchs de rugby à 7, notamment les filles. Je suis allée à quelques-uns de leurs entraînements, puis je me suis mise à jouer, c'était très amusant... J'ai aussi regardé la gymnastique et la natation à la télévision et cela m'a vraiment inspiré. Après, j'étais tellement excitée d'aller courir, c'était génial. Au Stade de France, j'ai découvert l'atmosphère la plus incroyable que j'aie jamais connue dans ma carrière. La façon dont le stade était aménagé, avec cette piste violette, cette ferveur dans les tribunes, c'était magique.

Il y a aussi eu tous les petits moments que j'ai pu partager avec mes amis et ma famille à Paris entre les événements. New Balance (son équipementier) a tout organisé parfaitement afin que je puisse me détendre, profiter et partager avec mes proches... Tokyo a été une expérience fascinante aussi, j'ai adoré ce que j'ai vécu là-bas. Quand tout le monde me disait que ce n'était pas des vrais Jeux, je n'étais pas d'accord. Mais, maintenant que j'ai vécu ceux de Paris, je peux vous dire que c'était définitivement différent. Cela ne demande pas du tout la même concentration de courir devant 80 000 personnes, dans un stade très bruyant, enthousiaste. Cela exige une détermination très différente pour ne pas se laisser envahir par cela.

Après la réussite de ces Jeux à Paris, Los Angeles a un immense défi à relever pour ceux de 2028...

C'est un peu bizarre d'y penser déjà. Mais je suis très excitée à l'idée de les vivre. C'est incroyable qu'il y ait des Jeux olympiques aux États-Unis, en tant qu'Américaine, c'est tellement excitant. Le temps file si vite. J'ai l'impression que Tokyo, c'était hier et nous voilà à Paris. Je reviens avec trois médailles d'or et je pense que je reviendrai ici plus tôt que vous ne le pensez. Quant à Los Angeles, j'ai hâte de voir comment j'aurai grandi d'ici là en tant qu'athlète.

Votre vie ne sera plus jamais la même après Paris 2024.

Je pense, oui. Mais c'est une chose tellement positive que j'en suis heureuse. Paris occupera toujours une place spéciale dans mon cœur. J'y ai concouru l'année dernière aussi et, pour l'instant, je n'ai pas perdu une course à Paris. Donc j'adore être ici.

Auriez-vous pu imaginer être une championne dans un autre sport ? Laissez-moi réfléchir... J'adorerais essayer la gymnastique parce que c'est tellement amusant de les regarder. Mais je pense que je suis sans doute un peu trop grande pour cela. (Sourire.) Mais je suis tellement fan de ces filles, Simone (Biles), Jordan (Chiles), Suni (Sunisa Lee)... ■

« Cela donne énormément de confiance de savoir que j'ai pu courir comme ça, aux Jeux olympiques, devant 80 000 spectateurs dans le stade et des millions devant leur télévision, et d'avoir décroché la médaille d'or »

Gabrielle Thomas

Comment conserver le côté fun quand on est championne olympique ?

Il y a deux faces à ces médailles d'or. Je pense qu'il y aura un aspect difficile à être la favorite à chaque fois que je prendrai le départ d'une course et à être sans cesse présentée comme la championne olympique. Avec ce statut viennent des attentes et de la pression. Mais il y a aussi le sentiment que j'ai accompli ce que je voulais accomplir, et c'est une telle forme de liberté de ressentir cela ! Cela donne énormément de confiance de savoir que j'ai pu courir comme ça, aux Jeux olympiques, devant 80 000 spectateurs dans le stade et des millions devant leur télévision, et d'avoir décroché la médaille d'or. En ayant réussi cela, j'ai l'impression que je peux tout réussir. Plus personne ne pourra m'enlever cette confiance en moi.

Vos études à Harvard vous permettent-elles de conserver un bon équilibre ?

Absolument. Cela me permet de m'assurer que je suis heureuse dans ce que je fais. J'aime étudier la biologie comme j'aime être dehors sur une piste à courir. L'athlétisme peut vraiment vous consumer si vous vous y dédiez totalement, si vous y passez 100% de votre temps. J'ai besoin d'autre chose à côté, de vivre ma vie d'étudiante.

Allez-vous souffler en vous éloignant un peu des pistes d'athlétisme ?

(Elle réfléchit.) Pour le moment, je fais du bénévolat dans un centre de santé et je pense que c'est une bonne chose. Mais j'apprécie aussi que ce soit mon moment en sport, et je dois me concentrer là-dessus. Je dois y accorder du temps, de l'énergie. Je me suis beaucoup battue pour devenir championne olympique et je veux en profiter.

29/11/24
DOMAINE NATIONAL DE SAINT-CLOUD

COURSE DE NUIT
ET APÉRO

LE CROSS
DU FIGARO

www.crossdufigaro.com

Des fonds marins inconnus explorés par des lions de mer australiens

Elisa Doré

Sept individus ont été équipés de petites caméras pour cartographier des habitats profonds très peu accessibles au sud du pays.

Pour cartographier des fonds marins jusqu'alors inexplorés, des scientifiques ont eu l'idée d'utiliser des caméras embarquées... sur des otaries. Aussi insolite qu'elle puisse paraître, cette façon de collecter des données, dite de « bio-logging », est le fruit d'une réflexion scientifique très sérieuse qui a pour objectif d'aider les chercheurs à documenter certaines zones inaccessibles par les moyens classiques. En l'occurrence, les habitats du lion de mer australien (*Neophoca cinerea*), une espèce menacée d'otarie endémique d'Australie. En raison de la dégradation de son milieu de vie et de la pêche illégale, « le nombre d'individus a chuté de 60 % ces 40 dernières années », souligne Nathan Michael Angelakis, chercheur à l'université d'Adélaïde, en Australie, et principal auteur de l'étude. Ces travaux, publiés dans la revue *Frontiers in Marine Science*, ont non seulement un intérêt océanographique mais aussi de conservation, dans le cadre la protection de cette espèce.

Entre décembre 2022 et août 2023, les biologistes ont cartographié pas moins de 5 000 km² d'océan à l'aide de seulement huit lions de mer australiens, des femelles appartenant aux colonies d'Olive Island et de Seal Bay, au sud de l'Australie (carte ci-dessous). Les chercheurs ont placé une petite caméra sur le dos de chaque individu, ainsi qu'un GPS doté d'un capteur de mouvements (accéléromètre) afin d'enregistrer leur trajet de navigation. Après avoir été relâchées en mer, les femelles sont toutes revenues dans leur colonie deux à dix jours plus tard pour allaiter leurs petits, ce qui a permis de récupérer les données enregistrées, soit 90 heures d'images.

Il a ensuite fallu plusieurs mois aux chercheurs pour analyser ces vidéos et caractériser les zones traversées par les lions de mer. À leur grande surprise, ces paysages marins semblaient différents de ceux déjà cartographiés dans d'autres régions du sud de l'Australie. Plus spécifiquement, six types d'habitat profonds, dits benthiques, n'avaient jamais été identifiés dans cette zone : des récifs de macro-algues, des herbiers marins, des jardins d'éponges, des récifs formés par divers invertébrés et des zones sablonneuses. Les chercheurs ont encore allés plus loin en créant un modèle d'apprentissage capable de prédire où l'on pourrait retrouver ces habitats dans les régions proches n'ayant pas été filmées par les lions de mer. Pour cela, ils ont entraîné

le modèle avec les séquences filmées par les mammifères marins ainsi que des données océanographiques et environnementales collectées depuis plus de vingt ans dans cette région sous-marine de l'Australie. Ces variables incluaient par exemple la profondeur, la distance aux zones côtières ou encore la température de l'eau.

L'intelligence artificielle en a déduit la distribution des fonds marins autour des sites d'Olive Island et de Seal Bay, avec une précision de 98 %, réalisant la carte la plus complète des habitats benthiques de cette région. « Ces découvertes sont très intéressantes car l'océan, notamment autour de l'Australie, reste une des zones marines les plus méconnues en raison de la profondeur et des conditions météorologiques qui rendent difficiles la collecte de données par les méthodes traditionnelles, comme les véhicules sous-marins télécommandés », souligne Christophe Guinet, directeur de recherche au CNRS, spécialiste des mammifères marins. « En cela les animaux marins deviennent de véritables atouts pour l'exploration marine. Ils sont plus rentables et capables d'accéder facilement à des zones éloignées », ajoute Nathan Michael Angelakis.

« Ces découvertes sont très intéressantes car l'océan, notamment autour de l'Australie, reste une des zones marines les plus méconnues en raison de la profondeur et des conditions météorologiques »

Christophe Guinet
Directeur de recherche au CNRS

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des animaux sont utilisés pour l'exploration marine. Christophe Guinet, par exemple, utilise cette approche depuis plus de vingt ans avec les éléphants de mer pour étudier l'océan Austral. « Au sud de 60° S, plus de 80 % de la collecte de paramètres physiques sur cet océan (profils de températures, de salinité, taux d'oxygène, etc.) dépend en réalité de cette espèce, capable de plonger plus profondément que n'importe quel instrument ! », rapporte Christophe Guinet.

Outre l'acquisition de données océanographiques, cette approche a un intérêt biologique. L'équipe de Christophe Guinet a par exemple constaté qu'avec le réchauffement des cours d'eau, les éléphants de mer se voient obligés de



Entre décembre 2022 et août 2023, les biologistes ont cartographié 5 000 km² d'océan à l'aide de lions de mer, des femelles appartenant aux colonies d'Olive Island et de Seal Bay, au sud de l'Australie.

migrer plus au sud ou bien de plonger plus profondément pour chasser. « Cela permet donc de mieux comprendre les conséquences écologiques du réchauffement climatique sur le comportement de cette espèce », indique le chercheur.

En ce qui concerne les lions de mer, il existe là aussi un véritable enjeu de conservation. Ces travaux pourraient permettre de mieux comprendre comment les pressions environnementales et anthropiques exercées sur les habitats de cette espèce ont pu contribuer à la réduction drastique des populations. « Il s'agira notamment de déterminer,

dans les zones identifiées, les habitats et les ressources alimentaires qui sont essentielles au comportement de chasse, et donc au maintien des populations », souligne le Dr Angelakis. Ce qui pourrait aboutir à des politiques de conservation ciblées sur ces habitats afin de prévenir leur dégradation.

Les vidéos offrent par ailleurs un aperçu inédit sur le comportement alimentaire des lions de mer. Elles ont notamment révélé des spécialisations individuelles, certains individus privilégiant des habitats de chasse tels que les herbiers ou encore des types de

proies comme les morues, les poulpes, les raies ou les seiches. Certains ont même été observés en train de déterrer des proies se cachant sous des rochers à l'aide de leurs nageoires ou de leur museau ou bien de chasser avec leurs petits. « Il s'agit de la première preuve directe que les lions de mer sont capables de transférer leurs compétences de recherche de nourriture à leurs petits par un apprentissage social, ce qui fournit un éclairage intéressant sur les facteurs qui ont pu façonner leur cycle de reproduction », précise Nathan Michael Angelakis. ■



madame
FIGARO

Écoutez Scandales, le podcast de la rédaction

Des récits obscurs, d'emprise, de trahisons



Un autre regard sur les célébrités, le people qui amène à réfléchir

7^e au classement podcast France dans la catégorie culture*

En partenariat avec

Jean Paul GAUTIER

Écoutez Scandales sur



*Chiffres ACPM podcast mai 2024 - Publication bihebdomadaire

Jacques Audiard : « Faire du cinéma, c'est être contemporain de son époque »

Propos recueillis par **Olivier Delcroix**

Avec « Emilia Pérez », le réalisateur d'« Un prophète » revient avec une histoire de transidentité sur fond de cartel mexicain. Un 10^e film doublement récompensé à Cannes. Rencontre avec un cinéaste décontracté.

Dans la touffeur estivale d'une matinée d'août, à la terrasse d'un café niché dans le 20^e arrondissement de Paris, Jacques Audiard attend le feu des questions avec décontraction. En polo couleur fraise écrasée, casquette Nike vissée sur le crâne, lunettes de soleil négligemment posées sur la table, le réalisateur d'« Emilia Pérez » est tout à son aise. À 72 printemps, Audiard sait que son 10^e film a fait sensation à Cannes en mai dernier, récoltant le prix du jury et le prix de la meilleure interprétation féminine pour l'ensemble de ses actrices. Il y a quatre ans, Jacques Audiard lit le roman de Boris Razon *Écoute*, paru en 2018. Au milieu du livre, un narrateur quant demande à un avocat de l'aider à effectuer une transition de genre. Entre son fort désir de retourner au Mexique qu'il a connu une trentaine d'années auparavant et ce passage du livre, il décide de s'atteler à ce nouveau projet. Toujours aux aguets, répondant de façon précise et ciselée, le fils de Michel Audiard interrompt, toutefois, l'interview pour identifier le ronflement caractéristique du moteur trois cylindres d'une Kawasaki 750 H2 : « C'est une moto dangereuse. » Le danger, le cinéaste d'« Un prophète », de *Dheepan* ou de *Regardez les hommes tomber* connaît bien. Les défis artistiques et les mises en danger le grisent. *Emilia Pérez* en est la preuve.

LE FIGARO. - *Emilia Pérez* se situe entre le « narco-thriller », l'opéra, la comédie musicale, la telenovela et le film LGBT. Le risque était grand de dériver vers le grotesque.

Comment avez-vous évité de sombrer dans le ridicule ?

JACQUES AUDIARD. - Jamais je ne me suis dit en me levant le matin qu'il faudrait que j'évite le ridicule ! Lorsque je me lance dans *Emilia Pérez*, je sais que le film aura sa part d'impureté. Il sera impur et parfois ridicule. Les choses seront simples. Dans un opéra, il n'existe pas de psychologie. J'ai pensé d'emblée que le film devait porter ça en lui, avec ses moments qui se rapprochent parfois de la « telenovela » mexicaine. Les choses s'expriment crûment, de manière simpliste. On pourrait aborder des thèmes plus raffinés dès lors qu'il s'agit de la transidentité. On pourrait même évoquer le suivi psychologique. Mais non. Nous sommes chez des brutes. Manitas/Emilia est un chef de cartel mexicain. Manitas est... manichéen. C'est cette forme d'impureté que devait avoir le projet. Moi, je l'assume.

Un peu comme pour *De rouille et d'os*, en 2012 ?

Oui, en effet. Je me souviens avoir voulu faire un mélodrame moderne à l'époque. J'avais alors plongé dedans avec un grand appétit. C'est amusant que vous me parliez de *De rouille et d'os*. Parce que durant le tournage d'*Emilia Pérez*, j'ai beaucoup pensé à ce film. Quand on y repense, c'était aussi un film transgenre qui avançait par contorsions, en tournant sur lui-même.

D'où vient votre passion pour le Mexique ?

J'avais un ami qui habitait à Xalapa, une ville située dans le golfe du Mexique à la hauteur de Vera Cruz. Je suis souvent allé lui rendre visite. J'ai parcouru le Mexique à pied, en bus ou en voiture. Xalapa était un peu ma base. J'ai découvert un pays merveilleux. Je sais qu'aujourd'hui, il n'est plus possible de traverser des zones que j'avais découvertes à cette époque, tellement c'est dangereux. Les enlèvements sont monnaie courante. Les gens disparaissent.

Le jour des dernières élections présidentielles, le Mexique a cumulé pas mal d'horreurs, des décapitations, une vingtaine d'homicides... C'est la presse française qui m'apprend cela. Le pays est devenu un peu fou. Il est donc tentant d'avoir envie d'en parler.

Pourquoi avez-vous voulu tourner *Emilia Pérez* en espagnol ?

La langue espagnole est expressive, rugueuse, rythmée. Elle s'est désignée d'elle-même pour le film. J'ai d'abord voulu en faire un opéra, diviser l'intrigue en cinq actes. L'espagnol est une langue magnifique, faite pour le chant. Au départ, je ne savais pas comment appeler ce projet. Je me disais que ce serait peut-être un « petit opéra » ou un « drame musical ». Je ne voulais pas que l'on dise « comédie musicale ». La dimension tragique des personnages et la géographie du lieu induisaient un drame lyrique.

« Lorsque je me lance dans *Emilia Pérez*, je sais que le film aura sa part d'impureté. Il sera impur et parfois ridicule. Les choses seront simples. Dans un opéra, il n'existe pas de psychologie »

Le mélange n'était-il pas aussi explosif que le canon rempli de TNT du *Salaire de la peur* de Clouzot ?

Oui, d'ailleurs, durant le tournage d'*Emilia Pérez*, je parlais du « Salaire de la terreur ». J'avais le sentiment qu'à l'instar de Manitas/Emilia, le film devait changer de genre. Il devait muter, passer par des genres différents, embrasser un spectre assez large pour accueillir toute l'intrigue. Comme si les formes successives du film épousaient le destin du personnage principal.

Fusionner l'opéra avec le cinéma, est-ce une obsession chez vous ?

Exactement. Cela m'évoque ce qui s'est passé sur les scènes d'opéra européennes à la fin des années 1980, à l'arrivée de Bob Wilson. Grâce à son *Black Rider*, créé en 1988 avec Tom Waits, Wilson a tout changé. De même que l'opéra *Nixon in China*, de John Adams, que j'ai découvert à Paris en 1991. Tous ces changements m'ont impressionné. Je me souviens même qu'à ce moment-là, avec Alexandre Desplat (compositeur de musiques de films, NDLR), avec qui je travaillais sur la musique d'un héros très discret, nous avons caressé l'idée de faire du film un petit opéra en utilisant des éléments musicaux spécifiques. Donc, je ne crois pas que le drame mu-

sical ou l'opéra soient tombés du plafond et m'aient trouvé ébahi en dessous ! Non, je questionne cela depuis longtemps. Cela fait un certain nombre d'années que je tourne des films qui ne sont plus dans ma langue maternelle. Un peu comme si je me préparais à établir un rapport plus direct entre la musique et les dialogues. J'aime cette idée que les échanges entre les protagonistes du film puissent se réduire à quelque chose qui s'apparente au chant.

Les morceaux chantés qui s'immiscent dans le film sont très percutants, et pourtant ils sont souvent introduits par des monologues à peine chantés...

Oui, c'est le Sprechgesang, le parlé-chanté. Quand les acteurs entament une séquence, ils commencent de cette manière avant que la musique ne prenne de l'ampleur, ce qui leur permet de dévoiler leurs émotions profondes. Le chant amène une chose que l'écriture d'un scénario n'est pas capable d'imposer à moins d'une savante construction narrative. J'ai l'habitude de construire mes dialogues depuis si longtemps. En bon dramaturge appliqué, je place une réplique qui fera naître l'émotion à la fin d'une scène. Alors qu'en ce qui concerne le chant c'est tout de suite ! En un claquement de doigts. Les fioritures viennent après.

Comment avez-vous construit le personnage de Manitas/Emilia Pérez, incarné par Karla Sofia Gascon ?

Manitas/Emilia, interprété par Karla Sofia Gascon, n'est pas une petite chose délicate. C'est quelqu'un qui a énormément vécu. Pendant longtemps, j'ai vraiment vasouillé dans le casting, entre Mexico City et Los Angeles. Jusqu'au jour où j'ai pris conscience que je m'étais trompé sur l'âge des personnages. Dans le script original, le personnage de Karla Sofia a entre 25 et 30 ans. Et l'avocate jouée par Zoe Saldana a le même âge. Or, pas du tout. Il faut que ces deux-là puissent avoir un passé de souffrance. Quand Karla Sofia arrive, quand elle se dresse devant moi, il y a tout ça. Même chose pour Zoe Saldana. Le personnage d'avocate qu'elle incarne est une femme jeune, mais ce n'est pas une jeune femme. Elle est noire. Elle a des comptes à rendre. Elle va présenter des additions. Quand j'ai découvert cette erreur initiale de casting, cela a résolu beaucoup de problèmes.

Karla Sofia Gascon raconte qu'au départ vous ne vouliez pas qu'elle joue les deux rôles, Manitas et sa version féminine Emilia. Vous confirmez ?

Oui. Disons que j'avais un scrupule sans doute excessif à lui demander de faire le

Jacques Audiard sur le tournage d'*Emilia Pérez*. « J'ai accordé le même souci critique d'analyse à un film qu'à un livre. (...) Mon père était un romancier qui faisait du cinéma par défaut. Alors que moi, pas du tout. J'ai choisi le cinéma », explique-t-il.



chemin inverse en lui demandant de jouer un homme. Or, pour elle qui est comédienne, c'était juste un rôle de composition. Je comprends qu'elle n'ait pas voulu laisser échapper une telle opportunité. (Rires.) Finalement, je me souviens que l'émotion qu'elle produit sur le plateau est réelle. Moi, je la capte. Et tout le monde est content.

Comment avez-vous choisi l'actrice Zoe Saldana ?

Ah, Zoe ! Sans Zoe Saldana, je ne sais pas comment j'aurais fait. Pourtant, même si elle tient absolument à faire le film, une semaine après m'avoir donné son accord, elle se retrouve prise ailleurs pour un an. La tuile ! Elle m'écrit : « M. Audiard, s'il vous plaît attendez-moi. Vous ne le regretterez pas ! » J'ai adoré ça. (Rires.) Nous l'avons attendue. De toute façon, nous n'étions pas prêts. Pour moi, Zoe Saldana est époustouflante. Tous les corps de métiers concernés vous le diront, des chorégraphes aux musiciens. Elle fait partie de cette école américaine qui sait faire à la perfection. À chaque fin de prise, elle me demandait : « You got it ? » (« Vous l'avez ? ») C'était un tel plaisir de la voir se lancer là-dedans. Zoe Saldana s'est jetée à corps perdu dans le projet. Il faut se rappeler que l'industrie cinématographique américaine n'est pas tendre avec les femmes de plus de

40 ans. Après *Les Gardiens de la galaxie*, *Avatar* ou *Star Trek*, elle avait quelque chose à prouver.

Ne casse-t-elle pas complètement son image avec ce film ?

Disons qu'avec *Emilia Pérez*, elle se crée son image à elle.

Et comment s'est passée votre rencontre avec Selena Gomez ?

Je l'avais vue dans *Spring Breakers*, d'Harmony Korine, et dans *Un jour à New York*, de Woody Allen. Pour moi c'était une figure intéressante, mais j'ignore tout d'elle. Je ne suis pas de cette génération-là. Comme je n'entretiens pas de rapports étroits avec les réseaux sociaux, j'ignore qu'elle est suivie par 427 millions de personnes sur Instagram. Donc, quand je la rencontre un matin tôt, à New York, dans un café, je me retrouve face à quelqu'un que je ne connais pas. Elle non plus d'ailleurs. Je ne suis qu'un cinéaste français n'ayant pas une réputation considérable aux États-Unis. Mais, au bout de dix minutes, je tombe sous le charme. Totalement. Son physique de petite fille un peu cassée, sa voix invraisemblable. Elle a passé son temps à s'excuser pour tout. Et, en même temps, elle possède cette énergie volontaire, ce côté « punchy ». Finalement, je lui ai dit : « Voilà, je serais ravi si ça pouvait être toi. » Je pense qu'elle ne m'a pas vraiment cru, passant rapidement le film par pertes et profits. Comme le tournage a été décalé d'un an, Selena a cru que je l'avais oubliée. Ce n'était pas le cas, mais il a fallu se battre. Il y a beaucoup de gens autour d'elle. Nous avions une devise à cette époque : « Il faut sauver le soldat Selena ! » Dans le fond, tout cela s'est presque fait sur un malentendu. L'autre méprise, c'est que je la croyais hispanophone. Eh bien, pas du tout ! Mais, pour moi, cela n'a été qu'un problème technique à régler. Selena est une actrice charmante, très bossueuse. Comme avec Zoe Saldana, il est impossible de la prendre en faute.

Que ressentez-vous quand vos comédiennes décrochent le prix d'interprétation féminine à Cannes ?

J'ai adoré ça. Je n'attends strictement rien de Cannes si ce n'est d'y être. Une sélection cannoise change déjà la perception internationale d'un film. Je sais





SHANNA BESSON/PAGE 14 - WHY NOT PRODUCTIONS - PATHE FILMS - FRANCE 2 CINÉMA - SAINT LAURENT PRODUCTIONS

« Emilia Pérez » : un grand bout de femme

Éric Neuhoff

Allons bon. Si maintenant les narcotrafiquants veulent devenir des femmes, c'est vraiment à y perdre son latin. On ne peut donc plus se fier à personne. Manitas (Karla Sofia Gascon), redoutable chef de cartel mexicain, a du sang sur les mains. De son côté, Rita (Zoe Saldaña), solide avocate, a des états d'âme. Elle en a assez que le cabinet qui l'emploie se soucie davantage de blanchir des coupables que d'obtenir la justice. Cette bonne grosse odeur de corruption commence à l'indisposer. Il était temps. Sa frustration transpire sur l'écran. Rita est une boule de nerfs, un concentré de rage contenue. On sent la grenade prête à exploser. Un coup de fil tombe à pic.

Au bout du téléphone, une voix caerveuse, d'outre-tombe, lui propose un rendez-vous. Elle accepte. Devant un kiosque à journaux, on la kidnappe, lui met une cagoule sur le crâne. À l'arrière d'un SUV, Manitas lui fait une drôle de proposition. Le dangereux gangster à la peau luisante, aux dents métalliques comme des pare-chocs de voiture américaine, rêve de changer de sexe. La transition a débuté. Il s'agit maintenant de dénicher le chirurgien adéquat. L'argent n'est pas un problème. Banco. Tel est le moyen d'échapper à la pauvreté. Un seul impératif : discrétion de rigueur.

L'épouse et les enfants de Manitas ne doivent pas être au courant. Il passera pour mort. Sa famille se réfugiera en Suisse. Le médecin sera israélien. L'opération comporte ses risques (la pomme d'Adam constitue un point délicat). Elle réussit. Manitas se transforme en Emilia Pérez (Karla Sofia Gascon). Il faut le voir répéter son nouveau nom avec une incrédule mêlée d'émotion qui rappelle celle d'Antoine Doinel prononçant « Fabienne Tabard » à l'infini devant son miroir dans *Baisers volés*. La métamorphose ne s'arrête pas

là. En quittant son ancien genre, l'héroïne acquiert une bonté inédite, se consacre à une organisation caritative venant en aide aux mères de disparus (certains étant des victimes de Manitas). Son passé criminel est soudain rayé des cadres.

Comme une vague sur la côte du Pacifique

L'argument, pour improbable qu'il soit, chante et enchante. Jacques Audiard se lance avec brio dans une semi-comédie musicale dont les numéros démarrent souvent par des chuchotements avant d'éclater en refrains intimes ou tambourinants, signés Camille. Le risque du ridicule n'était pas impossible. Le réalisateur l'évite, grâce à une vitalité communicative, une mise en scène fluide (sans jeu de mots), un sens du mélodrame et de la rédemption. Les morceaux commentent l'action, dans un mélange original de Martin Scorsese et de Jacques Demy.

Emilia Pérez, le dixième film de Jacques Audiard, doit énormément à ses actrices, qui ont reçu le prix d'interprétation féminine au dernier Festival de Cannes. Et, en particulier, à Karla Sofia Gascon, qui a connu dans la vie un itinéraire identique. Elle emporte tout sur son passage, glisse de la menace sourde à la fragilité frémissante, explose comme une vague sur la côte du Pacifique. Le final coupe le souffle, avec cette procession dans les rues au son des *Passantes* de Brassens version tacos. On sort de là en claquant des doigts, un peu scié, le regard rempli de couleurs, des questions pleines la tête. Maintenant, une chose est sûre : les mafieux sont des femmes comme les autres. ■

« Emilia Pérez »

Drame de Jacques Audiard
Avec Zoe Saldaña, Karla Sofia Gascon, Selena Gomez, Adriana Paz
Durée : 2h10
Notre avis : ●●●○

seulement que secrètement, si Karla Sofia obtient quelque chose, je serai content, voire un peu fier. Alors imaginez, un prix qui récompense toutes les actrices du film. C'était formidable, et tellement juste.

Même si cela crée des polémiques ?
La polémique ne m'a plu du tout. Ce qui avait été dit sur Karla Sofia Gascon était méchant, insultant. Soyons admiratifs du parcours de vie de certaines personnes, même si ce n'est pas le nôtre.

Vous aussi avez reçu le prix du jury...
Oui, et c'est formidable. Mais je suis surtout fier, très fier pour mes comédiennes chéries.

« Aujourd'hui, ça y est, les hommes sont tombés. C'est pour cette raison que j'ai tourné "Emilia Pérez". Il y a dix ans, je ne sais pas si j'en aurais eu l'idée ou si j'aurais été sensible à cette histoire »

Ce film peut-il faire bouger les lignes ?
Que dieu vous entende ! Oui, bien sûr, je l'espère. Faire du cinéma, c'est être contemporain de son époque. C'est trouver les formes esthétiques, symboliques, pour parler du temps présent.

D'Un prophète à Sur mes lèvres en passant par Dheepan ou Les Frères Sisters, il y a de la violence dans tous vos films. Emilia Pérez n'y échappe pas...
Oui, bien sûr. Et vous l'aurez remarqué, la violence est liée au masculin. Mon premier film s'appelle *Regarde les hommes tomber*. Tout un programme. Aujourd'hui, ça y est, les hommes sont tombés. C'est pour cette raison que j'ai tourné *Emilia Pérez*. Il y a dix ans, je ne sais pas si j'en aurais eu l'idée ou si j'aurais été sensible à cette histoire. C'est ce qui fait que l'on est contemporain de son époque. Il y a des sujets qui vous touchent à des moments précis. C'est de cette manière que je conçois ma carrière de cinéaste.

Justement, comment est née votre vocation de metteur en scène ?
Je ne me souviens pas exactement de la manière dont est née ma vocation.

Mais je sais précisément comment a jailli ma cinéphilie, mon goût pour le cinéma. C'est venu très vite, vers 15 ou 20 ans. Pour moi, les films sont devenus des œuvres dignes de textes littéraires. J'ai accordé le même souci critique d'analyse à un film qu'à un livre. Je pense que mon père, Michel Audiard, n'entretenait pas du tout le même rapport face au cinéma. Lui était avant tout d'obédience littéraire. C'était un romancier qui faisait du cinéma par défaut. Alors que moi, pas du tout. J'ai choisi le cinéma. Je me souviens encore de mon premier travail de scénariste sur *Le Professionnel*, en 1981. Je l'avais rejoint là-dessus. Il m'avait demandé un coup de main. Nous avons fait deux films ensemble. Un peu marquants. Outre *Le Professionnel*, il y a eu *Mortelle Randonnée*, de Claude Miller, qui reposait plus sur quelque chose d'assez intime entre lui et moi. C'est-à-dire, en résumé, la mort de mon frère. Quoi qu'il en soit, même si le passage vers la réalisation s'amorce avec mon premier film, il ne s'affirmera qu'avec mon troisième long-métrage, *Sur mes lèvres*. Jusqu'alors, je me sentais scénariste, dramaturge, mais pas cinéaste. Ce n'est qu'au moment de *Sur mes lèvres* que je découvre que je suis devenu réalisateur. Après, j'ai aimé passer par le film de genre pour affirmer mon cinéma.

Mais Les Olympiades n'est pas un film de genre...

Et pourtant ce film se niche dans un genre très précis. Comme j'avais le sentiment de ne pas avoir signé de premier film, j'ai considéré le « premier film à la française » comme un genre à part entière. C'est ainsi que j'ai réalisé *Les Olympiades*. Se glisser dans un genre cinématographique est pour moi une sorte de facilité narrative, qu'il s'agisse du film de prison ou du mélodrame, en passant par le film de gangsters ou le western. J'aime ça, parce que le genre fonctionne comme une boîte à outils. À l'intérieur se trouvent des clés que vous utilisez et détournez pour atteindre votre objectif. Pour réussir un film, il faut connaître ces outils et savoir ce qu'il y a au fond de la boîte.

Comme la boîte de Pandore ?
Oui. Parfois même, cela vous saute à la figure. Comme l'espoir. (Rires.) ■



Ari Vatanen devait être le champion du monde des rallyes, en 1985. C'est ce qu'avait dit Jean Todt, le directeur de Peugeot Talbot Sport, au pilote Jean Ragnotti venu discuter au siège de la marque sochaliennaise d'un possible contrat. La nouvelle Peugeot 205 Turbo 16 faisait trembler tous ses adversaires avec ses quatre roues motrices et son architecture à moteur central arrière. Champion du monde en 1981 au volant d'une Ford Escort, le Finlandais n'avait pas mis longtemps à apprivoiser le monstre français répondant à la nouvelle catégorie du groupe B. Vatanen avait gagné les trois dernières épreuves de la saison 1984. Il se présentait comme le favori de la saison suivante. Rien ne s'est passé comme prévu.

La saison 1985 commence comme dans un rêve. Le grand blond buveur de lait remporte les deux premiers rallyes. Au Monte-Carlo, le succès a été lent à se dessiner mais Vatanen a montré des qualités qu'on ne lui connaissait pas. À la fin de la seconde spéciale, il se présente à l'assistance blanc comme un lin. La face avant de sa 205 est démolie, le pare-brise enfoncé. Son copilote Terry Harryman tremble tellement qu'il ne peut pas allumer sa cigarette. Dans la spéciale de Saint-Bonnet-le-Froid, leur Peugeot a touché des spectateurs massés au bord de la route. « L'un d'eux est tombé sur le pare-brise », explique le pilote. À la fin de la première étape, à l'entrée du parc fermé, à Gap, Terry se trompe dans ses calculs. Il pointe avec 4 minutes d'avance. La sanction est lourde : 8 minutes de pénalité. Voici les leaders relégués à 4' 41" de l'Audi Quattro Sport de Walter Röhrl. La course est pliée. C'est oublier la pointe de vitesse du Finlandais, qui reprend une seconde au kilomètre. L'Allemand donne le dernier coup de pouce en faisant le pari insensé de chauffer des pneus slicks dans une spéciale en partie enneigée. Dans la foulée, Vatanen et Harryman gagnent en Suède. Au rallye du Portugal, à la suite d'une crevaisson, il casse une rotule de suspension mais continue. La roue arrière droite finit par se coucher.

« Son teint était bleuâtre par manque d'oxygène. Je n'ai été totalement rassuré que deux jours après l'accident »

Jean Duby

Le médecin de l'équipe Peugeot

Lorsque la caravane pose ses valises en Corse, Vatanen n'est déjà plus en tête du championnat. Il accuse huit points de retard sur son équipier Timo Salonen qui maîtrise désormais parfaitement sa 205. Dans le championnat, le temps vire à l'orage. Le Tour de Corse, dans toute sa cruauté, vient rappeler à tous la dangerosité du sport automobile. Dans la quatrième spéciale, Attilio Bettega sort de la route à grande vitesse. L'Italien est tué sur le coup. Une chape de plomb s'abat sur le paddock mais la course continue. Dans la 8^e spéciale, Vatanen crève après avoir heurté une pierre. Relégué à 27 minutes, il ne s'avoue pas vaincu et remonte à la 4^e place après avoir remporté toutes les spéciales. Dans la 16^e tronçon chronométré, Ari rate un virage. La 205 part en tonneaux et tombe trente mètres en contrebas. C'est un miracle : l'équipage est quasi indemne. Deuxième au final, Salonen accroit son avance au championnat. Nul doute que cette situation agace Vatanen.

Les compteurs sont remis à zéro au rallye de l'Acropole mais, là encore, Vatanen abandonne. Dans la deuxième spéciale, sa 205 T16 sort de la route, après s'être soudainement écartée de sa trajectoire en pleine ligne droite en raison du désaccouplement de la colonne de direction avec la crémaillère. En Nouvelle-Zélande, à l'heure de la première vague des congés d'été, Peugeot réalise le doublé mais l'ordre ne manque pas de surprendre. Vatanen, privé d'intercom, ne peut suivre le rythme du leader Salonen qui cumule désormais 68 points contre 55 à son compatriote. Au moment où le moral revient après une passe difficile, Ari Vatanen trouve un autre Finlandais sur sa route. Cela ne lui plaît pas. Vatanen n'a-t-il pas largement contribué au développement de la Turbo 16 au point de considérer qu'il serait logique qu'il soit le premier à être récompensé de ses efforts ? À cette période, comme pour jeter de l'huile sur le feu, Jean Todt n'a-t-il pas déclaré à la presse qu'« Ari est fragile psychologiquement » ?

La rivalité entre les deux pilotes Peugeot est à son comble. C'est dans ce

Ari Vatanen lors de l'essai de la Peugeot 205 Turbo 16 pour le rallye Paris-Dakar, le 9 octobre 1986, au Niger.



FRANÇOIS LOCHON/GAMMA

La folle cabriolet argentine d'Ari Vatanen

Sylvain Reisser

Chaque jour, « Le Figaro » raconte l'histoire d'un pilote sauvé miraculeusement d'un accident de course. Généreux et spectaculaire, le champion du monde effectue, en 1985, une terrible sortie de route qui le prive d'un nouveau titre.



CAPTURE VÉHICULE - XPRISON SPORT

BIO EXPRESS

27 avril 1952

Naissance à Tuusula (Finlande).

1976 et 1980

Champion d'Angleterre des rallyes (Ford Escort RS).

1981

Champion du monde des rallyes (Ford Escort RS).

1984

1^{er} aux rallyes des 1 000 lacs, de Sanremo et du RAC (Peugeot 205 T16).

1987, 1989, 1990 et 1991

1^{er} au rallye Paris-Dakar.

1988

1^{er} du Pikes Peak (Peugeot 405 T16).

1997

1^{er} à la Coupe du monde des rallyes-raids (Citroën ZX Rallye-Raid).

Ari Vatanen au volant d'une Ford Escort RS au rallye de San Remo le 10 octobre 1981 (ci-dessus). En 1985, en Argentine, la T16 de Vatanen et Harryman est victime d'une effroyable sortie de route. L'équipage est passé très près du drame (en haut).

contexte que, un mois plus tard, les écuries se présentent en Argentine pour une course longue de 2 656 km dont 956 km d'épreuves spéciales. Les deux concurrents n'auront pas le temps de se jauger. La série noire continue. Dans la deuxième spéciale, la T16 de Vatanen et Harryman est victime d'une effroyable sortie de route. L'équipage est passé très près du drame. L'accident a eu lieu au fond d'une cuvette. À fond de cinquième, à environ 190 km/h, l'avant de la 205 s'est planté dans une ornière que tous les autres équipages évitaient par la droite. Le choc est d'une rare violence. Projetée en l'air, la 205 effectue ensuite plusieurs tonneaux par l'avant. Quatre

marques dans le sol attestent qu'elle en avait effectué au moins quatre. La carcasse de la voiture est retrouvée à 160 mètres du point d'impact. Le premier choc avec la chaussée a suffi pour provoquer les blessures les plus graves. Une nouvelle fois, la présence des hélicoptères sur les spéciales, sujet à polémique, s'est avérée d'une grande utilité. Celui de l'équipe Peugeot, qui survolait la T16 de Salonen, porte les premiers secours et permet l'évacuation des deux équipiers à l'hôpital. Le staff Peugeot est soulagé. Le cockpit a bien résisté, preuve de la qualité de réalisation de la Turbo 16. Terry est relevé avec une fracture de la deuxième vertèbre cervicale. L'état d'Ari est plus préoccupant. Le communiqué de Peugeot annonce que le Finlandais a de multiples fractures des côtes gauches, une fracture de la deuxième vertèbre lombaire justifiant une immobilisation stricte et une fracture déplacée de l'extrémité supérieure du tibia gauche nécessitant une opération dès que possible. « Pendant plusieurs heures, nous aurions été incapables de dire s'il allait survivre », dira Jean Duby, le méde-

cin de l'équipe Peugeot. Dans les colonnes du Figaro, il explique à l'époque « avoir été très soucieux pour lui en raison des troubles importants de ventilation pulmonaire dus à l'enfoncement de la cage thoracique. Son teint était bleuâtre par manque d'oxygène. Je n'ai été totalement rassuré que deux jours après l'accident. » Le pilote finlandais a passé une nuit très agitée en raison de ses souffrances. Les médecins argentins lui avaient réduit, sous anesthésie, sa fracture du tibia gauche dont l'extrémité supérieure était complètement éclatée. Aussi pieux que chaleureux, Ari Vatanen revient de très loin. Il connaît une autre alerte à l'hôpital d'Helsinki où il a été rapatrié. La nuit suivant une opération de six heures, il est aux prises avec de graves problèmes respiratoires qui nécessitent un transfert au service de réanimation et quatre jours sous respiration artificielle. Alors que la situation semblait s'améliorer, les médecins détectent des troubles cérébraux suffisamment graves pour justifier le déplacement d'urgence en Finlande du neurologue français Philippe Cornu.

Il ne sera jamais champion du monde des rallyes avec Peugeot, mais Ari a gagné la vie. Todt et Peugeot ne l'abandonnent pas. Il est l'un des piliers de l'aventure de la firme franco-comtoise en rallye-raid, à partir de 1987

Son état de santé s'améliore de façon spectaculaire. Il est ainsi l'un des premiers à féliciter Salonen pour son titre de champion du monde. Il ne sera jamais champion du monde des rallyes avec Peugeot, mais Ari a gagné la vie. Todt et Peugeot ne l'abandonnent pas. Il est l'un des piliers de l'aventure de la firme franco-comtoise en rallye-raid, à partir de 1987. Il remporte ainsi à quatre reprises le Paris-Dakar avec Peugeot puis Citroën. C'est avec le film vidéo de sa victoire en 1988, lors de la course de côte Pikes Peak aux États-Unis, que Vatanen va vraiment marquer les esprits. On y voit le « Finlandais volant » comme il est souvent surnommé défier les lois de la physique au volant d'une Peugeot 405 T16. Ses glissades généreuses ont laissé des souvenirs mémorables. Il reprend du service en championnat du monde des rallyes à partir de la fin des années 1980 avec successivement Mitsubishi, Subaru et Ford, mais sans connaître beaucoup de réussite. Tout en continuant à piloter de manière sporadique, Vatanen devient député européen en 1999. Il est réélu en 2004. Cette fois-ci, c'est en France sur une liste UMP. En 2009, il est candidat à la présidence de la FIA face à Jean Todt mais échoue. Devenu ambassadeur de BMW France, le grand Ari participe désormais à de nombreuses manifestations automobiles, dont le Tour Auto, sans jamais se départir de sa légendaire bonhomie. ■

Retrouvez demain :
Niki Lauda, sauvé des flammes

MOTS FLÉCHÉS N° 3914



PRÉNOM MASCU LIN	COUP DE FROID	FAS-CINATION	VENDE À TOUT PRIX	SHARIF AU CINEMA	INAPTITUDE À S'INTÉGRER	VENÉNEUSE	CHAÎNE DE TÉLÉVISION	BERCEAU DE MICHEL STROGOFF	ATOME	BONNE SENSATION	UNE DIRECTION
REVISER SON BAC	COBALT AU LABO	REGARD DE CONNIVENCE		JOUA UNE SOMME	DANS LE 21	MASSIF D'ALGERIE		ASSAINIR	BECOT	À VOTRE SERVICE !	
LA REMPLACÉ LE FUSEAU			SIDÉRANTES	RELEVÉ DETAILLE			GRAISSE DE MECANO				
PIPI-ROOM			DES GENS AU TRAVAIL				GAIRDAIS				
	LIEU DE GUET				PORTÉ À LA SCÈNE		IL SE PRATIQUE SUR DES PLANCHES			DÉESSE MARINE	
	L'ÉTERNEL				APRÈS MIDI					PLANTES AROMATIQUES	
DOUZE À ROME	DÉNOUER		CANE VA PAS S'ION LE GARDE		COUCHÉE SUR SON PAGEOT		REPOSE-BUCHES	COUVERT DE BOUE			ALCOOLS JAPONAIS
	PARÉIL EN TOUTS POINTS			COMME UN TISSU DE SATIN	HABILETÉ		INNOVATEUR	MARQUE D'EMBARRAS			
DÉBARRASSER DES RONGEURS				APAISE							
REBUS					TAU/LE PRÉCEDE ET PHILE S'UT	MISE SUPÉRIEURE				DIVIN SOLEIL	
			ACCIDENTEL			SYMBOLE DU TANTALE				IL EST À LA TRAI NE	
		LE FRANCIUM	FROMAGE BLANC SUISSE			BRUIT DE BÉBÉ			COURSE EN ALTITUDE		
RETIRER DE LA CIR-CULATION	CHARMUE DERRIÈRE				COPIER UNE ŒUVRE	BOUILLIE D'AVOINE			TRESSEE DE JONCS		
	DÉSIGNÉ PAR VOTE								AMI DE FIDEL		QUI RESSENT UNE CERTAINE IRRITATION
			PROMPT ET AGILE	BOISSON INDIENNE À BASE DE YAGOURT		AIDE DE L'ÉTAT			ÉCRIVAIN ET JAZZMAN		
JUSTE AVANT NOUS	ABRI À LA RECRE				AUSSI	VIELLES CARCASSES		QU'INE MANQUENT PAS D'ESPACE			
JARDIN EN VILLE	RENORE FABLE				IL ENTOURE LE LAGON		IL CHANGE LE VERRE EN GLACE			ENVIRON CINQUANTE SEMAINES	FARD POUR LE CONTOUR DES YEUX
				CRIER SOUS LES CORS	LA FIN DU TOURNAGE			ENRACINÉE			
				PEAU DE SAC				FILETS D'EAU			
QU'INE PROMET RIEN DE BON	BANDE DE PAPIER PEINT		CÔTE DE FEUILLE			QUI A ÊTÉ RETENU	BOÎTE D'ELUS			SEC	
	PAS TENDRE		GROSSE COCHONNE !			COMPAR-TIMENT	IL A DU COFFRE			GAZ NATURELS	
				BRANCHE PLEINE DE MÛRES			BON VIN		CHOSE IRRÉ-CUPÉRABLE		
							CITÉ DE LA MAYENNE		TIRE À LUI		
UN HOMME AUTEU ET AU MARTEAU	DEMI-ÉTAGE				BITTER			ADJECTIF POSSESSIF		RIVIERE BRETONNE	
	ORGANI-SATION PETROLIERE				DE LA PAROLE					BOUQUET DE PENSEES	
				PETIT TERRAIN					DRESSALES FORTES TÊTES		LE DERNIER MOT DU CELIBATAIRE
BÊTE À POILS				MEDICIN							
DIRIGEANT INFLUENT		SURNOM D'UNE CELEBRE LADY	LAC DES PYRENEES		UN PROCHE DU PÈRE NOËL		ON Y EST LOGÉ ET NOURRI				
			HÉROS DE BRECHT								
				INTELLI-GENCE DES ROBOTS		RASSEM-blement de FÉTARDS		PRONONCE EN TAPANT DU PIED		LA TENSION MONTE QUAND ON Y DESCEND	
DISPARU DE FAÇON TRAGIQUE			ELLE EST BELLE AU LARGE DE QUÉBERON		FAIRE DES MÉ-CONTENTS		C'EST-À-DIRE EN PLUS COURT		FEMME POLITIQUE ISRAËLIENNE		

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6689

HORIZONTALEMENT

1. Remettre en vigueur. - 2. Revu et corrigé. - 3. Jour ouvrable. - 4. La navette permet d'arriver jusqu'à cette station. Hugo familial. - 5. Bûcher pour le bûcher. Au cœur d'une idylle. - 6. Modèles religieux. - 7. Bande de velcro. Autorisent la fermeture de la mise en un éclair. - 8. Atteint de plein fouet. Surface en pierre. - 9. On y met les restes. Effraie quand elle est blanche. - 10. Occupe une place capitale sur le fleuve Niger. - 11. Feuilles de couverture. Note. - 12. Restaurant de presse.

VERTICALEMENT

1. Transports aux cieus ou odieux. - 2. Fin de parties. - 3. S'écoule dans le Pô. L'antre de Toscanini. - 4. Voleur de voleurs. Devant Ferrari. Accompagne sa nana. - 5. Donnai une couleur jaune rouille. Secrétariat de rédaction. - 6. Gros rapporteur. Bombe qui pulvérise. - 7. Station de ski basque. Va emblaver. - 8. Ferme. Freiner l'action.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6688

HORIZONTALEMENT 1. Minorité. - 2. Aliboron. - 3. Glaise. - 4. Nuisance. - 5. Ime. Sein. - 6. Finn. End. - 7. Inter. Ne. - 8. Ça. Secam. - 9. Étaler. - 10. Nive. Éon. - 11. Col. Oint. - 12. Ensables.

VERTICALEMENT 1. Magnificence. - 2. Illumination. - 3. Nialent. Avis. - 4. Obis. Nesle. - 5. Rosas. Réé. Ob. - 6. Irénée. Creil. - 7. To. Cinna. One. - 8. Entendements.

LE FIGARO Jeux



TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION FIGARO JEUX

SUDOKU

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne, et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

GRILLE 4823

FACILE

1	6	4			8			
	2			9	3	1	8	
						6		5
	8		3			4	9	
7	3		1		6			2
	1		2			7	6	
					9			7
	4			1	5	3	2	
2	7	8			4			

GRILLE 4824

DIFFICILE

2								9
		3	5		9	4		
5								6
8	5				1		3	
			3					
		1		7		5		
	2							4
	1				2			7
			7	6	8			

KEMARU N° 25

DIFFICILE

Complétez la grille, chaque zone entourée de gras contenant tous les chiffres entre 1 et sa taille (par exemple 1, 2 et 3 pour une zone de trois cases). Deux chiffres identiques ne peuvent se toucher horizontalement, verticalement ou en diagonale.

3				2							
	4										
					5						
										1	4
1									4		
					2						

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

E	A	P	I	T	D	I	F	I	S	O
F	L	A	S	H	M	O	R	A	R	R
E	N	T	E	E	P	I	T	O	R	S
A	M	O	R	S	N	I	B	A	G	O
E	N	C	A	R	T	E	E	M	O	R
I	N	N	E	A	R	T	O	L	E	M
T	E	A	R	D	I	E	N	S	A	J
M	A	R	C	H	E	P	I	T	E	E
I	T	A	M	E	S	E	G	O	E	L
C	R	I	S	I	P	E	G	O	E	R
E	N	T	O	N	N	O	I	R	S	E
B	U	I	T	A	I	E	R	A	S	M
S	I	N	I	S	T	R	E	S	E	S
P	R	I	A	T	I	L	L	E	R	S
S	E	I	T	T	E	R	S	E	I	T

Kemaru n°24

3	2	4	1	5	4	2	1	3	1	3	1	5	2
4	1	3	2	3	1	5	4	2	4	2	4	3	4
2	5	4	1	5	4	2	3	1	3	5	1	2	5
1	3	2	3	2	3	1	5	4	2	4	3	4	1
2	4	1	4	1	4	2	3	1	5	1	5	2	3
1	3	2	3	2	3	1	4	2	3	2	3	1	4

Johnny Hallyday : rocker au cœur sensible

Léna Lutaud

Le documentaire de Jean-Christophe Rosé s'articule autour d'une interview-fleuve de la star et d'archives émouvantes.

Johnny Hallyday. La France rock'n'roll, documentaire de Jean-Christophe Rosé commenté en voix off par Richard Berry, est construit autour d'une interview-fleuve du journaliste Daniel Rondeau, réalisée à Los Angeles en avril 2017, six mois avant le décès du rocker. L'idée ? Lui faire raconter sa vie et sa carrière en les replaçant dans l'actualité politique et sociale. Autant Johnny Hallyday pouvait être inattractable sur Elvis Presley, le blues, le cinéma, les plats épiques, les belles cylindrées, les femmes de sa vie et les États-Unis, autant l'analyse géopolitique n'était pas exactement son fort. Le rocker a connu tous les présidents de la République de 1968 à Emmanuel Macron. Il aurait pu raconter de savoureuses anecdotes sur ses débuts au Golf Drouot avec un certain Robert Hue, qui

fut rocker bien avant de devenir chef du Parti communiste ; sur Georges Marchais, jaloux de sa notoriété lors des Fêtes de l'Huma ; sur Nicolas Sarkozy, avec qui il aimait dîner, et pourtant, face caméra, le rocker se montre laconique.

Le général de Gaulle ? « Il disait qu'avec mon énergie il fallait m'envoyer sur les routes construire des autoroutes », se souvient-il en souriant. Mai 68 ? « Je l'ai passé à Saint-Tropez à monter des barricades devant la mairie avec Eddy Mitchell. » Si les images des victimes des terroristes islamistes au Bataclan et à Charlie Hebdo ont du sens, car le rocker leur a plusieurs fois rendu hommage, les archives de la place Tiananmen, la chute du mur de Berlin n'ouvrent pas le dialogue avec la vie et l'œuvre de Johnny. Au vu de l'actualité en Iran, une idée formidable aurait été de retrouver les films de ses rencontres au plus haut niveau à



L'entretien a eu lieu en 2017, six mois avant le décès du rocker.

Téhéran avec Sylvie Vartan. Celle de sa venue en Russie sous l'ère de Vladimir Poutine aussi.

Des extraits de chansons

Les admirateurs de notre phénomène national passeront néanmoins un bon moment. Les images d'archives, notamment de sa jeunesse, sont particulièrement riches et souvent rares. Les photos de cet enfant abandonné par ses parents, qui a passé ses jeunes années à sillonner l'Europe inlassablement, sont extrêmement émouvantes. Le moment où, âgé de 74 ans, l'ancienne idole des jeunes explique d'où vient son nom de scène, Hallyday, se révèle aussi très amusant. La star raconte ses débuts au Golf Drouot, où il se rend en métro et rencontre son cher Eddy. On le revoit à ses débuts au cinéma, derrière Simone Signoret, dans *Les Diaboliques*, de Clouzot,

dans d'improbables publicités et sur-sur-rant *Retiens la nuit* à Catherine Deneuve, dans *Les Parisiennes*, de Marc Allégret.

Les archives sur scène et en studio sont nombreuses. *Noir, c'est noir*, *Le Penitencier*, *Diego*. Les extraits des chansons défilent, pour notre plus grand bonheur. Domage toutefois que les années 1990-2007 soient si condensées et ne comportent pas l'hommage de ses derniers fidèles, du compositeur Maxime Nucci au guitariste Yarol Poupaud en passant par son harmoniciste Greg Zlap. Johnny glisse une petite confidence savoureuse. À la fin de sa vie, il aurait adoré retravailler avec Jean-Jacques Goldman. Hélas, ce dernier a refusé. ■

« Johnny Hallyday, la France rock'n'roll »
À 21 heures, sur Le Figaro TV
Notre avis : ●●●○

TF1
21.10
Camping
Film. Comédie



Fra. 2006. Réal. : Fabien Onteniente. 1h50. Avec Gérard Lanvin, Franck Dubosc. Un chirurgien parisien, victime d'une panne de voiture sur la route des vacances, doit s'arrêter quelques jours dans un camping au bord d'une plage des Landes.

23.00 New York Unité Spéciale. Série. Policière. 3 épisodes.

CANAL+
21.07
Le Tourbillon de la vie
Film. Drame



Fra. 2022. Réal. : Olivier Treiner. 1h57. Avec Lou de Laage. Arrivée au crépuscule de son existence, une octogénaire se remémore certains des choix cruciaux qui ont infléchi un destin qui semblait tout tracé.

23.04 5 Hectares. Film. Comédie. Avec Lambert Wilson.

C8

19.36 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Le cercle rouge
Film. Policier. Fra./Ita. 1970. Réal. : Jean-Pierre Melville. 2h11. Avec Bourvil, Alain Delon. Un gangster en fuite, un ancien détenu et un ex-policier alcoolique préparent le cambriolage d'une bijouterie parisienne.

23.21 Soleil rouge. Film. Western. Avec Charles Bronson, Alain Delon.

france.5

20.02 Le royaume des fourmis. Doc.

20.59 Les routes de l'impossible
Documentaire. Fra. 2024. Réal. : Antoine Boddart. 1h42. 2 épisodes. L'hiver en Alaska, avec son cortège de températures extrêmes, de glace et de blizzard, rend tous les déplacements particulièrement risqués.

22.41 C dans l'air. Magazine.

france.2
21.10
Candice Renoir
Série. Policière



Fra. 2022. Saison 10. Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Ali Marhyar. 2 épisodes. Le coup de feu a fusé et c'est Candice qui a été touchée. En blouse médicale rose, elle s'observe avec perplexité, dans un bloc opératoire. Elle encourage les médecins à agir au plus vite, mais ils ne l'entendent pas.

22.59 Candice Renoir. 4 épisodes.

arte
20.55
La fièvre du samedi soir
Film. Comédie dramatique



EU. 1977. Réal. : John Badham. 1h54. Avec John Travolta, Karen Lynn Gorney. Un jeune coursier, qui possède des qualités de danseur émérite, conquiert amour et maturité en participant à des concours de danse.

22.50 Italo disco : le son scintillant des années 80. Documentaire.

W9

19.50 Un dîner presque parfait. Jeu.

21.10 La grande soirée des tubes du camping à Carcassonne
Divertissement. Prés. : Elodie Gossuin et Jérôme Anthony. 2h. (1 et 2/2). Inédit. Les grands tubes prennent leurs quartiers sous le soleil carcassonnais.

23.10 La grande soirée des tubes du camping à Montpellier. Div.

RMC
DÉCOUVERTE

18.20 Chercheurs d'opale. Doc.

21.10 100 jours avec la police de la route
Documentaire. Fra. 2023. 1h25. Alcool, délit de fuite, course-poursuite : haro sur la délinquance routière. Les infractions au code de la route sont à l'origine d'accidents mortels.

22.35 100 jours avec la police de la route. Documentaire.

france.3
21.12
La carte aux trésors
Jeu



Prés. : Cyril Feraud. 2h19. Angèles et la Côte Vermelle. Inédit. Ce numéro se déroule dans une zone de jeu qui s'étire entre mer et montagne, depuis Elne au nord, jusqu'à la frontière espagnole au sud, en passant par Angèles, Port-Vendres et Cerbère.

23.31 La Marseillaise des ivrognes. Documentaire. Inédit.

6
21.10
On n'est pas d'accord !
Magazine



Prés. : Julien Courbet. 1h50. Inédit. Pour régler un conflit, mineur ou plus grave, des Français s'en remettent à Julien Courbet et à ses équipes de « On n'est pas d'accord » en plateau et en public pour les aller.

23.00 Annaques ! Magazine. Prés. : Julien Courbet. 2 volets.

TMC

18.45 Burger Quiz. Jeu. 3 épisodes.

21.25 Le grand bétisier de l'été
Divertissement. Prés. : Anaïs Grangerac. 1h50. Inédit. Le grand bétisier de l'été, avec son concentré hilarant du meilleur de la télévision et d'internet de ces derniers mois, est de retour. Détente et bonne humeur sont au programme.

23.15 Le grand bétisier de l'été. Div.

HISTOIRE

19.55 Mad Men : les hommes de la pub. Documentaire. Les années 1970.

20.50 Ils détestaient De Gaulle
Documentaire. Fra. 2020. Réal. : Patrick Jeudy. 1h25. Au cours de sa carrière politique, le général De Gaulle a été vivement critiqué et attaqué, et a été plusieurs fois victime de tentatives d'assassinat.

22.15 26 jours pour tuer de Gaulle. Doc.

À LA DEMANDE

Cloverfield



A New York en 2009, alors que des étudiants font la fête, une violente secousse se fait ressentir dans toute la ville. Puis c'est l'apocalypse avec un monstre géant qui sort de l'eau et commence à tout détruire sur son passage. La bande de jeunes gens va tenter de survivre à l'impensable qui est en train d'arriver. Petit bijou de film fantastique, « Cloverfield » est bourré de références à l'univers du Godzilla japonais, mais c'est surtout une allégorie de la tragédie du 11 septembre 2001 qui prend forme dans Big Apple transformée en champs de ruines. La réalisation hyper nerveuse et la caméra à l'épaule plongent les spectateurs dans un New York inquietant et sombre, sous tension permanente.

LE FIGARO TV

Disponible sur

TNT IDF	CANAL+
34	126 / 136*
TF1+	
468	345
203	305
Aussi sur LeFigaro.fr et l'App. F	

*si non-réception satellite

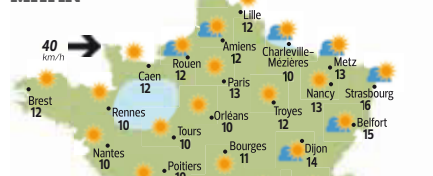
(si également accessible sur myCANAL)



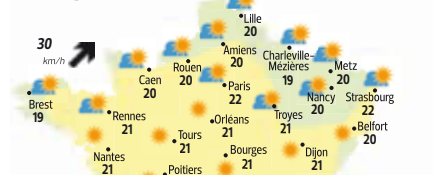
ÉPHÉMÉRIDE St-Christophe

Soleil : Lever 06h53 - Coucher 20h53 - Lune décroissante

MATIN



APRÈS-MIDI



T (en °C)



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	23/29	AMSTERDAM	15/18	ATHÈNES	24/30
BARCELONE	24/28	BELGRADE	20/32	BERLIN	19/22
BERNE	17/21	BRUXELLES	12/20	BUDAPEST	22/29
COPENHAGUE	18/20	DUBLIN	12/17	LISBONNE	19/31
LONDRES	11/20	MADRID	20/35	PRAGUE	20/24
RABAT	22/25	ROME	23/34	TUNIS	24/32

JEUDI



VENREDI



SAMEDI



la chaîne météo | lachainemeteo.com
Par téléphone : 3201 | LIVE 24/24 | Sur L'APPLI GRATUITE | CANAL+ | La Chaîne Météo

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

carnetdujour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27

deuils

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de la

comtesse Jacques ABRIAL
née Colette de Pomiers,

le mardi 20 août 2024, dans sa 99^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 23 août, à 10 h 30, en l'église d'Andiran (Lot-et-Garonne), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

De la part de :

le comte Christophe Abrial, le général et la comtesse Stéphane Abrial, la comtesse Henri de la Villamois, ses enfants, ses sept petits-enfants, ses dix-sept arrière-petits-enfants.

Les familles Danchin, Polonovski et Formery, ses neveux et nièces,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Louis BOUILLIER
économiste et anthropologue,

survenu le 7 août 2024, à Bastia (Haute-Corse), dans sa 98^e année.

L'inhumation aura lieu ce mercredi 21 août, à 14 h 45, au cimetière des Batignolles, 8, rue Saint-Just, Paris (17^e), dans le caveau familial.

Ni fleurs ni couronnes.

Une réunion-hommage sera programmée au mois d'octobre, avec sa famille et ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Catherine Polonovski
ctopol@wanadoo.fr

Bordeaux (Gironde).

M. Sébastien Breteau, son fils, et sa femme Eleonore de Bernis, Mme Florence Breteau, sa fille, Maia, Felix et Cosima, ses petits-enfants, Jacqueline Breteau, sa belle-sœur, Stéphanie et Céline Breteau, ses nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Vvy-Rose BRETEAU

survenu le 19 août 2024, dans sa 84^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Marie-de-la-Bastide, à Bordeaux, le vendredi 23 août, à 10 heures. L'inhumation se déroulera dans l'intimité de la famille.

Vvy Breteau repose à la maison funéraire de Canon, 45, avenue Jean-Jaurès, au salon Orchidée.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

Olivier et Églantine Degrand, Laure et Loïc Bertrand, ses fils et fille, belle-fille et gendre,

Sophie, Héloïse, Ilona, Eszter et Pablo, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu du

baron Philippe DEGRAND

le 15 août 2024, à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Pauline du Vesinet (Yvelines), le vendredi 23 août, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Aquilin-de-Pacy (Eure), où il reposera au côté de son épouse Marie-France, décédée en 2006.

Anancy. Montellimar.

Anne-Marie, son épouse, Thierry, Valérie, ses enfants, et leurs conjoints, ses petits-enfants, ses arrière-petites-filles

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Jean-Pierre GIRARD

survenu le 19 août 2024, à l'âge de 93 ans.

Un dernier hommage lui sera rendu le samedi 24 août, à 8 h 15, au crématorium de La Balme-de-Sillingy, dans la stricte intimité familiale.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Mireille Jacotin-Valhem, sa fille, M. Thierry Valhem, son gendre, Mathilde, sa petite-fille, parents et alliés

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Bernard Jacques René JACOTIN
trésorier principal honoraire des finances,

survenu à Carcassonne (Aude), dans sa 89^e année.

Selon son souhait, il a été inhumé dans la plus stricte intimité.

Famille Valhem-Jacotin, 117, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille.

Anne-Emmanuelle Kahn, sa nièce, Chloé Lateur Kahn, sa petite-nièce, ses amis et ses proches

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Jean-Claude KAHN

le 17 août 2024.

Un temps de recueillement aura lieu le jeudi 22 août, à 8 h 30, à la chambre mortuaire de l'hôpital Ambroise-Paré, 11, rue des Menus, à Boulogne-Billancourt.

L'inhumation se fera dans l'intimité, au cimetière de Saint-Flour (Cantal).

Le contrôleur général des armées Jean Lambert, son époux,

François et Virginie Lambert, Patricia et Elena Lambert, Olivier et Laure Lambert, Marie-Christine Morin, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Annick de Kreuznach, sa sœur, ses neveux et nièces

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme Jean LAMBERT
née Madeleine Patry,

le 17 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 27 août, à 14 h 30, en l'église Saint-François-de-Molitor, 44, rue Molitor, Paris (16^e).

L'inhumation aura lieu le mercredi 28 août, à 15 heures, au cimetière de Sannois-sur-Seine (Seine-et-Marne).

Sabine, sfx, Bertrand et Claire, Jérôme et Suzan, Hélène et Jean-Nicolas, Xavier, ses enfants et leurs conjoints,

ses dix petits-enfants, ses dix-sept arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès du

professeur Dominique LAPLANE
professeur honoraire de neurologie

à la Pitié-Salpêtrière de Paris, professeur émérite à l'université Paris VI Pierre-et-Marie-Curie,

survenu à l'âge de 96 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le vendredi 23 août 2024, à 14 heures, en l'église de Mareuil (Dordogne).

sabine.laplane@wanadoo.fr

En union avec son épouse, Mme Jacques Leclerc (?), née Anne-Marie Crohore,

Isabelle et Dominique Laborde, Marie-Christine et Jean-Pascal Bouzard, Anne et Pascal Gastineau, ses enfants et leurs conjoints, Jean-Marie, Emmanuelle, Xavier, Maylis, Hélène, Jean, Anne-Marie, Aïx, Laure, Gabrielle, Jacques, Nicolas, Cécile, Quitterie, Henri, François, ses petits-enfants, et leurs conjoints, ses 21 arrière-petits-enfants

ont la grande tristesse de vous faire part du rappel à Dieu du

général de corps d'armée Jacques LECLERC
Saint-Cyr,

promotion Extrême-Orient, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

le 17 août 2024, à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Barthélemy de Garos (Pyénées-Atlantiques), le vendredi 23 août, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Garos.

Un dernier hommage peut lui être rendu à la chambre funéraire d'Arzacq-Arraziguet, 3, rue Georges-Dunoy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lydie et Laure Lane, ses filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Dominique LANE

survenu le 12 août 2024.

Les obsèques auront lieu au cimetière des Champeaux, à Montmorency (Val-d'Oise), le vendredi 23 août 2024, à 15 heures.

famille.lane@hotmail.com

Ses proches et amis

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de

Marcel LEHMANN LEFRANC
pupille de la Nation, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Arts et Lettres.

La messe d'obsèques aura lieu le lundi 26 août 2024, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, à Paris (6^e), suivie de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet (entrée principale).

Les personnes qui souhaitent lui rendre hommage ou témoigner de leur amitié et de leur tendresse par une prise de parole durant la cérémonie pourront le faire savoir le jour des obsèques au maître de cérémonie.

Selon la volonté du défunt, fleurs blanches de préférence. Pas de plaques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Adrien, Adélaïde, Héroïse et Félix Brenac, ses enfants, Mme Arnaud Lepercq, sa maman, Aldine Berg, sa sœur, Olivier et Amaury Lepercq, ses frères, leurs conjoints, leurs enfants et petits-enfants

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Laetitia LEPERCQ

survenu à l'âge de 62 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 22 août 2024, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre d'Usson-du-Poitou (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Pierre-Charles de Graciensky, le comte et la comtesse Christian de Luzey de Pellissac, Mlle Elisabeth d'Oncieu de la Bâtie en religion sœur Ella, M. et Mme Jean Ollion, M. et Mme Denis Pérouse de Montclos,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de la

marquise d'ONCIEU de la BÂTIE
née Madeleine du Bois de Meyrignac,

le 19 août 2024, dans sa 106^e année, munie des sacrements de l'Eglise.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 23 août, à 10 heures, en l'église Saint-Louis-de-Novet, à Anancy (Haute-Savoie) et le même jour, à 14 h 30, en l'église Saint-Jean, à Barbry (Savoie).

Ni fleurs ni couronnes, des messes.

Anne, Charles et Dina, Louis Petraco, ses enfants et sa belle-fille,

Franck et Marina Verrecchia, son frère et sa belle-sœur,

ont la tristesse de vous faire part de la disparition de

Laure PETRACCO VERRECCHIA
conceptrice-rédactrice, médaille d'honneur du travail grand or au sein de la Maison Chanel,

le 14 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 23 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule.

« La simplicité est la clé de l'élégance. »
Gabrielle Chanel.

Les familles Massignon, Robin, ses nièces et ses neveux, ses petites-nièces et ses petits-neveux

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Geneviève ROBIN
née Massignon,

survenu à Cannes, le 10 août 2024, dans sa 98^e année.

La cérémonie sera célébrée au crématorium de Cannes, chemin de la Plaine-de-Laval, le vendredi 23 août 2024, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Les Nabis, 3, rue Pierre-Bonnard, 06110 Le Cannet.

Mme Yves Soulié, née Marie-Laure Cappelletto, son épouse, Jean-Bernard et Elisabeth Soulié, Laurent et Pascale Soulié, Arnaud et Carine Soulié, Anne et Emmanuel Beignet, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves SOULIÉ

survenu le 16 août 2024, à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, à Paris (16^e), le vendredi 23 août 2024, à 10 h 30.

La famille tient à remercier le personnel de la résidence Trocadéro de Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Neuville-sur-Sarthe (Sarthe). La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret).

Les familles Tixier, Babiet, Basse, Martin de Vivies, Kiener, Benoist, de Penfentenyo de Kervereguin, Chérel de la Rivière et Le Forestier de Venduvre

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

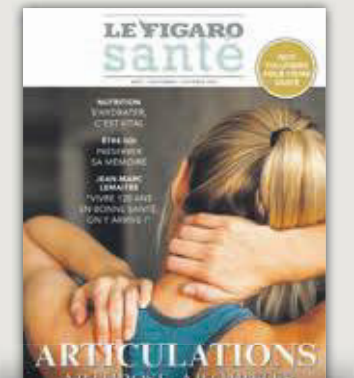
Isabelle TIXIER

le mardi 13 août 2024, à Olivet, à l'âge de 82 ans, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 août, à 10 h 30, en l'église de Neuville-sur-Sarthe, suivie de l'inhumation au cimetière, dans le caveau familial.

Les familles remercient les personnes pour leur présence ou pour les messes d'intention, ainsi que l'équipe médicale qui, par son dévouement, l'a accompagnée dans ses derniers moments.

Les éditions du Figaro En vente actuellement



LE FIGARO
le carnet du jour

TOUS LES EVENEMENTS DE LA VIE
S'ANNONCENT DANS LE CARNET DU JOUR

Téléphone : 01 56 52 27 27
carnetdujour@media.figaro.fr

LEFIGARO.FR/CARNETDUJOUR



Une Amérique imprégnée de la mémoire de l'esclavage

Adrien Jaulmes
Envoyé spécial à Montgomery (Alabama)

La question de la traite des Noirs et de son rôle dans la prospérité du pays puis la période de la ségrégation sont devenues le champ de bataille des guerres culturelles qui déchirent la société américaine.

De longs blocs de métal brunis par la rouille pendent au bout de tiges de fer. D'abord à hauteur d'homme, alignées par rangées comme des stèles inversées, ces plaques s'élèvent à mesure que le sol descend. Dans une demi-pénombre, il faut peu à peu lever le regard pour lire les inscriptions gravées dans l'acier. Chaque plaque porte le nom d'un comté du Sud, suivi par ceux d'hommes et de femmes, avec une date, allant de la deuxième moitié du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle. Sur certaines ne figure qu'un seul nom. Sur d'autres, plus d'une dizaine. Ou, parfois, la seule mention « *Inconnu* ».

Ces 805 stèles de métal, alignement macabre évoquant des cercueils suspendus, commémorent les victimes de lynchages publics répertoriés par les chercheurs de l'organisation Equal Justice Initiative. Leur travail, intitulé « Le lynchage en Amérique : confrontation de l'héritage de la terreur raciale », a répertorié 4400 victimes.

Inauguré en 2018, ce Memorial national pour la paix et la justice, à Montgomery, Alabama, s'inspire du même courant architectural que les monuments de l'Holocauste à Berlin ou celui des victimes des attentats du 11 septembre 2001 à New York. Utilisant les matériaux bruts et les formes abstraites et symboliques, jouant de la lumière et de la pénombre, il parvient à susciter une impression d'horreur et de fascination, et place les visiteurs dans une position comparable à celle des foules de spectateurs d'une pendaison.

Les lynchages raciaux culminent entre la fin de la Reconstruction, en 1877,

quand l'État fédéral américain renonce à imposer l'égalité raciale aux anciens États de la Confédération, et la période des droits civiques, dans les années 1960, lorsque les États-Unis surmontent par la contrainte la résistance du Sud.

Les lynchages, événements populaires qui attirent souvent des foules importantes, parfois immortalisés par des cartes postales, ne sont pas des exécutions extrajudiciaires dues à l'absence de tribunaux organisés, comme dans le Far-West. Ce sont des assassinats publics destinés à maintenir par la terreur un régime d'apartheid dans les États du Sud.

On aperçoit depuis le mémorial le dôme blanc du Capitole de l'Alabama. Devant l'édifice, en haut de l'escalier d'honneur, se trouve toujours la statue de Jefferson Davis, le président de la Confédération, dont Montgomery fut la première capitale. Un pâté de maisons plus loin, on visite sa modeste résidence, la « *première Maison-Blanche du Sud* », avec ses nappes et ses rideaux de dentelle. Des gravures romantiques célèbrent les défenseurs courageux et malheureux du Sud pendant la guerre de Sécession, appelée de préférence « *guerre entre les États* ». L'esclavage n'est mentionné dans aucune vitrine. C'est tout l'inverse au Legacy Museum (« *Musée de l'héritage* »). Construit non

Les lynchages, événements populaires qui attirent souvent des foules importantes ne sont pas des exécutions extrajudiciaires dues à l'absence de tribunaux organisés, comme dans le Far-West. Ce sont des assassinats publics destinés à maintenir par la terreur un régime d'apartheid dans les États du Sud

loin du mémorial sur le site d'un ancien entrepôt de coton où travaillaient des esclaves noirs, ce musée expose cette institution dans toute sa barbarie. La culpabilité de l'Amérique blanche y est dénoncée sans possibilité de rédemption : l'exposition explique que les Noirs ont été kidnappés par les Blancs en Afrique, sans mentionner le moindre intermédiaire africain, et que leur labeur a été la source principale de la prospérité américaine ; la guerre de Sécession et leur émancipation n'ont été qu'une transition vers une nouvelle forme d'op-

pression, celle des lois Jim Crow et de la terreur raciale des lynchages.

Même les droits civiques n'ont pas mis fin à l'injustice raciale, ouvrant, selon l'exposition, un nouveau et terrible chapitre, celui de l'incarcération de masse et du racisme contemporain. Le musée prend soin d'insister sur la participation des États du Nord à l'esclavage pratiqué dans le Sud, en rappelant que la traite des esclaves bénéficiait aussi aux armateurs de Boston et aux banquiers de New York, et avançant la thèse que la prospérité des États-Unis repose principalement et presque uniquement sur l'exploitation du travail des Noirs.

Cette lecture historique plaçant l'esclavage au centre de l'histoire américaine épouse largement la thèse popularisée par *Le Projet 1619*. Cet ouvrage collectif, dirigé par la journaliste et activiste Nikole Hannah-Jones, avait été publié dans un supplément du *New York Times* en 2019. Reprise depuis dans un livre à succès et un documentaire, la thèse fait de 1619, année de l'arrivée du premier navire chargé d'esclaves africains sur la côte nord-américaine, la date de la véritable fondation des États-Unis.

De nombreux historiens ont contesté les libertés prises avec les faits dans ce réquisitoire. Le *New York Times*, récompensé par un prix Pulitzer à l'époque, a depuis été surpris à apporter subrepticement des corrections au texte sur son site internet. Mais *Le Projet 1619* a néanmoins été inscrit au cursus de nombreuses écoles à travers les États-Unis, remplaçant parfois l'enseignement classique de l'histoire américaine.

Au lieu du récit traditionnel décrivant la fondation des États-Unis en 1776 comme celle de la première démocratie contemporaine, et son histoire comme une marche vers l'égalité et l'émancipation progressive de toutes les catégories de citoyens, *Le Projet 1619* présente l'esclavage comme le socle sur lequel repose l'ensemble de l'histoire du pays. Il popularise aussi les théories critiques de la race, corpus né dans les facultés de sociologie des universités américaines, qui affirment que les institutions et la société dans son ensemble, le système éducatif et la justice, le marché du travail et le logement ainsi que le système de santé sont imprégnés de racisme, et que les lois, règlements et procédures s'appliquent toutes en fonction de la race.

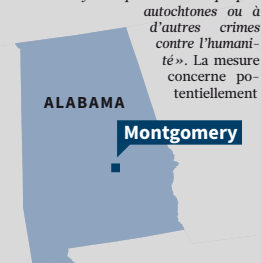
D'abord cantonnée au monde universitaire, cette lecture a pris au cours des dernières années une place centrale dans l'espace public. La gauche et le Parti démocrate se sont identifiés avec cette lutte des races venue remplacer la lutte des classes. Joe Biden a dénoncé les lois électorales prises par plusieurs États du Sud

comme un retour de Jim Crow, non donné aux législations à l'époque de la ségrégation et visant à rendre le vote des Noirs impossible.

La question de l'esclavage est devenue l'un des principaux champs de bataille des guerres culturelles qui déchirent la société américaine. Dans le sillage des émeutes suscitées par la mort de George Floyd, en 2020, le mouvement Black Lives Matter s'en est pris aux statues de confédérés dans le Sud mais aussi à des héros de l'histoire américaine au nom d'une lutte rétroactive contre l'esclavage.

Des statues de Christophe Colomb ont été vandalisées ou démantelées, les manifestants ont aussi attaqué des monuments représentant George Washington ou Thomas Jefferson, Abraham Lincoln et Ulysses Grant, pourtant vainqueurs de la guerre de Sécession.

Le mouvement s'est déplacé dans les institutions. Le comité des affaires culturelles de la ville de New York a recommandé en septembre dernier de retirer toute statue publique ou œuvre d'art représentant « *une personne ayant possédé des personnes réduites en esclavage ou ayant directement bénéficié économiquement de l'esclavage, ou ayant participé à des crimes systémiques contre les peuples autochtones ou à d'autres crimes contre l'humanité* ». La mesure concerne potentiellement



des dizaines de statues à travers la ville, en particulier celles de Washington et de Jefferson, ou l'ancien gouverneur hollandais Peter Stuyvesant. La mesure prévoit aussi une formation à la lutte contre le racisme pour les employés municipaux, et un groupe de travail « *examinera l'impact de l'esclavage et des injustices commises dans le passé à l'égard des Afro-Américains dans la ville de New York, ainsi que les réparations à apporter* ».

La question des réparations de l'esclavage, avancée par des associations et des groupes de militants, a jusqu'à présent été évitée par la plupart des États et demeure impopulaire dans l'opinion américaine. La Californie, quoique n'ayant

Le Mémorial national pour la paix et la justice de Montgomery. En arrière plan, de longs blocs de métal brunis par la rouille pendent au bout de tiges de fer. Ces 805 stèles, évoquant d'anciens cercueils suspendus, commémorent les victimes de lynchages publics répertoriés par les chercheurs de l'organisation Equal Justice Initiative. RAYMOND BOYD / GETTY IMAGES

jamais pratiqué l'esclavage, se trouve souvent à la pointe de l'expérimentation politique. Elle a formé en 2020 une commission chargée d'examiner les préjudices causés aux quelque 2,5 millions de résidents noirs de l'État « *par le racisme systémique et l'héritage de l'esclavage* ».

Son rapport, présenté au début de l'année 2024, recommande des réformes dans les domaines de l'éducation et du logement, mais aussi des excuses offi-

La question des réparations de l'esclavage, avancée par des associations et des groupes de militants, a jusqu'à présent été évitée par la plupart des États et demeure impopulaire dans l'opinion américaine

cielles aux Noirs et, surtout, des milliards de dollars de paiements directs en espèces. Le mois dernier, la Californie a voté un budget plus modeste d'une douzaine de millions de dollars.

Cette guerre culturelle a suscité des réactions. Une douzaine d'États, en particulier dans le Sud, ont examiné ou adopté des lois visant à retirer *Le Projet 1619* du cursus scolaire et à interdire l'enseignement des théories critiques de la race. Le Texas et la Floride ont été les deux premiers États à bannir explicitement *Le Projet 1619*. La Floride, que son gouverneur Ron DeSantis présente souvent comme l'« *État où les woke vont périr* », a imposé en 2023 un nouveau curriculum d'histoire où figure aussi la traite africaine et musulmane. Son message a été quelque peu brouillé par le tollé déclenché par un passage du curriculum expliquant que l'esclavage avait aussi permis aux esclaves d'« *acquérir des compétences* ». ■

Retrouvez demain :
Le Sud, épice de cette « question raciale » qui n'en finit pas de diviser

« La littérature est le moyen de penser un ailleurs face à une réalité qui s'écroule »

L'ÉTÉ DU FIGARO

La vie sans écrans 3/6

WILLIAM MARX

Comment échapper à l'appel des smartphones ? Qu'il s'agisse de tenter une déconnexion estivale, de repenser notre rapport aux écrans ou de fuir le tumulte du monde, plusieurs personnalités nous invitent cette semaine à renouer avec les joies que procurent le silence, la nature, la philosophie, la littérature, l'art et la conversation. Titulaire de la chaire de littératures comparées au Collège de France, William Marx* défend le pouvoir inégalable des livres de fiction pour nourrir notre imaginaire et donner du sens à nos existences.



SOPHIE CREPULISEE DORSAY

Quand elle fonctionne bien, une nation veut raconter une histoire ensemble. Elle se réfère à une histoire passée et veut continuer de s'inscrire dans un récit collectif »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Martin Bernier

LE FIGARO. - Dans votre livre *Un été avec Don Quichotte*, vous dites que le héros de Cervantès trouve dans la littérature un repère dans un monde en crise. Quel parallèle faites-vous entre notre époque et le siècle d'or espagnol ? Et en quoi cet anti-héros malmené par les livres peut-il nous inciter à lire ?
WILLIAM MARX. - Don Quichotte est un enfant de la crise : une crise de la place de l'Europe dans le monde avec la découverte du Nouveau Monde, une crise religieuse avec la Réforme protestante, une crise existentielle avec la révolution copernicienne qui apprend aux hommes que la Terre n'est pas au centre de l'univers. Toutes proportions gardées, nous vivons une crise comparable, avec le dérèglement climatique, le renouvellement des modèles sociaux, le rééquilibrage entre les différents continents et le surgissement d'événements monstrueux aux portes de l'Europe comme la guerre en Ukraine et les derniers développements du conflit israélo-palestinien. Dans ce contexte, la littérature est le moyen de penser un ailleurs, de retrouver des bases à côté d'une réalité qui s'écroule. Le monde idéal est celui qui va permettre de trouver un point fixe, un ancrage.

Il est intéressant de voir par exemple qu'on ne sait jamais quel est le nom authentique du personnage de Don Quichotte ; ce pseudonyme chevaleresque que se choisit l'hidalgo est le seul nom qui sera fixe tout au long du roman. On peut y voir une métaphore : quand la réalité s'écroule, c'est le monde des idées, de la fiction, qui nous donne des modèles pour vivre. Et c'est bien ce que fait Don Quichotte : dans un monde qui a perdu toute valeur, il vit sa vie en héros de roman en défendant les valeurs chevaleresques de justice et de défense des opprimés. Il montre en ce sens que les valeurs de l'idéal et de l'utopie sont des valeurs fondamentales qui nous permettent de trouver un cap quand tout devient flou autour de nous.

À première vue, on pourrait croire qu'un roman comme *Don Quichotte* est une condamnation de l'illusion littéraire, puisque son protagoniste principal prend les moulins à vent pour des géants, et donc ne voit pas la réalité telle qu'elle est. Mais on se rend compte dans un second temps que, si Don Quichotte est un peu fou, en

vérité le monde autour est encore plus fou que lui. Face à la désorientation de son époque, Don Quichotte retrouve dans l'idéal romanesque une raison de vivre. Lorsqu'il meurt, ce n'est d'ailleurs pas parce qu'il a été battu en duel, mais parce qu'il a perdu toute illusion, et donc toute raison de vivre. La littérature est un moyen de retrouver un espace de liberté intérieure, de liberté intellectuelle, spirituelle, de l'imagination, dans un monde qui ne cesse de nous opprimer et de vouloir ronger notre temps disponible. Une des grandes vertus de la littérature et du roman de Cervantès, c'est de montrer la grande ambiguïté de l'illusion. L'illusion et la fiction sont à la fois la pire et la meilleure des choses. C'est ce que disait Ésope de la langue, et c'est aussi vrai de la littérature. Même si je suis plutôt de ceux qui pensent que c'est la meilleure des choses !

Pourtant les plus grands écrivains qui créent des personnages de lecteurs - qu'il s'agisse de Flaubert avec Emma Bovary ou de Cervantès avec Don Quichotte - ne peuvent s'empêcher de les tourner en dérision. La littérature a-t-elle du mal à produire un discours sérieux sur sa propre utilité ? C'est une caractéristique de la littérature moder-

ne que de se mettre elle-même en question. La littérature est un art éminemment spéculatif et un art critique qui s'interroge lui-même ; ce n'est pas un art qui se prend nécessairement au sérieux. Et se prendre au sérieux, c'est la pire des choses ! On représente souvent le mauvais lecteur, le lecteur naïf, comme celui qui prend les fictions romanesques pour la réalité. Mais ce que veut nous dire par là la littérature, c'est que le roman est le seul discours qui ne ment jamais, parce que le roman, en se dénonçant lui-même comme fiction, ne veut pas tromper, contrairement à la philosophie qui, elle, prétend énoncer une vérité dogmatique sur le monde. Dans un monde qui est gouverné par la bêtise - que condamnait Flaubert -, la littérature est le seul discours qui puisse à la fois attaquer la bêtise et s'attaquer elle-même.

Au-delà de l'autocritique ironique des écrivains, la littérature est parfois réellement conspuée, et des livres sont brûlés à l'époque de Don Quichotte. Aujourd'hui, on a le sentiment que les discours contre la littérature et ses prétendus effets néfastes ont quasiment disparu en Occident, mais qu'en même temps on lit de moins en moins. Après la « haine de la littérature », faut-il craindre l'abandon de la littérature ?

Le plus dangereux pour la littérature, c'est qu'on ne parle pas d'elle. Quand il y a des volontés de censure, cela veut dire qu'on considère qu'il y a un danger dans la littérature et donc qu'elle agit. Je suis toujours heureux lorsqu'il y a un scandale littéraire, quand un livre fait événement, provoque. C'est très important et absolument salutaire pour la littérature que des livres fassent scandale. Le pire danger, c'est l'indifférence : qu'on s'écarte peu à peu de la littérature sans lui accorder d'importance. Or c'est globalement ce qui arrive. Et ce n'est pas nécessairement de la faute de la littérature elle-même, mais surtout parce qu'il y a une énorme concurrence de la part des médias audiovisuels - ce qui inclut le cinéma, la télévision et désormais l'ensemble des écrans de nos téléphones portables et ordinateurs qui s'insinuent dans tous les moments de la journée.

Les statistiques et les études le montrent malheureusement très bien : si la lecture se maintient assez bien dans les couches les plus âgées de la population, les jeunes passent des heures chaque jour sur les écrans. Cela fait autant de temps en moins pour la lecture. C'est une tendance très dangereuse qu'on observe dans le monde entier, et il y a un vrai combat à mener pour que les gens aient encore le courage et fassent l'effort de lire. Car la grosse différence entre les écrans et la lecture, c'est que l'écran déverse sur vous des images sans qu'il n'y ait rien à faire, tandis que la lecture demande un effort actif, celui de se mettre devant un texte et de lire. Face aux médias audiovisuels qui nous enveloppent d'images et de son Dolby stéréo, la littérature n'arrive qu'avec ses pauvres mots. Et le lecteur doit insuffler toute son imagination, tout son pouvoir créateur, à l'intérieur de ces mots. Il y a une utilisation active de l'esprit pour créer de la réalité à partir des textes littéraires de fiction. C'est quelque chose que rien ne pourra jamais remplacer. Ce n'est donc pas parce que les écrans sont là que la littérature perd ses pouvoirs. Au contraire !

Ce qu'il faut montrer à la jeunesse, c'est que la littérature est un exercice intellectuel, un véritable sport. Paul Valéry disait, à une époque où le cinéma commençait à se diffuser dans la société, que la littérature resterait comme un sport intellectuel. On sort des Jeux olympiques, où l'on s'est extasié à juste titre devant ces athlètes qui savent s'entraîner et porter leur corps au maximum de ses capacités : le lecteur et l'écrivain sont capables, par l'écriture comme par la lecture, d'entraîner leur cerveau dans des espaces qui ne sont pas atteignables autrement. Porter ce discours de la lecture comme un sport permet peut-être, à l'issue de ces formidables Jeux olympiques, de faire un peu de réclame pour cet art du langage.

L'Église a longtemps fait partie de ces institutions méfiantes à l'égard de certaines œuvres littéraires. Mais dans une lettre « Sur le rôle de la littérature dans la formation » publiée à la mi-juillet, le pape François a écrit que la littérature était « une voie d'accès » vers le sacré. Cette prise de position vous a-t-elle étonné ?

Cette lettre du pape est un texte tout à fait remarquable qui m'a sidéré quand je l'ai découvert. Car

en plus de faire un éloge assez classique des pouvoirs de la littérature, le pape y affirme qu'elle nous enseigne à voir la complexité du réel : un réel qui n'est pas univoque, qui n'est pas uniquement du côté du bien ou du mal, qui reconnaît que la frontière entre le juste et l'injuste est toujours floue. En nous invitant à nous mettre « à la place de », elle nous permet d'exercer notre pouvoir de discernement moral. Ce que dit le pape - c'est tout à fait extraordinaire dans la bouche d'un pape -, c'est que même lorsque nous sommes choqués par un texte, lorsqu'il provoque l'ennui ou la désolation, qu'il ne correspond pas à nos valeurs, cela signifie que le bon esprit agit en nous. En héritier direct d'Ignace de Loyola, il voit dans la lecture littéraire une capacité de mise en situation et d'éveil de l'esprit de discernement.

Et plutôt que de convoquer uniquement le canon de la littérature catholique - Dante, Bernanos, Claudel, Mauriac -, le pape cite Proust, Cocteau, Borges ; il dit clairement qu'on doit tout lire, et pas seulement la littérature religieuse ou édifiante. Car la littérature correspond, dit-il, au premier devoir donné à l'homme par Dieu dans la Genèse : savoir nommer les êtres et les choses.

Il cite un autre écrivain qui vous est cher, T. S. Eliot, et évoque son diagnostic de la crise religieuse comme le produit d'une « incapacité émotionnelle » généralisée. Est-ce aussi le rôle de la littérature que de remédier à cette « incapacité émotionnelle » ?

Beaucoup d'écrivains explorent effectivement cela. Je pense en particulier à Emmanuel Carrère, dans son livre *D'autres vies que la mienne* : la littérature est ce qui permet d'explorer d'autres vies que la sienne propre. Elle nous oblige à entendre « la voix de quelqu'un », comme dit Borges. Nous entrons dans la psyché d'autrui par la littérature, plus que nous ne le faisons par des images. Les images sont des choses qui sont devant nous ; la littérature est une voix que nous faisons retentir à l'intérieur même de nous. Quand on veut comprendre d'autres cultures, d'autres expériences, d'autres classes sociales ou d'autres genres, la radio, la télévision, le cinéma, la presse peuvent nous fournir des informations. Mais la littérature, en nous faisant rentrer dans d'autres personnages, nous fait découvrir des mondes qui nous paraissent inimaginables. En lisant le chef-d'œuvre d'Orhan Pamuk, *Neige*, qui se passe à la fin des années 1990 dans des provinces reculées de l'Anatolie orientale, en Turquie, j'ai bien mieux compris la complexité d'un certain islam radical qu'en lisant des articles ou en regardant des documentaires.

Dans votre livre, vous expliquez aussi combien le récit et l'imaginaire peuvent donner à un pays l'envie d'écrire l'histoire. La littérature permet-elle de donner un sens à la vie ensemble ? Quand elle fonctionne bien, une nation veut raconter une histoire ensemble. Elle se réfère à une histoire passée et veut continuer de s'inscrire dans un récit collectif. Cela ne veut pas dire que les récits qu'on se raconte sont intouchables : les récits ne cessent de se modifier, avec les travaux des historiens et les transformations culturelles. Mais l'idée de travailler ensemble à raconter une histoire au monde, c'est quelque chose qui reste valable ; c'est la question même de l'idéal et de l'utopie que l'on veut faire advenir. C'est valable au niveau d'une nation, d'un peuple, d'un continent, mais aussi au niveau d'un couple ! Raconter une histoire à deux permet à beaucoup de couples de tenir : « On a tellement bien commencé, pourquoi ne pas continuer sur cette lancée » ? Ce sont des choses que peut nous dire la littérature ; on peut vivre une belle histoire d'amour parce qu'on a lu des histoires d'amour. On se compare aux grands héros de la littérature. Et je pense qu'on peut trouver dans la littérature, de Chrétien de Troyes à Duras, en passant par Montaigne, Hugo et Proust, des raisons de continuer à être fier d'être français comme d'être citoyen de l'Europe et du monde. Il suffit pour cela d'élargir ses lectures et de se plonger dans Shakespeare, Dante, Rilke, Borges, Sei Shônagon et bien sûr Cervantès !

* Écrivain et critique littéraire, professeur au Collège de France, William Marx a notamment publié « La Haine de la littérature » (Éditions de Minuit, 2015), « Des étoiles nouvelles. Quand la littérature découvre le monde » (Éditions de Minuit, 2021) et, plus récemment, « Un été avec Don Quichotte » (Éditions des Équateurs, 2024).

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littérature), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 13h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semestre : 415 € Week-end
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Alliergite. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier 100% recyclé par l'écocollaboration
sous le numéro PFI 011/011. Europrintation PFI 011/011 kg/tonne de papier.

Ce journal
se compose de :
Édition nationale
30 pages
Châlier 2 Économie
Châlier 3 Toyota
8 pages

« Harry Potter », le livre qui a changé la littérature

Alice Develey et Madeleine Meteyer

Refusée une douzaine de fois par des éditeurs, la saga fantastique a révolutionné la littérature jeunesse. Comment expliquer un tel phénomène ?

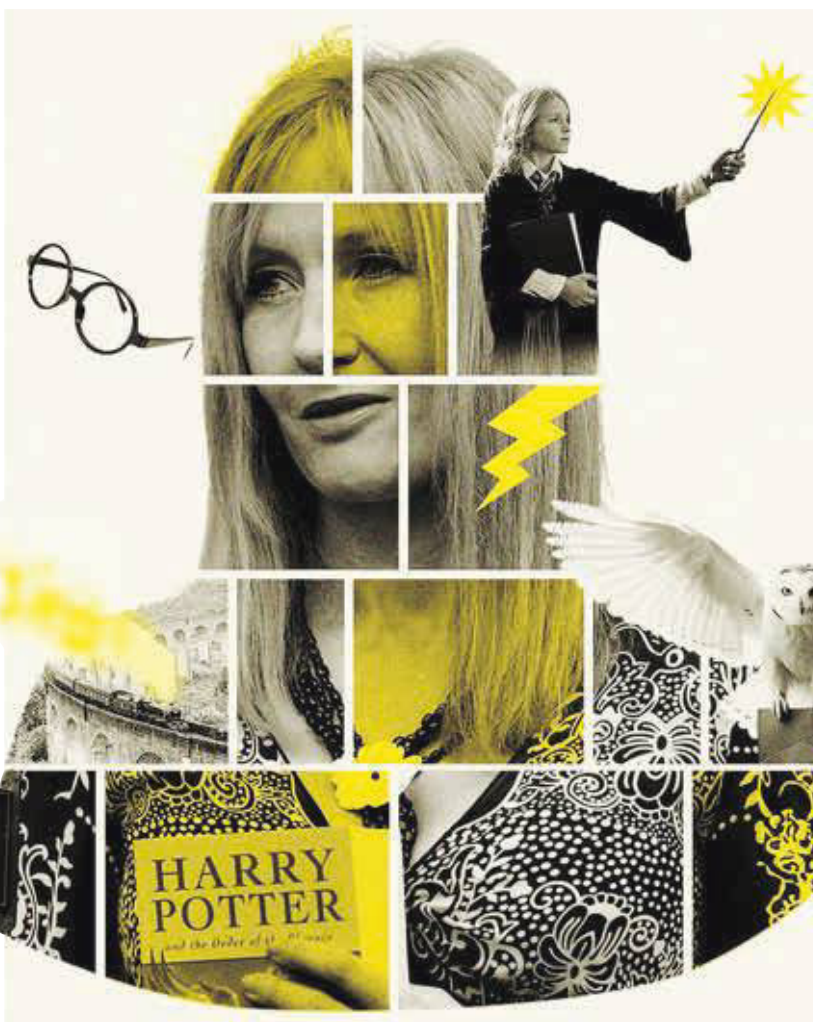
Ce 20 juillet 2007, quelque part dans les rues de Londres, le plus célèbre auteur du monde s'engouffre dans un taxi. La nuit est tombée. J.K. Rowling en chemise à paillettes observe le paysage. Elle paraît calme. Son cœur bat pourtant fort. « Je n'en reviens pas d'être là. Je suis surexcitée. » Dans quelques heures, elle aura bouleversé l'édition mondiale. New York, Sydney, Cape Town, Rio... Aux quatre coins de la planète, ce sont les mêmes scènes d'enfants hurlant dehors, le même compte à rebours. « 5, 4, 3, 2, 1... » Le 7^e et dernier roman de *Harry Potter*, sous clé jusqu'à minuit et une seconde, est enfin disponible. Au Muséum d'histoire naturelle, devant une assemblée soudain muette, J.K. Rowling, jambes croisées dans des escarpins caramél, prononce lentement : « Chapitre 1, *L'ascension du Seigneur des ténèbres*... »

Les fans ont attendu dix ans et seize heures pour connaître la fin de l'histoire du sorcier le plus connu de tous les temps. J.K. Rowling l'avait prophétisé dans *Harry Potter à l'école des sorciers* : « Il va devenir célèbre – une véritable légende vivante (...) On écrira des livres sur lui. Tous les enfants de notre monde connaîtront son nom. » Aujourd'hui, on déguste des « bi-raubeurre » dans des bars, on célèbre des mariages aux couleurs de Gryffondor, on trouve un serpent du nom de Trimeresurus Salazar en référence à Salazar Serpentard en Inde, et un crabe baptisé Harryplax severus dans l'océan Pacifique. Mais, sans la ténacité de l'auteur, et la confiance d'un jeune éditeur, *Harry Potter* n'aurait jamais pu voir le jour.

Hiver 1997, Barry Cunningham reçoit sur sa table une pile de feuilles. Il est encore nouveau dans la petite maison d'édition Bloomsbury qui l'a sollicité pour lancer sa collection jeunesse. « Je constatais qu'il n'était pas de la première fraîcheur et que beaucoup d'autres personnes l'avaient déjà lu », nous avait-il raconté il y a cinq ans. Sûrement, le papier était-il corné et secrétait cette odeur de café qui ne tenait qu'à lui. « Je ne savais pas à ce moment-là qu'il avait été refusé », selon les versions, par 10, 11 ou 12 éditeurs, « mais j'ai tout de suite pensé que l'histoire d'amitié entre les personnages, plus que l'univers magique, plairait aux enfants. »

Et il a du nez. Le livre a fait son chemin grâce aux enfants par le bouche-à-oreille dans les cours d'école. *Harry Potter* est apparu comme un moyen « d'atteindre la magie en soi », nous expliquait Cunningham. « Il inspire les enfants qui se demandent : "Que ferait Harry à ma place ?" Il est devenu une figure de la liberté ; il donne le courage d'être soi, de faire face à l'autorité et d'agir pour ce qu'on considère être juste. » Est-ce pour cela qu'il a séduit et continué de séduire la planète, poursuit Hedwige Pasquet, présidente de Gallimard Jeunesse. « L'amitié, la liberté, la justice... Ce sont ces valeurs qui en font un classique. Les enfants s'identifient à *Harry Potter*, c'est un antihéros : il n'est pas brillant en classe, il a des défauts. Les parents, eux, retrouvent la valeur de la famille, du savoir, de la connaissance, de la transmission... »

L'éditeur avait-il fleuré le succès du livre ? « J'adorerais le prétendre, mais non. » D'ailleurs, quand J.K. Rowling et Cunningham se rencontrent pour la première fois et qu'elle lui demande ce qu'il pense des sagas alors qu'elle a déjà l'idée des sept tomes de *Harry Potter* en tête, il tempère ses ardeurs. J.K. Rowling l'a longtemps charrié à ce sujet. « Je lui avais conseillé de garder son travail, parce qu'elle ne ferait jamais fortune avec les livres pour enfants. » Il faut dire



de tirage explosent, les ventes deviennent extraordinaires. Aujourd'hui, les sept tomes ont dépassé les 500 millions d'exemplaires et les 36 millions en langue française. La génération *Harry Potter* grandit, transmet sa passion.

L'écrivain Erik Lhomme se souvient de la lecture du premier tome, à la lampe frontale, emmitouffé dans son duvet, alors qu'il est parti pour trois jours de ski de randonnée dans le Vercors en décembre 1999 ; Clémentine Beauvais se rappelle une voiture, un siège arrière sur lequel elle tentait de lire les tomes 2 et 3 à la lumière des spots sur l'autoroute. La nuit n'est pas non plus très loin chez Blandine Le Callet. En 1999, l'auteur a 30 ans et deux enfants de 5 et 3 ans. Alors qu'elle a épuisé toutes les histoires du soir, elle tombe par hasard sur le nom du sorcier et « en deux ou trois soirs de lecture, mes enfants et moi tombons dans le chaudron. Un chapitre par soir ne suffit plus ». Épanchement du monde fantastique dans le réel.

« Quand s'achève le tome 3, poursuit Blandine Le Callet, les enfants me réclament la suite. Gros désappointement lorsque leur annonce qu'elle n'est pas encore parue. Il va

fallait attendre que J.K. Rowling ait fini de l'écrire. *Harry Potter*, c'est aussi l'apprentissage de l'attente, avec tout ce qu'elle comporte de délice et de frustration. » De la patience ? Très peu pour Clémentine Beauvais. Pour le 4^e tome, je ne parlais pas anglais. J'ai tout de même persécuté mes parents pour qu'ils me l'achètent en anglais et je l'ai lu avec un dictionnaire pour tenter de tout comprendre, j'ai passé un mois à le déchiffrer comme une version latine.

Si *Harry Potter* fait lire, il fait aussi écrire. C'est parce que l'écrivain David Foenkinos – prix Renaudot 2014 pour *Charlotte* – est tombé « un peu par hasard » sur l'interview de la directrice de casting qui avait auditionné plus de 300 jeunes Anglais pour le rôle du célèbre sorcier, qu'il s'est intéressé à celui qui n'a pas été choisi face à Daniel Radcliffe et a composé son palpitant roman *Numéro Deux* (Gallimard). Pour autant, J.K. Rowling n'a pas été une influence littéraire. Foenkinos n'a lu que le premier tome. Quant à Clémentine Beauvais, elle est très claire, si *Harry Potter* a eu « une influence existentielle, il n'a pas eu d'influence dans mon écriture ». Erik Lhomme non plus ne parlerait pas de Rowling comme d'une figure tutélaire. « *Harry Potter* n'a pas influencé ma plume : il l'a libérée, en me prouvant qu'il y avait un public pour le genre d'univers que je portais en moi. C'est après la lecture du Prisonnier d'Azkaban que j'ai commencé la rédaction de *Qadehar* le Sorcier premier tome du Livre des Étoiles – premier grand format français de l'histoire de Gallimard Jeunesse – sorti en juin 2001. Sans *Harry Potter*, Guillemot n'aurait sans doute jamais existé. »

Le parcours de l'œuvre *Harry Potter* est devenu un mythe. Et comme tel, il a dépassé son auteur, au point que nombre de ses lecteurs s'en sont emparés, l'ont répété, enjolivé. « Le théoricien de la littérature jeunesse Victor Watson dit que les bonnes séries donnent l'impression d'entrer dans une pièce pleine d'amis », fait remarquer la traductrice, Clémentine Beauvais. C'est au sens littéral ce qu'il s'est passé avec *Harry Potter*. Avec l'arrivée concomitante d'Internet, les admirateurs ont pu écrire une nouvelle page de l'œuvre. Jusqu'à souhaiter se passer de son auteur. Récit au prochain épisode. ■

Retrouvez demain :
Les « Potterheads », ces fans qui ne comprennent plus J.K. Rowling

qu'à l'époque, si cela n'a pas encore vraiment changé, « la littérature pour jeunesse est perçue comme un sous-genre », analyse Jennifer Duggan, professeur agrégée d'anglais à Drammen. « Une grande partie de ces livres mettaient en scène les mêmes personnages, qui ne grandissaient pas ou, du moins, ne changeaient pas. »

Pour Blandine Le Callet, auteur du formidable *Le Monde antique* de *Harry Potter* (Stock, 2018), J.K. Rowling est allée à l'encontre des habitudes de lecture de l'époque, car « elle propose à ses jeunes lecteurs une œuvre à la fois abordable et complexe, pleine de fantaisie, d'humour, mais aussi très grave et parfois noire ». Une littérature qui fait encore la différence aujourd'hui. « L'époque est plutôt à la simplification des ouvrages destinés à la jeunesse, souvent sous la pression des éditeurs. Dans certaines collections de littérature jeunesse, les auteurs ont pour consigne de ne pas faire trop long, de n'employer que l'indicatif présent, de s'en tenir à des mots simples. Les enfants sont considérés comme des petits consommateurs pas très éveillés. Avec *Harry Potter*, J.K. Rowling les considère comme des êtres intelligents, accessibles à la complexité. »

Alors il faut se rendre compte de la révolution qui s'opère avec *Harry Potter*. Plus de 300 pages, une forme sérielle, des personnages qui grandissent avec leurs lecteurs, des thèmes politiques, philosophiques, féministes sans oublier un style ! Relisons les premières phrases du tome 1 : « M. et Mrs Dursley, qui habitaient au 4, Privet Drive, avaient

toujours affirmé avec la plus grande fierté qu'ils étaient parfaitement normaux, merci pour eux. » Déjà, perçue l'humour de la Britannique. L'écriture est simple mais pas simpliste. Et puis, *Harry Potter* c'est une néologie fascinante, judicieusement traduite par Jean-François Ménard, une maîtrise de la langue et différents niveaux de lecture qui permettent

« La plupart des grandes œuvres jeunesse parlent aussi au public adulte. On les lit avec un regard différent à 10 ou à 50 ans, mais elles ont pour particularité d'intéresser toutes les générations, parce qu'elles combinent l'esprit d'enfance et l'humour à une intelligence aiguë du monde »

Muriel Barbéry Romancière

l'alchimie entre le texte et le lecteur. « En tant qu'antiquaire, j'admire particulièrement la multiplication des références à l'Antiquité gréco-romaine dans la saga *Harry Potter*, à travers les formules magiques, les mots de passe, le prénom des personnages, etc. », s'exclame Blandine Le Callet. Cette modestie dans l'érudition augmente encore l'admiration que j'ai pour son œuvre. »

Il y a la plume, il y a aussi les influences de J.K. Rowling. « Elle est in-

fluencée par la mythologie, par les histoires d'écolières avec Enid Blyton, il y a des côtés Disney, avec les objets qui parlent, elle est influencée par les classiques : Jane Austen, par l'ironie », analyse de son côté Clémentine Beauvais, enseignante-chercheuse en sociologie et philosophie de l'enfance à l'université d'York, traductrice de *L'ickabog* (Gallimard), le conte de J.K. Rowling paru en 2020. Son œuvre mêle tous les genres, depuis le Bildungsroman à la fantasy, en passant par le roman gothique et d'initiation, le réalisme et le merveilleux.

Et puis, comme entre le réel et la magie, la frontière entre l'enfance et l'âge adulte n'est pas étanche. « La plupart des grandes œuvres jeunesse parlent aussi au public adulte. On les lit avec un regard différent à 10 ou à 50 ans, mais elles ont pour particularité d'intéresser toutes les générations, parce qu'elles combinent l'esprit d'enfance et l'humour à une intelligence aiguë du monde », relève l'écrivain Muriel Barbéry, auteur de *L'Élégance du hérisson*. « Chacun peut s'identifier aux personnages décrits, abonde Jennifer Duggan, aucun d'eux n'est parfait. Ils ont des vices, des besoins, des désirs compliqués. »

Révolutionnaire, *Harry Potter* l'a aussi été dans le monde éditorial. D'abord dans son format, rappelle Hedwige Pasquet de Gallimard Jeunesse. « À l'époque, les livres jeunesse étaient essentiellement en livre de poche. *Harry Potter* est arrivé en grand format pour le 4^e volume. » Qui bénéficie d'une sortie internationale, sans commune mesure avec les trois premières. Soudain, les chiffres

LE FIGARO économie

COMMERCE

LES SITES CHINOIS TEMU
ET SHEIN CHANGENT NOTRE
FAÇON DE CONSOMMER PAGE 24



LAGARDÈRE

POUR SE DÉSENDETTER, ARNAUD
LAGARDÈRE CÈDE DE NOUVEAU
DES ACTIONS À VIVENDI PAGE 27



L'Europe va surtaxer les voitures produites en Chine



Bruxelles a franchi une nouvelle étape dans son combat contre les subventions de Pékin à son industrie automobile, en proposant des surtaxes allant jusqu'à 36,3%. PAGE 22

Les tarifs de la future consigne sur le verre dévoilés

La consigne du verre devrait s'élever « autour de 20 ou 30 centimes » par bouteille ou bocal : l'éco-organisme Citeo a précisé, mardi, quelques modalités de cette pratique, qui doit faire son retour en France. La consigne va en effet être expérimentée dans quatre régions (Pays de la Loire, Bretagne, Normandie, Hauts-de-France) à partir du printemps

2025, et concernera 16 millions de Français. L'éco-organisme espère, à terme, une « généralisation » à l'échelle nationale. La mise en production de ces emballages est prévue à partir d'octobre 2024, selon Citeo, qui table sur une installation des dispositifs de collecte en magasin à compter de mars 2025, avant une commercialisation en mai.

Les premiers emballages disponibles seront les bouteilles d'un litre à goulot large, contenant des jus de fruits et des soupes, avant les grandes bouteilles ambrées de 75 cl notamment pour la bière, puis les bocaux de conserves, compotes et fromages blancs, avant les bouteilles ambrées de 33 cl, a précisé Jean Hornain, directeur général de Citeo.

Outre sa visée écologique, cette initiative, développée avec l'appui du syndicat Brasseurs de France, a été facilitée par l'envolée des prix du verre l'année dernière. L'enjeu, rappelle Citeo, est colossal : atteindre 10 % d'emballages réemployés d'ici à 2027, conformément à la loi Agéc sur l'économie circulaire, contre moins de 1 % globalement aujourd'hui.

> FOCUS

L'ALLOCATION DE RENTRÉE POUR 3 MILLIONS DE FOYERS

Fournitures scolaires, cartables, vêtements, chaussures... Depuis mardi, l'allocation de rentrée scolaire (ARS) est versée par les caisses d'allocations familiales à quelque 3 millions de foyers modestes pour les aider à faire face aux dépenses d'équipement des enfants. Cette prestation sociale, réévaluée d'une vingtaine d'euros cette année pour tenir compte de l'inflation, s'élève à 416,40 euros par enfant de 6 à 10 ans, à 439,38 euros pour les 11-14 ans et à 454,60 euros pour les adolescents de 15 à 18 ans. Au total, 5 millions d'enfants de 6 à 18 ans, scolarisés ou en apprentissage dans un établissement public ou privé, sont concernés.

Pour en bénéficier, ce sont les ressources de l'année N - 2 qui sont prises en compte, soit les ressources 2022 du foyer. Les plafonds à ne pas dépasser dépendent du nombre d'enfants : 27 141 euros pour 1 enfant à charge ou 45 930 euros pour 4 enfants à charge, par exemple.

Alors que cette allocation est parfois accusée de financer l'achat d'écrans plats ou d'autres dépenses, certains avaient proposé de la remplacer par des bons d'achat. Les associations, elles, jugent son niveau insuffisant pour couvrir les frais de scolarité. Et ce, même si, après deux années d'augmentation, la rentrée devrait coûter moins cher aux familles, compte tenu du ralentissement de l'inflation. Selon le baromètre annuel de Familles de France, le coût des fournitures pour un élève de sixième est en baisse de 1,27 %, tandis que la Confédération syndicale des familles pointe un recul global du budget des familles de 6,8%. M.-C. R.

L'ÉTÉ DU FIGARO

LES FOLLES
CROYANCES
DE LA SILICON
VALLEY 3/6 PAGE 27

LA SÉANCE

DU MARDI 20 AOÛT 2024

	CAC 40	7485,73	-0,22%
	DOW JONES	40857,42	-0,10%
	ONCE D'OR	2424,00 (2424,00)	
	PÉTROLE (Brent)	77,570 (77,830)	
	EUROSTOXX 50	4856,36	-0,31%
	FOOTSIE	8273,32	-1,00%
	NASDAQ	19758,64	-0,04%
	NIKKEI	38062,92	+1,80%

L'HISTOIRE

Boeing visé par une enquête, pour siège de pilote « incontrôlable »

Boeing sortira-t-il un jour de la tourmente ? Après l'affaire de la porte arrachée sur un vol Alaska Airlines en janvier, la descente aux enfers se poursuit pour l'avionneur américain.

Dernier épisode en date : des sièges de pilote qui deviennent incontrôlables sur les Boeing 787. Cette défaillance de taille a poussé le régulateur américain de l'aviation civile (FAA) à ordonner lundi l'inspection des cockpits de 737 appareils à travers le monde. À l'origine de cette décision, un événement de mars dernier : un 787 Dreamliner de la compagnie chilienne Latam perd soudainement de l'altitude, et une cinquantaine de passagers sont blessés. Un rapport sur ce vol qui relie Sydney (Australie) à Auckland (Nouvelle-Zélande) fait

alors état d'un « mouvement vers l'avant non maîtrisé du siège du commandant de bord ayant entraîné une descente rapide ». Le mouvement brusque a provoqué une mauvaise manipulation du pilote. L'incident est loin d'être isolé, puisque quatre autres occurrences similaires ont depuis été



rapportées par Boeing au régulateur. C'est une nouvelle enquête pour Boeing et une énième mauvaise nouvelle pour son patron, Kelly Ortberg, qui a pris ses fonctions il y a moins de deux semaines. Et, comme si cela ne suffisait pas, Boeing a dû suspendre les vols d'essai de son futur avion long-courrier 777-9 après la découverte ce week-end d'une fragilité structurelle sur l'une des pièces de fixation du moteur. De quoi retarder encore la certification de cet avion, déjà en retard de cinq ans sur son calendrier initial. ■

MAXENCE FONTAINE

Grippe aviaire : lancement de la vaccination des canards le 1^{er} octobre

La campagne 2024-2025 de vaccination des canards contre la grippe aviaire sera lancée le 1^{er} octobre en France, a annoncé le ministère de l'Agriculture. En reconduisant cette opération, menée pour la première fois l'an dernier, l'État veut empêcher la diffusion de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) après la détection d'un foyer, le 12 août, en Bretagne. « En anticipation de cette campagne, l'État a sécurisé la disponibilité en vaccins contre l'IAHP en commandant, dès début juillet, 67,75 millions de doses de vaccins auprès des laboratoires Ceva Santé animale et Boehringer Ingelheim Animal Health », a précisé l'exécutif. L'opération était attendue par les éleveurs de canards à foie gras. L'an dernier, la campagne de vaccination avait permis de limiter la contagion : une dizaine de foyers seulement ont été détectés depuis l'automne 2023. Lors de la première campagne, l'État avait pris en charge jusqu'à 80 % des

coûts. Cette fois, ce sera un peu moins, à savoir « 70 % des coûts générés par les trois premiers mois de cette campagne ». Le gouvernement estime que la filière doit également participer au financement de cette vaccination à l'heure où les comptes publics sont dans le rouge vif. Présent en Amérique, en Europe, en Afrique et en Asie, le virus de la grippe aviaire a touché la France entre 2015 et 2017 et est présent, quasiment en continu, dans le pays depuis fin 2020. Cela a provoqué l'euthanasie de millions de volailles, dont l'impact économique se chiffre en milliards d'euros. Fin 2023, la vaccination a été rendue obligatoire dans les élevages de plus de 250 canards. « À la date du 20 août 2024, plus de 50 millions de canards ont ainsi fait l'objet d'une vaccination contre l'IAHP », indique le ministère de l'Agriculture. L'Hexagone est le seul pays d'Europe à imposer cette vaccination.

LE FIGARO AVEC AFP

Bruxelles recommande de taxer lourdement les voitures chinoises

Solemn Paulic

La Commission propose des droits de douane différents selon les constructeurs en fonction des subventions versées par Pékin.

L'heure du verdict approche pour les droits de douane que l'Union européenne compte imposer aux véhicules électriques chinois. Sauf surprise parmi les Vingt-Sept, qui voteront sur le sujet d'ici fin octobre, la Commission devrait en effet décider d'appliquer dans la foulée – et pour cinq ans – des taux allant jusqu'à 36,3 % du prix au différents constructeurs visés, selon le niveau de subventions perçues. En plus des 10 % de taxes déjà appliquées. Elle a en effet affiné mardi les résultats de son enquête lancée en octobre 2023. Trois entreprises chinoises sont visées : SAIC, partenaire de Volkswagen en Chine et dont la MG4 est le véhicule électrique le plus vendu en Europe, BYD et Geely. Ils pourraient se voir appliquer des taxes supplémentaires respectives de 36,3 %, 17 % et 19,3 %.

Des taux légèrement plus bas que ceux annoncés le 4 juillet (37,6 %, 17,4 % et 19,9 %) qui s'expliquent par les dernières informations livrées par ces mêmes constructeurs. Les fabricants européens basés en Chine en contrepartie, comme BMW, Dacia ou Stellantis, seront soumis aux mêmes tarifs s'ils reçoivent le même niveau de subventions. Tous les autres constructeurs ayant bien coopéré pourront bénéficier de taux réduits, de 21,3 %. Dans le cas contraire, ils écoperont aussi du taux maximum. Mais la Commission a aussi livré une bonne nouvelle pour Tesla, qui a pu prouver qu'il ne bénéficiait pas de subventions massives chinoises, se finançant « par ses propres ressources », selon un fonctionnaire. La marque d'Elon Musk ayant par ailleurs « pleinement coopéré » avec Bruxelles, les exportations de Tesla assemblées en Chine vers l'UE ne seront donc taxées que de 9 % supplémentaires. Une victoire pour le milliardaire américain.

Ces barrières protectionnistes vont-elles donner du répit aux constructeurs basés dans l'UE ? C'est tout l'objectif de cette décision et de l'enquête poussée en 2023 par plusieurs pays membres, en premier lieu la France et l'Italie, complètement à contre-courant de Berlin. Les ventes de véhicules électriques à batterie (VEB) fabriqués en Chine ont en effet explosé



17%
Droits de douane recommandés par la Commission pour la marque BYD (en % du prix du véhicule, en plus des 10 % existants)

en trois ans, selon Eurostat, de 57 000 en 2020 à plus de 437 000 en 2023, y compris des modèles d'entreprises occidentales telles que BMW ou Tesla. En juin, les marques chinoises ont représenté 11 %, un record, des ventes de véhicules électriques en Europe. Les fabricants européens dans l'UE se retrouvent dépassés par des coûts de production beaucoup plus faibles en Chine tandis qu'ils doivent se mettre en ordre de marche pour 2035, date à laquelle ils ne pourront plus, en Europe, commercialiser de voitures neuves à moteur thermique.

Pour Elvire Fabry, de l'Institut Jacques Delors, ces décisions sont donc « une bonne chose » pour les constructeurs européens et montrent que « la Commission tient bon » alors que Pékin a, dès juillet, saisi l'OMC (Organisation mondiale du commerce) contre ces mesures. Mardi, le ministère chinois du Commerce s'est « opposé vigoureusement » aux taxes de Bruxelles. Ce qui n'empêche pas que les deux parties sont toujours en contact pour mettre au point des réponses alternatives. Pour la chercheuse, ces droits de douane « pas prohibitifs » ont surtout pour effet d'« inciter les fabricants chinois à venir produire en Europe et non à interdire ces véhicules ».

D'autant que le marché européen est stratégique au moment où la croissance et la consommation ralentissent en Chine et que l'accès au marché américain s'est fermé.



19,3%
Droits de douane recommandés pour le constructeur Geely (qui possède notamment la marque Zeekr)



36,3%
Droits de douane (taux maximum) recommandés pour le constructeur Saic (qui possède la marque MG)

Selon l'Institut Kiel, l'imposition d'un droit de douane supplémentaire de 20 % sur les VEB chinois aurait pour effet de réduire les importations de l'UE de 25 %. Et une hausse de ces droits de douane ferait aussi logiquement augmenter la production dans l'UE. De fait, reprend Elvire Fabry, certains constructeurs chinois ont déjà eu le temps d'« anticiper » les effets de ces annonces et déjà commencé à délocaliser leur production en Europe. BYD a ainsi récemment implanté une usine en Hongrie et SAIC (MG) doit annoncer une nouvelle usine de production européenne. Stellantis a aussi planché sur un plan B avec son partenaire chinois Leapmotor pour piloter les importations en Europe. Stellantis lui ouvrira les portes de son usine en Pologne à Tichy et sera alors épargné des droits de douane européens.

Mise en garde contre un effet pervers

Pour d'autres experts toutefois, ces droits de douane pourraient s'avérer peu opérants, tant les coûts de production sont bas en Chine. D'autres mettent aussi en garde contre l'effet pervers de ce dispositif qui protégerait les constructeurs européens pendant deux, trois ans avant que le processus de fabrication de voitures chinoises en Europe s'accélère et constitue une concurrence directe encore plus féroce.

Ces décisions devraient en tout cas dans l'immédiat surtout offrir un répit aux constructeurs européens de plus petits modèles d'entrées de gamme. Et, sans surprise, l'Allemagne, encore très implantée en Chine et qui se positionne sur des modèles plus haut de gamme, s'est rapidement opposée à la direction prise à Bruxelles. En juillet, lors d'un vote seulement indicatif sur ces droits de douane, Berlin a voté contre, avec trois autres États membres, quand la France, l'Italie, l'Espagne et la Pologne ont voté pour. Elvire Fabry préconise aux constructeurs européens de renforcer leur capacité d'innovation et de réduire les dépendances en matières premières.

La France, de son côté, n'a pas attendu qu'une taxe cible les véhicules importés de Chine pour restreindre les avantages compétitifs des constructeurs de l'empire du Milieu. Depuis le début de l'année, les voitures électriques fabriquées en Chine et dont la production et l'acheminement impliquent des émissions de CO₂ plus importantes que si elles étaient produites en Europe sont privées du bonus écologique de 4 000 euros pour favoriser l'achat de voitures électriques. Selon les douanes françaises, le nombre de véhicules vendus en France et venus de Chine aurait été divisé par deux sur les cinq premiers mois de l'année. ■

Les constructeurs chinois ont déjà prévu un plan B

Valérie Collet

Le coup de bambou européen sur les voitures électriques « made in China » se précise. Les constructeurs chinois et même occidentaux qui produisent leurs voitures dans l'empire du Milieu s'y préparent depuis des mois. Le temps de mettre en place des stratégies de contournement des droits de douane destinés à protéger l'industrie automobile européenne.

Depuis le début de l'enquête « anti-subvention » lancée il y a un an par la Commission européenne pour faire la lumière sur les aides de l'État dont ils ont pu bénéficier, les groupes chinois ont avancé leurs plans. Pour l'heure, seule une poignée d'entre eux vendent leurs modèles électriques en Europe et rares sont ceux qui sortent de l'anonymat. En effet, s'ils larguent le marché européen avec grand intérêt, tous s'attendent à une patiente conquête.

Au cours du premier semestre, sur 5,7 millions de voitures (toutes motorisations confondues) vendues au sein de l'Union, le groupe Saic, leader chinois en Europe avec sa marque MG, n'a

écoulé que 80 324 voitures électriques et thermiques. L'année dernière, le mastodonte BYD n'a même pas atteint 16 000 ventes en Europe. Le cabinet Jato Dynamics rappelait, en avril dernier, que la part de marché globale des marques chinoises en Europe avait atteint 2,35 % (2,22 % en avril 2023). Cette proportion grimpe à 6,6 % pour les seuls véhicules 100 % à batterie.

La marque MG, chinoise sous son masque anglais, est la seule à avoir réussi son offensive sur le Vieux Continent. L'année dernière, la prestigieuse griffe, rachetée en 2007 par Saic, avait pris de court tous ses concurrents avec un modèle électrique, la MG4, un tiers moins cher que ceux de ses concurrents occidentaux. Mais ce succès commercial va se heurter aux surtaxes. Saic, sa maison mère, sera le groupe chinois le plus lourdement frappé, avec un taux de 36,3 %, justifié par la part importante de subventions dont il aurait profité, selon la Commission. Comment continuer à vendre les modèles les moins chers du marché de l'électrique dans ces conditions ?

Ses concurrents chinois ont déjà choisi des terres d'asile pour assembler leurs voitures dans des usines européennes, le

seul moyen d'échapper aux taxes. BYD, surtaxé à 17 % seulement, a planté son drapeau en Hongrie fin 2023. Sa première usine européenne y entamera sa production en 2027. Il y a un mois, ce challengeur de Tesla au titre de premier producteur mondial de véhicules électriques a ajouté la Turquie à sa carte. Le pays a en effet conclu un accord avec l'Union européenne, qui le dispense de droits de douane. BYD va y investir 1 milliard d'euros et compte y assembler 150 000 voitures par an. En avril dernier, le groupe Chery – taxé à 21,3 %, comme la plupart des industriels chinois qui ont conclu des contreparties avec des sociétés européennes – a signé, avec l'espagnol Ebro, la création de leur entreprise conjointe dans la Zona franca, près de Barcelone. La montée en cadence prévoit d'atteindre 150 000 unités en 2029. Chery, une entreprise d'État, a vendu 1,88 million de véhicules en 2023, dont 900 000 à l'export essentiellement hors d'Europe.

De son côté, Geely, propriétaire de Volvo, et dont certains modèles de la griffe suédoise sont produits en Chine, va transférer leur production dans des usines belges. Tout comme Tesla, dont l'usine de Berlin sera dorénavant in-

tournable, même si la marque américaine n'est taxée qu'à hauteur de 9 %.

Autre candidat à l'implantation en Europe, Dongfeng, un géant chinois de l'industrie automobile, partenaire et actionnaire de PSA lors de son sauvetage en 2014. Après le refus de BYD de s'installer en Italie, Dongfeng a entamé des discussions avec le gouvernement italien pour y baser une partie de sa production. La première ministre italienne, Giorgia Meloni, est bien décidée à faire venir un constructeur chinois pour y doper l'industrie automobile et défier Stellantis, trop timoré à son goût dans son pays.

« Je suis convaincu que les véhicules électriques Leapmotor seront largement acceptés par les clients européens »

Carlos Tavares PDG de Stellantis

Le groupe piloté par Carlos Tavares a pourtant sorti une carte chinoise de son jeu il y a un an. Stellantis est en effet devenu « l'agent exportateur » du chinois Leapmotor. Il a pris 20 % du capital du

chinois et pris la majorité de l'entreprise conjointe dédiée à l'exportation hors de Chine. Ainsi, fin juillet, Leapmotor International a expédié son premier lot de véhicules électriques vers l'Europe. Les petites citadines T03 et le SUV familial C10 ont pris la mer, direction l'Europe. « Je suis convaincu que les véhicules électriques Leapmotor seront largement acceptés par les clients européens », s'est félicité Carlos Tavares.

Le petit T03 chinois surtaxé comme le C10 importé seront toutefois privés du bonus écologique de 4 000 euros versé en France. Il est attribué en fonction de l'Éco-score, calculé selon le niveau de CO₂ émis lors de la production et le transport des véhicules électriques. Mais Leapmotor peut désormais compter sur son nouvel allié Stellantis. Ce dernier va abriter une partie de sa production dans une usine européenne. Au lieu de garnir une usine italienne, le choix de la Pologne a été privilégié. L'assemblage de ces voitures a même démarré aux côtés de modèles Fiat ou Jeep. Ils arriveront peut-être dans les points de vente avant la petite e-C3 de Citroën, le modèle électrique accessible de la marque aux chevrons, dont la production a pris plusieurs mois de retard. Un comble. ■

11%

Part des modèles chinois dans les ventes de véhicules électriques en Europe, en juin 2024 (Source : Bloomberg)



Au Maroc, le géant des engrais innove contre la sécheresse

Clara Galtier

OCP, l'empire du phosphate, propose des formules de fertilisant personnalisées.

Il fut un temps où les cieux étaient plus généreux. « Les saisons se suivaient de manière structurée, la pluie tombait régulièrement », raconte Souad Ettarhi, sur ses terres, dans les plaines de la région côtière d'el-Jadida (Maroc). « Aujourd'hui, on plante... Et on attend. Mais elle ne vient plus ! Regardez, là-bas, pointez-elle du doigt, la terre de mon voisin. Le sol, d'un brun pâle, semble incapable de donner vie. Il n'a eu aucun rendement cette année, rien ! », s'irrite l'agricultrice céréalière, sous un ciel estival, désespérément bleu. Irriguer ? Elle le faisait jusqu'en 2017. Puis les choses se sont corsées. Une sécheresse totale s'est installée, tarissant les nappes phréatiques, déshydratant les sols, asphyxiant les cultures. Le pire épisode que le royaume ait connu depuis trente ans. La fermière, coquette, avec son étole aux motifs zèbres, regarde son cheval au loin, unique locataire de sa parcelle en jachère. « J'ai dû vendre tout mon bétail, car les prix des aliments, comme le maïs, ont plus que doublé », raconte-t-elle.

À l'époque où son propre père cultivait la terre, 1 hectare pouvait donner un rendement de 35 à 40 quintaux (1 quintal = 100 kg). Aujourd'hui, l'agriculture traditionnelle ne produit qu'entre 5 et 6 quintaux en moyenne. Alors, pas question pour elle de rester les bras croisés à attendre la mansuétude de Dame Nature. Contrairement à son voisin de champ, elle a récolté le fruit de son labeur cette année. L'agricultrice teste sur ses parcelles des engrais faits sur mesure pour ses sols et ses cultures. Une prouesse, grâce à la technologie du « smart blender », un mélangeur d'engrais intelligent qui produit en quelques secondes un sac de fertilisant à base de phosphate, matière première indispensable à l'agriculture mondiale. Les entrailles du royaume en regorgent, riches de la plus grande réserve de la planète, estimées à 50 milliards de tonnes.

« J'ai amélioré mes rendements de 25 % », clame l'agricultrice, adepte de ce fertilisant personnalisé, grâce au programme de formation Al Moutmir, dispensé par le géant marocain du phosphate, l'Office chérifien des phosphates (OCP) détenu à 95 % par l'État. Al Moutmir aide une vingtaine de provinces à développer des pratiques plus durables, face à des conditions climatiques hostiles. Au cœur de l'apprentissage, le semi-direct, une technique agricole qui consiste à semer les graines

directement dans les résidus de culture précédents sans labourer la terre. « L'objectif est d'améliorer les rendements tout en préservant les ressources naturelles », explique Kamal Alahiane en visite sur le terrain de Souad. Cette méthode réduit l'évaporation de l'eau et l'érosion du sol. « Les engrais phosphatés sont essentiels, souligne-t-il. Ils favorisent le développement des racines, permettant aux plantes d'exploiter plus facilement l'eau disponible. C'est indispensable pour maintenir et améliorer les rendements malgré la sécheresse. »

« C'est une course contre la montre pour faire appliquer les résultats de la recherche. Le Maroc sera l'un des pays les plus punis par le réchauffement climatique »

Bruno Gérard Responsable du département agriculture et sciences environnementales à l'UM6P

Les besoins variant selon les cultures, les engrais sont personnalisés en fonction des carences en éléments nutritifs de sa parcelle. « As-tu fait un prélèvement du sol pour la prochaine campagne ? », l'interroge en arabe le jeune homme. « C'est déjà en cours d'analyses ! », répond dans un éclat de rire complice l'agricultrice. Les données seront ensuite enregistrées dans l'ordinateur qui pilote le « smart blender » pour calculer la meilleure formule et la dose exacte par hectare, cela permet une utilisation raisonnée des engrais. La méthode traditionnelle conduit à un usage excessif de ces produits, ce qui pollue les terres et conduit aussi à un immense gaspillage financier pour les agriculteurs.

Le destin du groupe OCP, premier exportateur mondial de phosphate brut et d'engrais phosphatés dans le monde, est profondément lié à l'agriculture. L'innovation et l'adaptation sont devenues essentielles pour assurer la survie du secteur, qui ne représente que 13 % du PIB, mais près de 39 % des emplois au Maroc, et bien davantage en tenant compte de l'économie informelle. Face à la demande mondiale croissante en engrais, la multinationale, créée en 1920, a bâti un mastodonte industriel. Initialement axé sur l'extraction et la production de phosphates, le groupe a élargi ses activités au fil des décennies pour cou-

vrir l'ensemble de la chaîne de valeur, de la mine à l'exportation, en passant par la transformation et la commercialisation d'engrais et de produits chimiques sur les cinq continents. À partir des années 2000, elle a investi massivement dans des infrastructures de production modernes et d'installations portuaires. Le site de Jorf Lasfar, complexe plus vaste que certaines villes, est devenu la plus grande plateforme mondiale de production d'engrais phosphatés. La matière première sous forme de roche arrive directement via un pipeline high-tech bardé de capteurs qui surveillent nuit et jour la fluidité du débit.

Les engrais représentent plus de la moitié des exportations du groupe, qui détient 30 % des parts du marché mondial du phosphate. Face à la crise des systèmes agricoles, l'objectif affiché

aujourd'hui est un engagement concret pour la sécurité alimentaire de l'Afrique, via sa filiale OCP Africa, qui investit de plus en plus dans des usines de production d'engrais. En octobre 2022, son directeur général, Mostafa Terrab, indiquait son intention de mettre à disposition du continent 4 millions de tonnes d'engrais en 2023 afin de pallier la pénurie mondiale sur fond d'envolée des prix. Ce fut chose faite. Selon le dirigeant, l'Afrique est approvisionnée en engrais à 80 % par l'OCP.

Face à ce monstre logistique, l'entreprise a dû elle-même s'adapter à la sécheresse et optimiser les ressources mobilisées pour produire ses produits phosphatés, dont d'immenses quantités d'eau. La sécheresse est devenue un fléau récurrent au Maroc, cinq fois plus fréquente depuis le début du siècle,

À Chtouka en juin 2024, Kamal Alahiane (à droite), animateur de la formation Al Moutmir, échange avec un cultivateur de maïs pour le bétail. CLARA GALTIER

mettant à mal l'économie de tout le pays. En janvier, il n'était tombé que 77 millimètres de pluie depuis le début de la saison agricole, soit 54 % de moins que la moyenne des 40 dernières années. La disponibilité en eau par habitant a drastiquement diminué, passant de 2560 m³ par an en 1960 à moins de 620 m³ en 2020. Impossible donc pour le groupe de ne pas investir dans des projets de recherche et d'infrastructure pour répondre à la crise de l'eau. Le fleuron national a développé les premières usines de dessalement d'eau de mer du royaume pour satisfaire ses propres besoins industriels.

OCP qui investit massivement dans la recherche scientifique a financé l'université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) à Ben Guerir. Objectif ? Former toute une nouvelle génération de chercheurs pour l'agriculture. Car l'adaptation au réchauffement climatique présuppose une compréhension réelle des besoins des sols et des cultures. « C'est une course contre la montre pour faire appliquer les résultats de la recherche », explique Bruno Gérard, responsable du département agriculture et sciences environnementales à l'UM6P. Le Maroc sera l'un des pays les plus punis par le réchauffement climatique. » Parmi les travaux universitaires financés, la génétique joue aussi un rôle crucial. « Nous cherchons de plus en plus des variétés de cultures plus résistantes à la sécheresse ou aux hautes températures », indique Bruno Gérard. Le but étant d'améliorer génétiquement des semences capables de résister, tout en conservant leurs qualités nutritionnelles. L'immense campus, aux airs de cité futuriste, abrite aussi le Green Energy Park, qui se targue d'être le plus vaste site de recherche en énergie solaire d'Afrique. La firme marocaine devant importer de grandes quantités d'énergie d'origine fossile pour ses productions, elle se doit d'accélérer sur les énergies vertes. Sur les plaines d'el-Jadida, Souad l'agricultrice se languit du retour de la pluie, mais garde foi en l'avenir. ■

LE BIG BANG FIGARO DE LA SANTÉ MENTALE

COMMENT AFFRONTER LE NOUVEAU MAL DU SIÈCLE ?

UN ÉVÈNEMENT EN DIRECT SUR LEFIGARO.FR

RETROUVEZ-NOUS POUR UNE NOUVELLE ÉDITION DU BIG BANG SANTÉ DU FIGARO

LE MERCREDI 4 DÉCEMBRE À 10H45

Plus d'informations sur : www.lefigaro.fr/bigbangsante

Suivez-nous sur les réseaux sociaux @BigBangFigaro

Deux ans après la légalisation, le Maroc gracie 4800 cultivateurs de cannabis

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a décidé de gracier plus de 4800 agriculteurs poursuivis ou condamnés dans des affaires de culture illégale du cannabis, a annoncé lundi soir le ministère de la Justice. L'objectif ? Les intégrer dans la nouvelle stratégie du royaume, qui a légalisé partiellement la production de ce stupéfiant pour des fins thérapeutiques. Adoptée en 2021, la législation encadre les usages industriels et médical du cannabis, autorisant sa

culture et son exploitation dans trois provinces rurales de la région du Rif. Le Maroc, premier producteur mondial de cannabis, selon l'ONU, s'est fixé l'objectif de lutter contre le trafic de drogue et de se positionner sur le marché mondial du cannabis légal. L'assouplissement de la loi a par ailleurs pour but de désenclaver économiquement le Rif, où la plante est cultivée depuis des siècles et faisait vivre, selon l'AFP, entre 80 000 et 120 000 familles en 2019. c.g.

Temu et Shein, ces conquérants chinois qui veulent changer notre façon de consommer

Manon Malhère

En proposant des articles à très petits prix, ces plateformes asiatiques ont fait une percée spectaculaire en France, entrant dans le club des sites les plus consultés. Les enseignes bon marché traditionnelles doivent s'adapter.

Trois paires de lunettes de sport à 9,12 euros, une guirlande lumineuse féérique à 3,22 euros, une lampe LED intelligente avec détecteur de présence humaine à 3,98 euros : dès son arrivée sur le marché français au printemps 2023, la plateforme chinoise Temu, avec ses prix imbattables, a donné des sueurs froides aux enseignes bon marché installées dans le pays. En novembre dernier, en plein Black Friday et à la veille des fêtes de Noël, l'agressivité de l'e-commerçant, qui appartient au géant chinois Pinduoduo, aurait même perturbé l'activité des acteurs historiques durant cette période clé, inondant le marché de petits accessoires dans la décoration, la cuisine, l'électronique ou encore le textile.

« Nous avons évidemment regardé l'arrivée de ces plateformes avec beaucoup d'attention. On est en plein dans l'ADN Gifi. Elles nous ont titillés sur les prix », reconnaît le porte-parole de Gifi, Didier Pitelet. « Ces sites en ligne ont fait de l'ombre à des enseignes traditionnelles comme Gifi et La Foire Foulée, estime Laurent Landel, président de Bonial France et expert de la consommation. En proposant des prix encore plus attractifs, elles ont mis le doute aux consommateurs de ces enseignes, dont l'image "petits prix" a été abîmée. »

« Nous ne faisons fabriquer que ce que les clients plébiscitent, quand nos concurrents leur imposent leur style de manière verticale »

Donald Tang
Président exécutif de Shein

Dans le textile, qui traverse une forte crise, le choc est encore plus rude. Les enseignes d'entrée gamme, autrefois plébiscitées par les jeunes consommateurs, résistent peu à Shein (il faut prononcer « chine ») et ses vêtements petits prix. Placée en redressement judiciaire l'an dernier, Don't Call Me Jennyfer, l'enseigne de prêt-à-porter des collégiennes et lycéennes, vient d'être sauvée in extremis. Le tribunal de commerce de Bobigny a validé en juin dernier son plan de continuation. Mais son avenir reste incertain. Naf Naf a été placé en redressement judiciaire. Pinkie a dû couper dans ses effectifs et fermer des boutiques.

L'essor de ces plateformes chinoises ultra-low cost est spectaculaire. En France, en une année d'existence, Temu est devenu le cinquième site d'e-commerce (tous secteurs confondus) le plus visité par les Français derrière Amazon, Leboncoin.fr, Booking.com et E.Leclerc, selon la Fédération de l'e-commerce et de la vente à distance (Fevad). Shein est onzième. La flambée des prix alimentaires de plus de 20 % (entre 2021 et 2023) en France a accéléré le développement de ces nouveaux acteurs, avec des consommateurs contraints aux arbitrages, à la recherche constante du prix le plus bas. C'est d'ailleurs pour cette raison que les bazars et magasins de déstockage physiques ont eux aussi le vent en poupe, même si certains, moins au goût du jour,

subissent la concurrence des plateformes chinoises. Ainsi Action, le hard-discount néerlandais, multiplie ses points de ventes en France.

De nouvelles habitudes de consommation sont apparues, qui sont appelées à perdurer. Même si la crise inflationniste touche à sa fin, la devise de Temu, « Shop Like a Billionaire » (« Achète comme un milliardaire »), séduit des consommateurs qui peuvent acheter en grande quantité sans pour autant avoir le sentiment de dépenser beaucoup d'argent. Première cible de ces plateformes, les jeunes ne sont plus les seuls à être conquis, même si les familles privilégient des magasins physiques type Action et Primark. « On pensait que ces sites étaient plutôt focalisés sur une population jeune, mais on se rend compte qu'ils visent d'autres catégories avec des âges variés. C'est un phénomène global », estime Matthieu Chouard, directeur commercial chez NielsenIQ-Foxintelligence.

Pour conquérir les marchés, Shein et Temu ont mis en place une stratégie bien aiguillée pour proposer des articles à prix cassés renouvelés fréquemment, ainsi qu'une offre très dense. Les deux acteurs opèrent différemment. Le géant de la fast fashion Shein, dont les bénéfices sont estimés à 1,86 milliard d'euros en 2023 selon le Financial Times, fabrique une large partie de ses vêtements avec ses 5000 fournisseurs sous-traitants. Temu, dont la maison mère, Pinduoduo, a réalisé 7,7 milliards d'euros de bénéfice net l'an dernier, reste une place de marché qui connecte des vendeurs et des acheteurs.

Mais tous deux rationalisent à l'extrême leurs coûts en évitant les intermédiaires : la maîtrise totale de la chaîne de production est la clé de leur succès. Les produits sont directement envoyés au domicile des clients depuis les lieux de fabrication. La demande est contrôlée. « Le modèle commercial flexible de Temu, qui consiste à vendre directement depuis l'usine, se concentre sur la mise en relation des consommateurs avec les fabricants et les vendeurs pour améliorer l'adéquation entre la demande et l'offre afin de réduire les coûts et minimiser la surproduction qui entraîne un gaspillage », précise-t-on chez Temu. Même méthode chez Shein, qui assure une production à la demande. « Nous ne faisons fabriquer que ce que les clients plébiscitent, quand nos concurrents leur imposent leur style de manière verticale », expliquait récemment au Figaro Donald Tang, le président exécutif du géant asiatique ultra-low cost, dont le siège est désormais à Singapour.

Pour résister à cette déferlante, le commerce bon marché est contraint de s'adapter. Du côté des sites en ligne, Amazon aurait l'intention de lancer outre-Atlantique un site fonctionnant sur le même modèle économique, rapportent des médias américains. En France, « des enseignes sont en train de pivoter et tentent de s'adresser à des clientèles moins attirées par ces sites », explique Laurent Thoumine, responsable Europe du secteur distribution chez Accenture. Peu d'entre elles peuvent résister, sauf les gros. « Dans le secteur du prêt-à-porter, des marques comme Kiabi développent l'offre de seconde main. Classée enseigne bon marché, Zara choisit, elle, de privilégier la montée en gamme.



Temu est devenu le cinquième site d'e-commerce le plus visité par les Français derrière Amazon, Leboncoin.fr, Booking.com et E.Leclerc, selon la Fédération de l'e-commerce et de la vente à distance. Shein est onzième.

MARKUS MAINKA/STOCK ADOBE ; KT/STOCK ADOBE

D'autres espèrent toujours attirer les clients dans leur magasin en baissant davantage leurs prix. Face à l'arrivée de Temu, « on a sourcé chacun de nos produits et on a remonté la chaîne pour pouvoir négocier sur place des meilleurs prix d'achat en imposant nos critères de qualité et de sécurité », explique le porte-parole de Gifi. L'enseigne, qui a connu des difficultés l'an dernier en raison d'un incident informatique important, assure être « aujourd'hui capable d'offrir des produits moins chers que Temu ». Ikea a également engagé une vaste campagne de baisse de ses étiquettes en rayon ces derniers mois.

« Ces sites jouent très fortement sur cette "gamification" avec des mini-jeux pour gagner des points et des réductions. Le but est de faire revenir fréquemment les clients »

Émilie Dubuc
Directrice chez AlixPartners

Chercher à s'aligner sur l'offre commerciale de ces plateformes ne pourrait toutefois pas suffire. « Aucun distributeur en France n'a engagé ne serait-ce qu'un début de "gamification" pour fidéliser les clients comme le font ces plateformes », estime Laurent Thoumine. C'est l'autre levier très puissant de ces nouveaux acteurs qui s'appuient sur des techniques sophistiquées pour inciter à l'achat chez des plus jeunes, jusqu'à l'addiction. Outre l'utilisation à l'excès des réseaux sociaux du type TikTok, « ces sites jouent très fortement sur cette "gamification" avec des mini-jeux pour gagner des points et des réductions. Le but est de faire revenir fréquemment les clients », précise Émilie Dubuc, directrice chez AlixPartners.

Il reste que le succès et les pratiques de ces plateformes sont de plus en plus controversés. Les ONG dénoncent avec virulence un modèle qui entretient la surconsommation de produits « made in China » qui ne sont ni écoresponsables ni durables. Shein est aussi accusé d'avoir recours à des sous-traitants sous-payés, œuvrant dans des ateliers aux mauvaises

conditions de travail. Du côté des entreprises, on s'inquiète d'« une concurrence déloyale avec le non-respect des règles comme l'information aux clients ou encore la sécurité des produits », selon les termes de Yohann Petitot, directeur général de l'Alliance du commerce. Et d'estimer que ces acteurs appliquent « des pratiques très agressives qui visent à améliorer leur référencement sur internet au détriment des autres ».

De quoi attirer l'œil des régulateurs européens. « On observe une hausse des contraintes réglementaires en cours en Europe », explique Émilie Dubuc, d'AlixPartners. Or, c'est un business qui doit vendre en volume pour faire de la marge. Le durcissement des règles sur le continent européen est donc un sujet qui les questionne. » En France, l'Assemblée nationale a adopté une loi anti-fast fashion qui impose un « malus environnemental » pour sanctionner la production excessive. Le texte doit encore passer devant le Sénat pour entrer en vigueur.

À Bruxelles, la Commission européenne a proposé, l'an dernier dans le cadre de sa réforme douanière, de mettre fin à l'exonération des droits de douane pour les produits d'une valeur inférieure à 150 euros. Sur la table des États membres et du Parlement, cette mesure vise principalement à lutter contre les fraudes ; mais elle toucherait frontalement ces plateformes qui envoient des articles généralement moins chers que 150 euros.

Plus récemment, l'institution bruxelloise a spécifiquement demandé des comptes à Shein et Temu pour vérifier leur conformité avec les règles européennes en matière de protection des consommateurs. « La situation rappelle un peu le cas de Wish, le site américain qui vend des produits chinois », estime Matthieu Chouard, de NielsenIQ-Foxintelligence. Ils avaient inondé le marché et ils se sont fait rattraper par la patrouille. » En 2021, le site a été déréférencé des moteurs de recherche à la demande de Bercy. Une enquête de la répression des fraudes avait conclu que des produits à la vente étaient non conformes aux normes en vigueur et dangereux. Wish est revenu dans le jeu en 2023, mais sans retrouver son éclat. ■

16,8 millions

Nombre de visiteurs mensuels sur le site Temu, en France, au premier trimestre 2024

13,5 millions

Nombre de visiteurs mensuels sur le site Shein, en France, au premier trimestre 2024

112,50 euros

Dépense moyenne annuelle par consommateur sur Temu en France

La Chine étend encore son parc nucléaire

Raphaëlle Camarcat

Pékin a donné son feu vert à la construction de onze nouveaux réacteurs. Un chantier à 28 milliards d'euros.

Responsable de près d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, la Chine est engagée à marche forcée dans la transition énergétique. Pékin fonde sa «révolution énergétique» sur l'essor des renouvelables et du nucléaire. C'est dans cet élan que s'inscrit la décision du Conseil d'État, ce lundi 19 août, de donner son feu vert pour la construction de onze nouveaux réacteurs atomiques. L'empire du Milieu figure déjà parmi les champions mondiaux du nucléaire civil. Avec 56 réacteurs opérationnels, soit exactement autant que la France, Pékin se place au rang de troisième puissance nucléaire civile, en termes de capacités installées. La puissance asiatique avance à pas de géant, avec 27 réacteurs en construction, si bien qu'elle pourrait se hisser à la première place du classement, devant les États-Unis (94 réacteurs) et la France. D'après The Economist, le pays cible la mise en service inégalee de 6 à 8 réacteurs annuellement.

«Sécurité énergétique»

La Chine a pour objectif de doubler la part du nucléaire dans son mix électrique d'ici 2035, qui en représentait 5 % en 2023 selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Une ambition crédible, au regard de la rapidité avec laquelle se sont déployés les derniers réacteurs chinois. Le temps de construction d'un réacteur dans le pays s'élève à 5,7 années. La moyenne s'établit à 6,6 années en France (allongée par



Le miniréacteur nucléaire Linglong-1, actuellement en construction à Changjiang, dans le sud de la Chine, devrait être commercialisé fin 2025. LIU KUN / XINHUA VIA AFP

les 17 ans de chantier de l'EPR de Flamanville) et 8,6 aux États-Unis. L'enjeu est de taille, puisque la Chine dépend encore en grande majorité du charbon. Un rapport de Global Energy Monitor soulignait encore récemment que Pékin était responsable de deux tiers

de l'augmentation des nouvelles capacités de production de charbon établies à l'échelle planétaire. Un développement en contradiction avec l'objectif de neutralité carbone pour 2060, mais qui reste toutefois indispensable en Chine. L'industrie du charbon assure près de

2,7 millions d'emplois et reste surtout synonyme de «sécurité énergétique». Les projets nucléaires sont pilotés par des entreprises d'État. China National Nuclear Power (CNNC), qui correspondait avant 1988 au ministère chargé du Nucléaire, a indiqué avoir reçu l'appro-

CHAMPION DE L'ATOME CIVIL

56 réacteurs nucléaires sont en service en Chine

27 sont en chantier

11 projets viennent d'être autorisés

bation pour trois réacteurs, tandis qu'une autre entreprise publique, State Power Investment Corp, a dit être autorisée pour deux autres. CGN Power Co, la filiale cotée en Bourse de la société nationale China General Nuclear Power Corp, a annoncé dans un communiqué adressé à la Bourse de Hongkong avoir obtenu l'assentiment des autorités pour six réacteurs, répartis sur trois sites. L'investissement total pour les onze réacteurs devrait avoisiner les 220 milliards de yuans (27,8 milliards d'euros). Les ambitions nucléaires de Pékin ne s'arrêtent pas aux frontières du pays. «La Chine vise à construire 30 centrales nucléaires à l'étranger d'ici 2030», annonçait déjà en 2016 le président de la China National Nuclear Corporation. Pour l'heure, seuls une poignée de réacteurs sont construits ou en chantier à l'étranger, la Russie restant la championne incontestée de l'export de centrales atomiques. ■

La pharmacie française attire un nouveau laboratoire indien

Marie Bartnik

Pierre Fabre s'apprête à céder un site de recherche à Jubilant Biosys, qui s'implante ainsi en Europe.

Un des deux laboratoires indiens qui convoitent Biogaran, le leader des médicaments génériques en France, n'est encore parvenu à emporter la mise. Un troisième est en revanche sur le point de mener à bien le rachat d'un centre de recherche appartenant aux laboratoires Pierre Fabre. La société indienne Jubilant Biosys, filiale du laboratoire Jubilant Pharmova, vient d'entrer en négociations exclusives avec le Français pour l'acquisition de son centre de Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie). La transaction devrait aboutir d'ici la fin de l'année.

Les deux opérations sont certes sans commune mesure quant à leur impact

sur la production de médicaments en France. Aujourd'hui détenu par les laboratoires Servier, Biogaran commercialise une boîte de médicament générique sur trois en France, et passe commande auprès de 38 sous-traitants français. Le site de Saint-Julien-en-Genevois n'emploie de son côté que 35 personnes et ne produit pas de médicaments. Il s'agit d'un centre de recherche, spécialisé dans la recherche en immuno-oncologie, ce domaine thérapeutique qui consiste à stimuler le système immunitaire pour lutter contre le cancer.

Les laboratoires Pierre Fabre ont justement décidé il y a un an et demi de se détourner de ce domaine trop gourmand en capitaux, pour se concentrer sur

d'autres thérapies anticancéreuses, dont les thérapies ciblées. «Il était dès lors logique de nous séparer de ce centre de recherche créé en 1990, expliquent les laboratoires Pierre Fabre. Nous souhaitons progressivement regrouper nos activités de recherche au sein de l'Oncopole de Toulouse. Nous y avons recruté 40 personnes l'année dernière.»

Le laboratoire français affirme avoir reçu plusieurs marques d'intérêt pour son centre de recherche. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. «Mais il était important pour nous de trouver un acquéreur qui conserve les emplois et continue de développer le site», poursuit un porte-parole de Pierre Fabre. Jubilant Biosys s'engage à y investir au mini-

mum 15 millions d'euros ces cinq prochaines années.

Un coup double

L'activité de Jubilant Biosys consiste à réaliser la recherche clinique et à développer des médicaments pour le compte d'autres laboratoires pharmaceutiques. Avec l'acquisition du centre de recherche de Pierre Fabre, la société indienne fait coup double : elle s'implante en Europe alors qu'elle ne disposait jusqu'à présent que de deux sites de recherche en Inde, et acquiert un savoir-faire dans le domaine des médicaments biologiques, parmi lesquels les anticorps conjugués (ADC).

L'accord pour l'instant conclu entre les deux laboratoires prévoit la créa-

tion d'une société détenue à 80 % par Jubilant Biosys et à 20 % par les laboratoires Pierre Fabre. Outre le prix d'acquisition, le laboratoire indien abondera la société à hauteur de 4,4 millions d'euros et le Français, 1,1 million. C'est cette société qui sera propriétaire du site. Si la vente aboutit, le Français devra rester au moins cinq ans au capital de cette société – le temps de passer le relais au nouvel acquéreur. Mais aussi de rassurer les autorités publiques. Car la cession du site de Saint-Julien-en-Genevois sera soumise, comme celle de Biogaran si le générique est finalement racheté par un Indien, au contrôle des investissements étrangers par Bercy. ■

LA SÉANCE DU MARDI 20 AOÛT

LE CAC													
	INDX	%VAR.	HAUT KOUR	%BAS KOUR	%CAP/SECT	SI/12		INDX	%VAR.	HAUT KOUR	%BAS KOUR	%CAP/SECT	SI/12
ACCOR	35,6	+0,17	36,5	35,6	0,387	+2,89	LMVH	677,8	+0,49	680	674,9	0,056	-7,61
AIR LIQUIDE	165,22	-0,11	166,32	164,7	0,049	-6,19	MICHELIN	34,99	-0,4	35,35	34,99	0,096	+7,79
AIRBUS	138,48	-0,03	139,46	138,48	0,106	-0,93	ORANGE	10,2	-1,11	10,33	10,145	0,141	-1,01
ARCELORMITTAL SA	20,57	-0,53	20,87	20,49	0,234	-19,88	PERNOD RICARD	12,12	-2,18	12,425	12,105	0,21	+4,13
AXA	23,46	-0,12	23,5	23,32	0,084	+13,53	PUBLICIS GROUPE SA	9,46	+0,19	95,3	94,175	0,075	+12,62
BNP PARIBAS ACTA	60,91	-0,73	61,65	60,63	0,121	-2,68	RENAULT	42,36	+1,44	42,77	41,75	0,205	+14,78
BOUYGUES	31,65	-0,72	32,04	31,65	0,089	-7,24	SAFRAN	195,5	-0,51	198,5	195,45	0,05	+2,6
CAPGEMINI	181,25	-0,28	183,05	181,1	0,073	-3,97	SANT GOBAIN	76,68	+0,31	77,16	76,48	0,087	+5,03
CARREFOUR	14,18	-0,21	14,3	14,18	0,159	-14,4	SANOFI	98,51	+0,07	98,9	98,21	0,07	+9,75
CREDIT AGRICOLE	15,53	-0,22	15,62	13,465	0,091	+5,28	SCHNEIDER ELECTRIC	224,4	+0,29	225,6	223,925	0,099	+23,45
DANONE	60,58	-0,23	60,84	60,22	0,109	+3,24	SOCIETE GENERALE	20,97	+0,43	21,245	20,94	0,242	+12,72
DASSAULT SYSTEMES	34,17	-0,09	34,51	34,09	0,145	+22,75	STELLANTIS NV	14,742	+0,12	14,962	14,724	0,068	+30,28
EDENRED	37,72	-0,68	38,34	37,66	0,129	-30,33	STMICROELECTRONICS	27,805	-0,41	28,36	27,725	0,142	+38,55
ENGIE	15,475	-0,39	15,575	15,41	0,199	-2,78	TELEPERFORMANCE	103,8	-2,17	106,75	103,65	0,154	+21,39
ESSILORLUXOTTICA	210,8	-0,38	212,2	210,8	0,051	+16,08	THALES	147,7	-0,64	149,9	147,45	0,038	+10,27
EUROPRES SCIENT.	51,62	-1,11	52,26	51,58	0,1	-12,48	TOTALENERGIES	61,97	-1,51	62,68	61,97	0,092	-0,6
HERMES INTL	2171	-0,84	2194	2159	0,051	+13,14	UNIBAIL-RODAMCO-WE	69,26	+0,79	70,14	68,7	0,172	+3,5
KEBSING	258,5	-0,96	261,1	256,6	0,208	-35,21	VEOLIA ENVIRON	28,74	-0,1	28,95	28,69	0,11	+0,63
L'OREAL	385,1	-0,16	387,9	384,55	0,036	-14,55	VINCI	105,35	-0,61	106,35	105,35	0,081	-7,34
LEGRAND	96,86	-0,08	97,48	96,46	0,069	+2,93	VIVENDI SE	9,698	-0,33	9,8	9,696	0,124	+0,23

LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6454 AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5085 CAD
GROBRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8559 GBP
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG	0,6345 HKD
JAPON	YEN	162,18 JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9527 CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,084 USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,37 TND
MAROC	DIRHAM	11,03 MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,4904 TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTEENNE	52,83 EGP
CHINE	YUAN	7,9192 CNY
INDE	ROUPIE	92,8445 INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	146,59 DZD

L'OR

	VEILLE	31/12
Lingot 1kg	72 700,64€	+20,93%
Lingot 100g	7 280,96€	+20,89%
Lingot 50g	3 640,48€	+20,85%
Lingot ONCE (3110g)	2 272,32€	+20,81%
Lingot 1g	73,2€	+20,58%
Lingot 2,5g	191,47€	+19,65%
ZOFI-NAPOLÉON	453,61€	+20,94%
488546	448,54€	+20,94%
SOUVERAIN	566,17€	+20,94%
KRUGGERAND	2 418,23€	+20,94%
50 PESOS	2 889,62€	+20,94%
10 DOLLARS	1 181,07€	+20,94%
20 DOLLARS	2 362,34€	+20,94%



Appuyez sur ce code pour accéder aux cours

LA VALEUR DU JOUR

Voltalia dévisse en Bourse après une mauvaise nouvelle au Brésil

Le titre Voltalia a chuté de 18,2 %, à 8,70 euros, mardi, à la Bourse de Paris. L'entreprise, qui construit et exploite des centrales électriques à partir d'énergies renouvelables (hydraulique, éolien, biomasse et/ou solaire) est de nouveau en prise avec des difficultés au Brésil, son principal marché. L'opérateur du réseau de transmission brésilien «impose actuellement un écrêtement prononcé dans certaines parties du réseau». Cet écrêtement risque de pénaliser fortement le résultat brut d'exploitation (Ebitda) sur l'ensemble de l'année, s'il se prolongeait «au cours des prochains mois et s'il n'était pas compensé financièrement», explique Voltalia.

Un écrêtement consiste, pour un opérateur de transmission, à limiter le transport pendant une période donnée de tout ou partie du potentiel de production électrique d'une unité de production afin de mainte-

nir la stabilité du réseau de transmission. Normalement, les écrêtements n'arrivent que rarement dans les grands réseaux électriques. «Le volume d'écrêtement de la production de Voltalia dans le nord-est du réseau pourrait être élevé pendant une période qui pourrait durer plusieurs mois, notamment à cause du retard de la construction de nouvelles lignes de transmission pour renforcer le réseau dans le nord-est du pays», explique l'entreprise, filiale de Creadev, la société d'investissement de la famille Mulliez. Dans un scénario sombre, l'impact pourrait s'élever à 40 millions d'euros sur l'Ebitda en 2024, anticipe Voltalia. A titre de comparaison, le producteur d'énergies renouvelables avait déposé un Ebitda de 241 millions d'euros l'an dernier, après avoir subi une coupure d'électricité, au mois d'août au Brésil, qui l'avait alors contraint à abaisser ses prévisions. ■

Bertille Bayart

Les politiques se sont persuadés que l'État s'était fait rouler avec les concessions autoroutières. Près de vingt ans plus tard, les privatisations sont passées de mode. Ce sont les nationalisations qui sont tendance.

Il faudrait faire passer toute la classe politique sur le divan. Prononcer le mot « autoroutes », et demander à chacun à quelle idée il l'associe. Faute ? Humiliation ? Racket ? Hold-up ? Le traumatisme de la privatisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes, engagée en 2001 par Lionel Jospin et achevée en 2006 par Dominique de Villepin, est profond.

Il y a d'un côté le récit politique qui s'est installé. « Nous nous sommes trompés », a admis Bruno Le Maire en 2023, ministre de l'Économie en poste mais aussi ancien directeur de cabinet de Dominique de Villepin à Matignon en 2006-2007. « Nous avons sous-évalué l'avantage financier que pouvait en tirer la société concessionnaire. » Formule sobre pour résumer l'idée selon laquelle l'État s'est fait rouler en cédant à des entreprises privées – principalement les groupes français Vinci (ASF) et Eiffage (APRR) et l'espagnol Abertis (Sanef) –, des concessions autoroutières devenues des rentes formidablement profitables.

Il y a de l'autre côté une réalité juridique : celle de contrats de concession en béton armé. Les concessionnaires sont inexpugnables jusqu'à leur échéance. Le concédant – l'État, également garant de l'état de droit – est largement désarmé pour en changer les termes. Depuis près de vingt ans, chacun des bras de fer engagé par le pouvoir exécutif ou législatif s'est soldé par une défaite.

Comment les autoroutes, cet actif au degré zéro du glamour, ont-elles pu devenir une telle bombe à fragmentation politique ? Le dossier a divisé chacun des gouvernements qui s'y est aventuré. Quand celui de Lionel Jospin introduit en Bourse les Autoroutes du sud de la France (ASF) en 2002, et récolte 1,7 milliard d'euros, c'est une épreuve pour sa majorité plurielle, avec le ministre des Transports (communiste) Jean-Claude Gayssot, qui rue dans les brancards.

Quatre ans plus tard, la cession par mise aux enchères des trois grandes concessions ASF, APRR et Sanef, met la droite et le centre en émoi. Au sein du gouvernement précédent, celui de Jean-Pierre Raffarin, Gilles de Robien, ministre de l'Équipement, freinait déjà des quatre fers. Même son de cloche chez le rapporteur général du budget à l'époque, Gilles Carrez. Et puis il y a François Bayrou, qui tempête : « La vente à des intérêts privés des sociétés d'autoroutes est un choix qui porte atteinte à l'intérêt national. »

En 2014-2015, le débat devient hystérique. Les rapports de la Cour des comptes ou de l'Autorité de la concurrence, plus ou moins rigoureux, s'empilent pour décrire la rentabilité exceptionnelle des concessions autoroutières. Les députés socialistes demandent la renationalisation. Le climat est tel qu'il faut se mettre à la table des négociations. Mais quand ce n'est pas le droit qui sert les intérêts des concessionnaires, c'est la politique qui le fait : en décembre 2014, peu après le naufrage de l'écotaxe, la ministre de l'Écologie Ségolène Royal annonce un gel des tarifs des péages. De l'essroufe. La décision est unilatérale, illégale en réalité. L'État s'est tiré une balle dans le pied. Les directeurs de cabinet des ministres de l'Écologie Ségolène Royal, Elisabeth Borne, et de l'Économie Emmanuel Macron, Alexis Kohler, bouclent un accord avec les sociétés d'autoroutes qui laisse à la future première ministre et au futur secrétaire général de l'Élysée un souvenir cuisant. « Ce n'était pas glorieux », convie un participant. Ségolène Royal, elle, ne se rappelle plus : « Je n'ai pas vraiment suivi les négociations de ce protocole », balaie-t-elle en 2020 devant les sénateurs.

L'accord conclu avec les sociétés d'autoroutes comporte des avancées en matière de régulation future (plafonnement de la rentabilité – à un niveau jamais atteint depuis – surveillance par une autorité indépendante, l'Araréf...). Mais il prévoit aussi le rattrapage du gel des péages intensifié de 2014, et un allongement des concessions en contrepartie d'un programme de travaux. On voulait expulser les groupes privés des autoroutes ; ils en gardèrent finalement

18 juillet 2005
L'État met aux enchères trois sociétés concessionnaires d'autoroutes



Des manifestants protestent contre la privatisation d'ADP, à Paris, le 10 décembre 2019.

KARINE PIERRE/HANS LUCAS VIA AFP

Les autoroutes ou les privatisations disqualifiées

les rênes plus longtemps ! On voulait, à défaut, les faire payer ; ils obtiennent la garantie d'une stabilité fiscale absolue.

L'affaire sème les premières graines de la foudre qui déchirera un peu plus tard la majorité de François Hollande et Manuel Valls. Pour une partie de la gauche, l'épisode apporte la preuve qu'Emmanuel Macron n'est pas des leurs. Dans l'État, le traumatisme est aussi puissant. Jean-Philippe Tanguy, député RN, confie volontiers que c'est à ce moment-là que ses « petits oiseaux de Bercy », ses relais au sein de l'administration du ministère de l'Économie et des Finances, se sont mis à gazouiller.



ROBERT FRANCOIS/AP

Mon gouvernement n'a pas bradé les bijoux de famille, pas plus qu'il n'a tué la poule aux œufs d'or.

Dominique de Villepin
Ancien premier ministre, le 9 juillet 2020

Jean-Louis Debré, alors président de l'Assemblée en 2006, entouré des 137 449 amendements déposés. PHOTOPOR/LE PARISIEN



s'était fait photographier au perchoir, disparaissant derrière les piles de ces amendements qu'il avait fait imprimer.

Même la droite, qui a longtemps mis le désengagement de l'État du secteur concurrentiel au cœur de son programme, n'est plus à l'aise. Elle a été traumatisée par la privatisation des autoroutes un peu comme la gauche est revenue des nationalisations, s'étant persuadée avec le temps que, de la SNCF en 1937 aux grandes nationalisations de 1981, l'État avait surtout sauvé la mise des actionnaires privés.



L'ANTHROPOMORPHIQUE LUCAS VIA AFP

Nous sommes confrontés à une véritable spoliation des Français.

La nationalisation des autoroutes permettra de faire baisser de 10 % à 15 % le prix des péages

Marine Le Pen Candidate RN à la présidentielle, le 8 septembre 2021

Les privatisations sont comme disqualifiées. La dernière en date est celle de la FDJ, fin 2019. L'argument financier qui fondait celle des autoroutes en 2006 n'imprime plus. À l'époque, l'État avait empoché 14,8 milliards d'euros, dont 11 milliards ont été affectés au désendettement de l'État. Près de vingt ans plus tard, alors que la dette publique a explosé et que la France tire le diable par la queue pour tenter de rétablir un tant soit peu ses comptes, l'idée même de privatiser n'est plus envisagée par aucun parti politique, aucun candidat, aucun programme. Au contraire. Le Parlement a voté presque comme un seul homme début 2024 la proposition de loi du socialiste Philippe Brun visant à la renationalisation d'EDF, en réalité déjà effective. Le 27 juin dernier, à trois jours du premier tour des élections législatives, le gouvernement en sursis a signé une promesse d'achat d'Alcatel Submarine Networks (ASN) ; on n'a pas vu un seul sourcil froncé sur les bancs de l'opposition. Au contraire. Comme pour les activités souveraines d'Atos quelques semaines plus tôt, l'initiative de Bercy a été applaudie. La nationalisation est devenue tendance. Elle est interprétée comme une démonstration de force de l'État. À moins qu'elle ne soit au contraire un aveu de faiblesse, la démonstration de son impuissance à réguler par la seule force du droit et à influencer par celle du politique. ■

Retrouvez demain :
Et PepsiCo, en voulant manger Danone, crée en France le « patriotisme économique »

Lagardère poursuit la vente de ses actions

Claudia Cohen

En voie de désendettement, l'homme d'affaires ne possède plus que 5% du capital de l'empire bâti par son père.

L'été 2024 est celui du grand déstagement pour Arnaud Lagardère, l'unique héritier d'un empire passé à l'automne dernier sous le contrôle de Vivendi et de son actionnaire de référence, Vincent Bolloré. Depuis le mois de juin, la participation qu'il détient au capital du groupe fondé par son père a fondu de moitié, passant de 11,11 % à 5,12 % en date du 19 août. « J'ai vendu pour solder mon endettement, qui est presque à zéro, et sera bientôt à zéro », explique au Figaro Arnaud Lagardère. Ce dernier ne détient plus que 4,49 % des droits de vote du groupe qui porte son nom.

La mise en examen fin avril pour « abus de biens sociaux » du PDG, soupçonné par les enquêteurs du Parquet national financier d'avoir financé son train de vie luxueux avec l'argent de ses sociétés, a changé la donne pour l'homme d'affaires qui affirmait encore quelques mois auparavant vouloir repasser au-dessus de la barre des 15 % du capital.

Selon les documents de l'Autorité des marchés financiers (AMF) que *Le Figaro* a pu consulter, Arnaud Lagardère a cédé depuis le 5 juin dernier à Vivendi, à travers son véhicule Arjil Commanditée-Arco et son holding personnel Lagardère Capital, près de 8,5 millions d'actions au prix unitaire de 24,10 euros. Vivendi a choisi de prolonger jusqu'à juin 2025 la période durant laquelle des actionnaires minoritaires comme Arnaud Lagardère ou Bernard Arnault peuvent apporter leurs titres à la branche subsidiaire de son offre publique d'achat.

Avec ces près de 205 millions d'euros encaissés en l'espace de quelques se-



« Je souhaite rester PDG aussi longtemps que la famille Bolloré me fera confiance, leur limite sera la mienne », assure Arnaud Lagardère (ici dans son bureau parisien, le 14 février 2023). FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

maines, Arnaud Lagardère compte apurer ses dettes fiscales, qui s'élèveraient, selon *Le Monde*, à plusieurs dizaines de millions d'euros, auprès de l'État français. La vente de ces titres servira également au remboursement du crédit accordé à Lagardère Capital par le Crédit

agricole il y a plus de quinze ans (contracté à l'époque pour racheter des actions de son groupe). Selon nos informations, il lui restait l'an passé environ 150 millions d'euros à rembourser à la banque française dirigée par Philippe Brassac.

« Il vend au plus offrant et fait une bonne affaire d'un point de vue strictement financier, glisse un analyste. Pour ce qui est de son image, déjà bien écornée au sein des milieux d'affaires français, c'est une autre histoire... » À la Bourse de Paris, l'action de Lagardère s'échangeait

autour de 22 euros, mardi après-midi, en hausse de 2 % sur les douze derniers mois.

« Désormais à nouveau dans une position d'acheteur »

Désormais, une question taraude les observateurs de la saga Lagardère : débarrassé de ses dettes, Arnaud Lagardère finira-t-il par apporter le reste de ses titres à Vivendi pour tourner définitivement la page de l'aventure familiale ? « Je suis désormais à nouveau dans une position d'acheteur », assure-t-il aujourd'hui au Figaro.

Après une brève interdiction de gérer décidée par le juge dans la foulée de sa mise en examen, Arnaud Lagardère, qui avait fait appel de la décision, a retrouvé fin juin ses mandats opérationnels de PDG de Lagardère, de PDG de la filiale Hachette ainsi que sa casquette de gérant des radios Europe 1, Europe 2 et RFM. L'homme d'affaires n'a, en revanche, pas retrouvé les mandats sur ses holdings.

Les accords entre la famille Bolloré et Arnaud Lagardère prévoient que ce dernier, âgé de 63 ans, reste à la tête du groupe jusqu'à la fin de son mandat, en 2027. « Je souhaite rester PDG aussi longtemps que la famille Bolloré me fera confiance, leur limite sera la mienne », affirme l'homme d'affaires, en attendant les prochaines étapes de la procédure judiciaire. Avec seulement 4,49 % des droits de vote, son pouvoir décisionnaire sur le sort de certains actifs de Lagardère, comme le travel retail (boutiques Relay dans les gares et les aéroports), qui aigüise les appétits en cette période faste pour le secteur, s'est en tout cas déjà considérablement réduit. ■

LES FOLLES CROYANCES DE LA SILICON VALLEY 3 / 6

La croisade de la tech pour relancer la natalité des élites occidentales

Claudia Cohen

Ces pronatalistes incitent les Américains riches et surdiplômés à fonder des grandes familles, et à opter pour la sélection embryonnaire.

Dans une grande maison en pierre cossue datant du XVIII^e siècle, au cœur de Valley Forge, en Pennsylvanie, les Collins voient défiler sur leur pelouse les caméras des télévisions nord-américaines et quelques plumes venues d'Europe, comme les britanniques *The Telegraph*, *The Guardian* ou l'espagnol *El País*. Simone, Malcom et leurs trois enfants, Torsten, Octavian et Titan Invictus, sont devenus en l'espace de quelques mois les nouvelles bêtes curieuses d'Amérique. Il leur a fallu peu de choses pour acquérir cette notoriété : un simple canal d'expression sur Reddit et une chaîne YouTube bien rodée où les époux, comme le veut leur époque, mettent en scène une grande part de leur intimité.

Mais plus que l'illusion d'un modèle de réussite familiale, c'est leur discours pronataliste qui interpelle. Car ces trentenaires, nourris par l'angoisse de voir la population s'effondrer, incitent quotidiennement leurs concitoyens à se reproduire le plus vite possible et en grand nombre, dans l'espoir de définir l'avenir de l'espèce humaine. « La grande peur de l'Amérique est celle du déclin », lance au Figaro Laurent Alexandre, auteur de *La Guerre des intelligences. La perte d'une certaine domination sur le monde face à des taux de natalité qui s'effondrent en Occident, mais qui ne tarissent pas dans des pays d'Afrique subsaharienne*. ■ Simone et Malcom Collins, persua-

dés de la supériorité de leurs gènes après avoir foulé les bancs de Stanford et de Cambridge, rêvent de finir à la tête d'une famille de huit enfants. Chacun de leurs descendants devant s'engager à avoir, à leur tour, au moins huit enfants pour assurer leur lignée... Partie en croisade, cette famille athée espère convaincre ceux qu'ils nomment les « bien-nés », soit ces Américains issus de familles aisées et très diplômées, non seulement de se reproduire en masse mais surtout d'opter pour la sélection embryonnaire afin « d'optimiser » leur progéniture.

« Une nouvelle forme d'eugénisme »

Les discours des Collins, natifs de San Francisco et proches du cofondateur de PayPal Peter Thiel, commencent à se frayer un chemin dans les cercles de la Silicon Valley. Le cofondateur de Skype et milliardaire d'origine estonienne Jaan Tallinn, père de cinq enfants, se trouve parmi les principaux donateurs de la fondation pronataliste de la famille Collins. L'an passé, il leur signait un chèque de près d'un demi-million de dollars.

Père de douze enfants issus de trois mères différentes, Elon Musk est sûrement le pronataliste le plus célèbre au monde. Sur son réseau social X, celui qui est devenu un soutien affiché du candidat Donald Trump à la Maison-Blanche ne cesse de déclarer que la baisse de la natalité constitue un risque



Malcom et Simone Collins posent dans la chambre de leurs trois fils : Octavian, Torsten et Titan Invictus, âgés respectivement de 4 ans, 3 ans et 1 an, le 6 avril 2024, dans leur maison, à Eagleville, en Pennsylvanie.

une fécondation in vitro. Outre la détection de potentielles maladies, elles promettent aux parents d'être capables d'évaluer le potentiel cognitif, les capacités intellectuelles, la potentielle réussite scolaire et même des traits de caractère du futur enfant...

« La décentralisation du système de santé aux États-Unis et les faibles niveaux de régulation facilitent l'essor de cette nouvelle économie autour de la quête de l'enfant sur-mesure. Les kits pour dépister le potentiel d'un embryon, dont la pleine efficacité n'a pas encore été prouvée, représentent une nouvelle forme d'eugénisme, où l'objectif reste d'éliminer certains traits par le biais de la reproduction », analyse Laurent Alexandre.

Cette obsession pour le futur et cette peur du déclin se renforcent à mesure que les nouveaux génies du XXI^e siècle, eux-mêmes juchés au cœur de la Silicon Valley, cherchent à rendre les machines plus intelligentes que les hommes. Selon un sondage publié dans la revue *Science*, 28 % des Américains se disent prêts, demain, à modifier l'ADN de leur futur bébé pour augmenter ses chances d'acceptation dans les meilleures universités, face aux potentiels compétitifs que présentent des technologies comme l'intelligence artificielle. Un chiffre qui ne laisse pas indifférent dans un pays aussi connu pour sa vénération du drapier que pour sa foi religieuse. En Europe, les réglementations comme les considérations éthiques ne permettent pas encore de réaliser les ambitions de parents qui jugeraient que rien ne doit plus être laissé au hasard. Verra-t-on, peut-être demain, éclore outre-Atlantique un nouveau type de tourisme médical destiné à tous ceux qui souffrent d'anxiété démographique ? ■

Retrouvez demain :

Ces milliardaires de la tech qui se préparent à l'apocalypse

plus important pour la civilisation que le réchauffement climatique. Le nouveau roi de la région, Sam Altman, cofondateur de la société d'intelligence artificielle OpenAI, a lui investi dans plusieurs start-up spécialisées dans les technologies de reproduction, l'une visant à produire des ovules humains à partir de cellules souches, l'autre à examiner les embryons pour en déterminer l'état de santé.

« Chez les entrepreneurs de la Silicon Valley, les projets liés à la génétique actualisent la volonté transhumaniste de repousser les frontières de la condition

humaine par le biais des sciences et des technologies », analyse Cécilia Calhietos, docteur en sociologie, auteur d'une thèse sur le transhumanisme. « Ces projets sont qualifiés par les transhumanistes comme relevant de l'eugénisme libéral. Un eugénisme qui s'opère au niveau des individus (et non des populations) avec l'argument "d'améliorer" le potentiel de l'humain », poursuit-elle. Certaines start-up californiennes, comme Genomic Prediction ou Orchid, conduisent des tests de scores polygéniques afin de sélectionner les « meilleurs » embryons avant

BRYAN ANSELMI/REUTERS

NOUVEAU GALA

PLUS D'IMAGES, PLUS D'HISTOIRES



NUMÉRO
HOMMAGE

DELON, L'INTERVIEW TESTAMENT
"LA-HAUT, JE VOUDRAIS VOIR
MES PARENTS ENSEMBLE"



Avec Romy Schneider
à Cannes en 1962

DENITSA
BIENTÔT MAMAN,
LA DANSEUSE
NOUS PRÉSENTE
LE FUTUR PAPA

**HARRY ET
MEGHAN**
UN VOYAGE
POUR SAUVER
LEUR COUPLE

**JEAN
DUJARDIN**
LES PHOTOS
DU TOURNAGE
DE ZORRO



DES FUNÉRAILLES
ORGANISÉES CHEZ LUI,
DANS SA CHAPELLE

**LES DERNIÈRES
VOLONTÉS
D'ALAIN DELON**

1935-2024

Dans sa propriété
de Douchy, dans le
Loiret, en 2021

S'OFFRIR DE GRANDS DESTINS

Gala

3,40 € • TOUS LES JEUDIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE FIGARO Partner

En partenariat avec **TOYOTA**

La mobilité sur tous les terrains

Cet été, Toyota s'invite dans le cahier Partner du Figaro pour saluer la persévérance et la résilience des athlètes et des para-athlètes.

Le constructeur automobile, engagé dans la mobilité pour tous, a déployé dans le cadre de son partenariat avec les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 des solutions innovantes pour rendre cette grande fête sportive accessible à tous.

Ce cahier rend hommage au travail de recherche et développement de la marque, mais aussi aux parcours de plusieurs athlètes de la Team Toyota.

Pour une plus grande inclusivité, certaines pages ont été adaptées afin d'être lisibles par les personnes daltoniennes, dyslexiques ou malvoyantes. Une manière de célébrer les valeurs sportives, partagées par Toyota, et de changer de regard sur le handicap autour de cet événement d'exception en France.

« Toyota se donne pour mission de trouver des solutions pour ceux qui en ont besoin »

Le président de Toyota France, Frank Marotte, revient sur l'engagement de l'entreprise pour les questions d'accessibilité, et sa volonté de multiplier les propositions de mobilité inclusive dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.



D'OÙ VIENT L'ENGAGEMENT DE TOYOTA EN FAVEUR DE L'ACCESSIBILITÉ ?

Il faut revenir aux origines de Toyota à la fin du XIX^e siècle. L'histoire de l'entreprise – qui a débuté quand Sakichi Toyoda inventa le premier métier à tisser mécanique du Japon – est celle d'un fils qui regardait sa maman travailler dur sur un métier à tisser manuel, une activité qui générait des handicaps et des besoins particuliers de mobilité. L'engagement de Toyota sur le sujet de l'accessibilité est aussi lié à l'observation de la société japonaise, l'une des plus âgées au monde, avec beaucoup de personnes confrontées à des enjeux de mobilité. Depuis sa création, Toyota se donne pour mission de trouver des



solutions pour ceux qui en ont besoin. C'est intrinsèque à son histoire et à celle du Japon. C'est une prise de conscience fondamentale, au-delà de l'automobile.

POURQUOI CELA AVAIT-IL DU SENS POUR TOYOTA DE DEVENIR PARTENAIRE DU CIO ⁽¹⁾ ET DU CIP ⁽²⁾ ?

Le lien de Toyota avec le sport est très fort depuis longtemps. Le sport symbolise le dépassement, l'engagement et la haute performance. Des valeurs que nous portons au sein de l'entreprise. L'accompagnement des athlètes, à titre individuel, a toujours été une évidence. Aujourd'hui, nous pouvons le faire à plus grande échelle. Il s'agit d'être accompagnateur du mouvement sportif au sens large ! Sur le territoire japonais de Toyota, Tokyo 2020 était déjà l'occasion pour

la marque de montrer son engagement au monde entier. Cela prend une ampleur encore différente avec Paris 2024. Ici, nous pouvons exploiter notre capacité à démontrer les technologies du futur pour la mobilité pour tous.

DE QUELLE MANIÈRE LA LIBERTÉ DE MOUVEMENT EST-ELLE UN PILIER D'INCLUSION DANS LA SOCIÉTÉ ?

La première mission de l'automobile, c'est de donner de la liberté individuelle aux citoyens : celle de se déplacer comme on veut, quand on veut, où l'on veut. C'est un pilier fondamental de notre société. Mais Toyota souhaite aller plus loin, en s'adaptant aux nouvelles structures sociales, pour apporter une solution de mobilité à tous les citoyens, car c'est un

élément constitutif de leurs capacités à vivre, à assurer leur sociabilité, l'éducation de leurs enfants... C'est l'engagement primordial de Toyota : offrir cette liberté, quels que soient le lieu, les moyens ou la condition physique de chacun.

QUELLES ONT ÉTÉ LES PISTES DE RÉFLEXION POUR IMAGINER LES SOLUTIONS DE MOBILITÉ POUR TOUS ?

Chez Toyota, notre philosophie est d'observer d'abord ce qui se passe, les phénomènes sociaux, les contraintes qui s'imposent pour ensuite réfléchir à des réponses. Nous avons étudié toutes les contraintes des personnes ayant un handicap, et avons développé des solutions que l'on présente pendant les Jeux, qui permettent aux personnes à mobilité réduite d'avoir une plus grande liberté de mouvement.

POUVEZ-VOUS NOUS PARLER PLUS PRÉCISÉMENT DES VÉHICULES IMAGINÉS POUR LES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE LORS DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE PARIS 2024 ?

Il y a 700 solutions de mobilité inclusive à disposition. D'un côté des APM (Accessible People Mover),

Pourquoi les images de cette page sont-elles si contrastées ?

Pour faciliter la lecture aux personnes daltoniennes, nous avons effectivement augmenté les contrastes sur les photos, évité les combinaisons de couleurs problématiques et amplifié la saturation.

des véhicules à batterie. C'est une navette, accessible à des personnes en fauteuil, avec une rampe d'accès pour leur donner la possibilité de l'utiliser. Le second type de véhicule est le C-Walk₊ et le C-Walk_s. Ce produit de mobilité individuelle, électrique à batterie, facilite grandement les déplacements urbains.

Le C-Walk_s dispose d'un fauteuil idéal dans certaines circonstances, pour les personnes à mobilité réduite notamment. Nous avons observé les personnes en fauteuil et avons remarqué que l'une de leurs problématiques est de devoir actionner les roues elles-mêmes. Très peu de fauteuils sont par ailleurs électrifiés et ils sont coûteux. Nous avons enfin conçu une troisième roue pour motoriser un fauteuil qui ne l'est pas. Elle peut être placée sous celui-ci ou accrochée à côté.

QUELLES SONT LES AUTRES INNOVATIONS DE TOYOTA ?

Chaque fois que nous innovons, nous réfléchissons à une version adaptée pour le handicap. L'autre axe structurant d'innovation est bien entendu celui du développement

« Chaque fois que nous innovons, nous faisons une version adaptée pour le handicap »

technologique au service de la décarbonation, sur l'ensemble de notre offre. Aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, nous avons 2 650 véhicules électrifiés, à batterie, à hydrogène, notamment 500 Mirai qui démontrent la pertinence de l'hydrogène pour la mobilité décarbonée.

POUEZ-VOUS NOUS PARLER DE L'IDENTITÉ VISUELLE DE CES VÉHICULES IMAGINÉE POUR L'OCCASION ?

Nous avons souhaité associer Paris et la technologie. S'y retrouvent donc des symboles de la culture et l'art de vivre à la française, ainsi que des codes couleur en fonction de la technologie correspondante : bleu pour l'hydrogène, mauve pour l'hybride, vert pour l'électrique à batterie... Une manière

de développer le champ lexical de notre approche multi-technologie et de s'associer à la ville.

QU'ATTENDEZ-VOUS DE CES JEUX ?

J'attends d'abord une magnifique fête ! Les collaborateurs sont impliqués depuis plusieurs mois, nous avons importé l'idée des Jeux dans les concessions automobiles et les showrooms. L'engagement et la motivation sont immenses ! Nous avons un programme d'hospitalité pour nos clients et nos collaborateurs, ça va être l'occasion de célébrer la fidélité de tous. Le second objectif est de maximiser la visibilité de ce que Toyota fait pour la mobilité, afin que les citoyens en prennent conscience. Nous prouvons que ces technologies existent, qu'elles sont pérennes et pertinentes. Les industries automobiles ne sont pas

immobiles, nous travaillons sur la mobilité du futur, en prenant en compte les évolutions de la société. C'est donc à la fois une fête et une démonstration, avec pour ambition de gagner la médaille d'or de la mobilité !

QUELS POURRAIENT ÊTRE LES PROCHAINS DÉFIS DE TOYOTA CONCERNANT LA MOBILITÉ POUR TOUS ?

Continuer de travailler en observant, pour aller toujours plus vite dans la mobilité décarbonée, surtout lorsqu'on se rapproche des lieux de vie privés des citoyens : dans les maisons, les appartements, les hôpitaux, les maisons de retraite... Il faut être plus rapide sur le chemin de la décarbonation. L'écologie a un coût, les citoyens sont favorables à l'idée de basculer dans ce monde-là, mais ils n'en ont pas tous les moyens. Le défi pour nous est que cette décarbonation soit accessible au plus grand nombre le plus rapidement possible : le temps est compté et nous devons faire vite. Nous avons pour objectif la neutralité carbone en 2050 sur la planète et en 2040 en Europe. Sur notre continent, cela passera par 100 % des ventes de Toyota qui seront zéro émission en 2035.

Paris 2024 : la mobilité pour tous

Pour les déplacements individuels comme collectifs, dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, Toyota a mis au point une série d'innovations pour une mobilité globale, pensée pour tous.

Entreprise engagée, Toyota imagine des moyens pour amener les gens toujours plus loin, pour les pousser à se dépasser et les accompagner à relever des défis à travers des solutions de mobilité innovantes.

À l'occasion de son partenariat avec le CIO et le CIP, Toyota a imaginé des concepts novateurs à destination des athlètes, des officiels, des bénévoles et des journalistes accrédités, ainsi que des spectateurs. L'objectif ? Accompagner l'idée que la liberté de mouvement joue un rôle fondamental dans la société, faciliter les déplacements de chacun – quelles que soient ses capacités physiques –, mais aussi faire de Paris 2024 la vitrine la plus innovante d'une mobilité à la fois inclusive et durable. Des engagements pris et une réflexion menée par Toyota depuis 2017, dans un souci de cohérence avec sa philosophie, et l'exigence de proposer des objets qui incarnent l'ouverture, la tolérance, la diversité, l'inclusivité et la durabilité.

DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES ET ADAPTÉS À TOUS



C-WALK_s

Avec ces mots d'ordre en tête, Toyota a mis à disposition 250 solutions de mobilité électriques à batterie nommées « C-Walk_s » (version assise) et « C-Walk₊ » (version debout). Ces véhicules assurent une vitesse de marche, sont équipés de systèmes de détection d'obstacles et ne prennent pas plus de place qu'un piéton.



3^E ROUE MOTORISÉE

50 « 3^e roues motorisées » sont également disponibles dans le Village des athlètes pour les personnes à mobilité réduite, ainsi que 150 autres lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques. Une manière de permettre aux athlètes en fauteuil roulant de se déplacer plus librement.



APM (ACCESSIBLE PEOPLE MOVER)

Enfin, au-delà des propositions individuelles, Toyota dévoile ses nouveaux APM électriques, à batterie, pour le transport de personnes. Déjà présents à Tokyo 2020, ils ont été repensés pour Paris 2024. Cette fois, ils font office de navette principale au sein du Village paralympique, et servent également au transport de petits chargements ou comme véhicules de secours d'urgence.

⁽¹⁾ Comité international olympique. – ⁽²⁾ Comité international paralympique.

Une « Team d'athlètes Toyota »

Avec 14 athlètes et para-athlètes qui partagent ses valeurs, Toyota a constitué aussi bien la performance que l'inclusion et la transmission. Six d'entre eux expériences et le soutien que Toyota leur apporte, avec l'envie commune d'aller

Perle Bouge

Para-aviron

« J'ai découvert le para-aviron en 2008. J'ai remporté la médaille d'argent aux Jeux de Londres en 2012 et celle de bronze aux Jeux de Rio en 2016... C'est le Graal de tout sportif ! Cette fois, en tant que membre de la Commission des athlètes de Paris 2024, j'accompagne le COJO (Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques) sur différentes thématiques. Cela permet de construire ensemble les Jeux et de créer une belle dynamique



de groupe. Pour Paris 2024, j'espère donner envie de venir voir des performances de para-athlètes ! L'accès au sport pour tous est essentiel. En ce sens, Toyota est un partenaire idéal, en s'adaptant à toutes les pratiques. La recherche et l'innovation autour de l'accessibilité font partie d'une réflexion RSE globale chez Toyota, qui correspond à mes valeurs. »

Vincent Milou

Skate

Quelles sont les difficultés liées à votre discipline ?

Le plus dur, ce sont les blessures, parce que c'est un sport très exigeant pour les articulations. Il faut se maintenir en forme si l'on veut pouvoir skater dans la durée ! Et se montrer persévérant.

Vous avez été classé quatrième à l'épreuve de « street » aux Jeux de Tokyo, en 2020. En quoi cette épreuve a-t-elle marqué un tournant ?
J'ai découvert les Jeux à ce moment-là, c'était

Alexis Hanquiquant

Para-triathlon

Vous êtes triathlète handisport. Quelles valeurs véhicule ce sport ?

Le dépassement de soi, la polyvalence, l'exigence. Et un rapport privilégié avec la nature ! On peut faire du triathlon quels que soient son niveau ou sa pathologie.

Que représentent les Jeux paralympiques de Paris 2024 pour vous ?
Une grande fête populaire ! Et encore plus pour le mouvement paralympique, qui a lieu pour la première fois en France. J'espère un



changement de regard sur la différence au sens large.

En quoi Toyota est-il un soutien ?
Toyota a été l'une des premières marques à me faire confiance, avec une vraie bienveillance. Et puis j'ai besoin de ma voiture pour aller à l'entraînement tous les jours, et c'est un grand plaisir de pouvoir le faire dans de bonnes conditions !

Margot Chevrier

Saut à la perche

À 24 ans, Margot Chevrier l'affirme : « Le sport, c'est vraiment l'école de la vie ! » Celle qui est aussi étudiante en médecine fait des parallèles entre ses différentes activités : « Dans tous les cas, il s'agit de prendre conscience de ses points forts et de savoir les exploiter. » En mars, Margot Chevrier a été victime d'une fracture ouverte de la cheville. Une blessure grave qui a suscité en elle une

Toyota France » engagée

une équipe qui prône
évoquent leurs actions, leurs
er « Toujours plus loin ».

Pourquoi les lettres de
cette page sont-elles en
couleurs ?

Pour rendre la lecture plus simple aux personnes
dyslexiques, nous avons utilisé le rose et le bleu afin de
bien distinguer les syllabes. Nous avons aussi choisi une
police spéciale (OpenDyslexic) et augmenté sa taille.



Carlota Dudek Breakdance

Carlota Dudek
a commencé le breakdance
à 6 ans. Sportive,
elle pratique différentes
disciplines, mais chaque
fois en complément
du breaking : « J'ai toujours
aimé le côté artistique
autant que l'exigence
physique de cette discipline. »
Tout va très vite :
elle intègre un club
à 7 ans, remporte la finale
de Battle of the Year
à 11 ans... et à 22 ans, elle
a participé aux Jeux
olympiques de Paris 2024.
Celle qui fait partie de
la Team d'athlètes Toyota



France partage les valeurs
de respect et d'inclusivité
prônées par l'entreprise :
« Aujourd'hui encore, dans
le breaking, les notions de
défi et de dépassement
sont importantes, comme
ce que défend Toyota. Il
y a un véritable lien humain
avec la marque. Ils
sont impliqués, veulent
vivre l'aventure à nos
côtés et croient en nous ! »

extraordinaire. Arriver
quatrième m'a donné envie
de gagner à Paris 2024 !

En quoi la marque Toyota
est-elle un soutien ?

Toyota joue un rôle
très important dans la
mobilité pour tous.
Je suis honoré de faire
partie de la Team
d'athlètes Toyota France et
de représenter cette vision.



Michaël Jérémiasz Para-tennis

« J'ai commencé le tennis
à 6 ans, et après mon
accident de ski, à 18 ans,
j'ai découvert le
tennis fauteuil. Le premier
entraînement a été
très frustrant, mais mon
père m'a poussé à
y retourner. C'est un
rebond réussi ! Je m'engage
de différentes façons, à
travers l'association Comme
les autres que j'ai
créé ou mes livres :
Tant d'histoires pour
un fauteuil et Ma vie,
un sport de combat.
Les Jeux olympiques et



paralympiques de Paris 2024
sont une autre occasion
de mettre en lumière
ce que sont les athlètes
paralympiques. De son
côté, Toyota travaille sur
des solutions innovantes
et se fait le reflet de la
manière dont nous allons
nous déplacer demain.
Je suis une sorte de grand
frère au sein de la Team
d'athlètes Toyota France ! »

détermination hors normes.
Elle révèle que Paris 2024
provoque une émotion
particulière : « L'olympisme
incarne les valeurs sportives
de respect et de partage.
Tous les sportifs de haut
niveau se battent pour
porter le maillot bleu ! »
Dans ce cadre, Toyota
représente un soutien
précieux : « Ils nous suivent
en cas de blessure
comme lorsque tout va bien. »

L'humain au cœur des préoccupations

Depuis ses débuts, Toyota n'a cessé de s'engager pour une mobilité pour tous. Outre les propositions de solutions inclusives pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, le souhait de participer à une société plus accueillante, durable et en mouvement passe notamment par des réflexions globales sur notre rapport à l'autre. Une philosophie profondément ancrée dans l'ADN de Toyota. La preuve en 5 engagements.

1 La liberté de mouvement

Persuadée que le mouvement tient un rôle clé

dans notre société et pour un mieux vivre-ensemble, Toyota a fait de la liberté de mouvement un combat essentiel. L'entreprise multiplie les actions et innovations pour réduire les obstacles qui pourraient s'opposer aux déplacements de chacun, quelles que soient ses capacités physiques.

2 La mobilité inclusive

Dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques

de Paris 2024, Toyota a veillé à ce que chacun puisse se déplacer en toute sécurité, que l'on soit valide ou non. L'entreprise promeut par ailleurs l'idée d'une société plurielle en infusant la notion d'inclusion à tous les niveaux. La philosophie de Toyota, nommée « Toyota Way », vise l'amélioration continue et le respect de la personne à travers ces valeurs phares.

3 Le dépassement de soi

Toyota a accompagné plus de 300 athlètes olympiques

et paralympiques répartis dans près de 50 pays dans leur parcours de qualification et de participation aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. La Team d'athlètes Toyota France, composée de 14 athlètes olympiques et paralympiques, est l'incarnation des valeurs qui lient Toyota au sport comme la persévérance, l'amélioration continue et la volonté de relever des défis.

Description de l'image ci-contre :
Photo-finish d'une course en fauteuil.

Pourquoi les textes de cette page sont-ils en taille XXL ?

Pour que la lecture soit accessible aux personnes malvoyantes, nous avons utilisé une police bold sans empattement et nous avons fortement augmenté sa taille (18 au lieu de 8,5 points).



Description de l'image ci-contre :
Des enfants découvrant les animations du Toyota Wheel Park.

4

« Start Your Impossible »

Cette campagne mondiale lancée en 2018 est le reflet du goût du

défi de l'entreprise et de son attention à l'autre, selon trois piliers : une société de progrès, décarbonée et meilleure pour tous. Une campagne qui a plus que jamais du sens au moment de Paris 2024 avec la participation de plus de 100 000 collaborateurs Toyota dans toute l'Europe à des challenges sportifs et à du bénévolat. L'objectif ? Opérer un changement d'état d'esprit et contribuer à l'amélioration de la société.

5

La mobilité durable

Pendant les Jeux de Paris, l'objectif de Toyota est de contenir

les émissions de CO₂ à un niveau inférieur de 50 % à celui des précédents Jeux. Notamment grâce à une flotte de véhicules à particuliers électrifiés, dont près de 60 % produits en Europe et 37 % en France. Défi majeur pour l'avenir, la neutralité carbone est représentée dans le Toyota Environmental Challenge 2050, une feuille de route environnementale visant à réduire l'impact de la circulation et de la production automobiles.



Le Toyota Wheel Park, *incarnation* des valeurs de TOYOTA

Avec le Toyota Wheel Park, la marque propose le premier skatepark inclusif et itinérant, un espace ludique de rencontres, où chacun a sa place.

Cette structure composée de cent modules assure une expérience immersive et ludique aux adeptes de sports de glisse et urbains tels que le WCMX (fauteuil freestyle). Accessible aux valides et aux personnes à mobilité réduite, l'espace a été conçu pour que fauteuils et skates se rencontrent, afin que chacun puisse s'amuser en toute sécurité, sans renoncer à ses

sensations, au sein de zones comprises entre 80 et 800 m² dans sa forme la plus étendue.

Cette façon de répondre à tous les usages – sans distinction entre les personnes à mobilité réduite et les valides – prend tout son sens dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. Le Toyota Wheel Park s'est d'ailleurs fait itinérant au travers d'une tournée dans toute la France.

TOYOTA



Partenaire
Olympique Mondial



Partenaire
Paralympique Mondial

START YOUR IMPOSSIBLE*

MOMOKA MURAOKA | PARA ATHLÉTISME

CARLOTA DUDEK | BREAKING

DAMIAN WARNER | ATHLÉTISME

* DÉPASSER L'IMPOSSIBLE

©2024 Toyota Motor Corporation. Tous droits réservés.